

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1138

[2004/200850]

12 FEVRIER 2004. — Décret organisant les provinces wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Les autorités provinciales

Article 1^{er}. Il y a dans chaque province un conseil provincial, un collège provincial et un gouverneur.

Art. 2. Le conseil provincial est composé de :

- quarante-sept membres dans les provinces de moins de deux cent cinquante mille habitants;
- cinquante-six membres dans les provinces de deux cent cinquante mille à cinq cent mille habitants;
- soixante-cinq membres dans les provinces de cinq cent mille à sept cent cinquante mille habitants;
- septante-cinq membres dans les provinces de sept cent cinquante mille à un million d'habitants;
- quatre-vingt-quatre membres dans les provinces d'un million d'habitants et au-dessus.

Le nombre de conseillers est mis en rapport avec la population par le Gouvernement lors de chaque renouvellement intégral des conseils provinciaux. Le nombre d'habitants par province à prendre en considération est le nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans les communes de la province concernée à la date du 1^{er} janvier de l'année précédant celle du renouvellement intégral.

Ces chiffres de la population, par commune et par province, sont publiés au *Moniteur belge* par les soins du Gouvernement.

Les chiffres de la population déterminés de la manière prévue à l'alinéa 2 sont publiés au *Moniteur belge* au plus tard le 1^{er} mai de l'année durant laquelle le renouvellement intégral des conseils provinciaux a lieu.

Art. 3. Le conseil provincial est élu directement par les collèges électoraux. Les élections se font par districts ayant pour limites celles des cantons électoraux visés à l'article 88 du Code électoral. Toutefois, un district peut comprendre deux ou plusieurs cantons électoraux.

Chaque district compte autant de conseillers que le chiffre de sa population contient de fois le diviseur provincial, obtenu en divisant le chiffre de population de la province par le nombre total de sièges à conférer, les sièges restants étant attribués aux districts ayant le plus grand excédent de population non encore représenté.

Le groupement des cantons électoraux et la désignation des chefs-lieux de districts sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret. La répartition des conseillers entre les districts électoraux est mise en rapport avec la population par le Gouvernement lors de chaque renouvellement intégral des conseils provinciaux, sur la base des chiffres de la population établis conformément à l'article 2, alinéa 2.

Art. 4. Le conseil provincial élit un collège provincial en son sein.

Art. 5. Le gouverneur est le commissaire du Gouvernement dans la province.

En application de l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001, les gouverneurs sont nommés et révoqués par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil des ministres fédéral.

Il y a dans chaque province un greffier provincial.

TITRE II. — Le conseil provincial**CHAPITRE 1^{er}. — Réunions et mode de délibération du conseil provincial**

Art. 6. Le conseil provincial s'assemble au chef-lieu de la province, à moins que, pour cause d'événement extraordinaire, il ne soit convoqué par son président dans une autre ville de la province.

Art. 7. Le conseil provincial se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins une fois par mois.

Cette obligation ne s'applique pas aux mois de juillet et d'août.

Le conseil est convoqué par son président.

Sur la demande d'un tiers des conseillers, le président est tenu de convoquer le conseil aux jour et heure indiqués avec l'ordre du jour proposé.

Le président est également tenu de convoquer le conseil à la demande du collège provincial, aux jour et heure indiqués, avec l'ordre du jour proposé.

Art. 8. Le conseil ne peut pas prendre de décision si la majorité de ses membres n'est pas présente.

Cependant, si le conseil a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre requis, il peut, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites par l'article 18, et il y est fait mention du fait que la convocation vaut pour la deuxième ou pour la troisième fois; en outre, la troisième convocation doit rappeler textuellement les deux premiers alinéas du présent article.

Art. 9. Après chaque renouvellement intégral du conseil provincial, les conseillers nouvellement élus se réunissent de plein droit sans convocation le deuxième vendredi qui suit le jour de l'élection, à 14 heures, sous la présidence du membre qui compte le plus d'ancienneté en qualité de conseiller provincial ou, en cas de parité, le plus âgé d'entre eux, assisté des deux membres les plus jeunes comme secrétaires.

Toutefois, si le deuxième vendredi visé à l'alinéa 1^{er} est un jour férié, la réunion du nouveau conseil provincial est reportée au lundi qui suit.

Après la vérification des pouvoirs et la prestation de serment, le conseil provincial nomme un président, un ou plusieurs vice-présidents, et forme son bureau.

Art. 10. Le conseil détermine, par son règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions, conformément au présent décret.

Sont considérés comme formant un groupe politique les membres du conseil provincial qui sont élus sur une même liste ou qui sont élus sur des listes affiliées en vue de former un groupe politique.

Le conseil provincial fixe les modalités de reconnaissance des groupes politiques au sein de l'assemblée.

Le conseil provincial crée en son sein des commissions lui rendant des avis sur tout ou partie des matières relevant de sa compétence, ainsi que sur les propositions de délibération inscrites à son ordre du jour.

Le conseil installe à tout le moins une commission en charge du budget et des comptes.

Une ou plusieurs commissions sont chargées de vérifier la correcte exécution des plans et contrats de gestion visés au Titre V, et d'en faire rapport au conseil.

Le conseil arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, les dispositions relatives à la composition et au fonctionnement de ces commissions.

La composition des commissions obéit au principe de la représentation proportionnelle.

Les commissions peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Art. 11. § 1^{er}. Les séances du conseil provincial sont publiques.

§ 2. Sauf en ce qui concerne les séances relatives au budget, le conseil provincial, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

§ 3. La séance n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

§ 4. Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

§ 5. S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Art. 12. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil provincial votent à haute voix ou par assis et levé.

Néanmoins, le vote se fait toujours à haute voix et par appel nominal sur l'ensemble de chaque résolution. Il en va de même chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalant au vote à haute voix ou au vote par assis et levé. Le vote exprimé électroniquement est considéré comme équivalant au vote à haute voix et par appel nominal. Le vote à main levée est considéré comme équivalant au vote par assis et levé.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité absolue des suffrages.

En cas de vote à haute voix, le président vote en dernier lieu.

Art. 13. Le conseil provincial a le droit de diviser et d'amender chaque proposition.

Chaque conseiller a le droit d'initiative. Les membres du collège provincial ne peuvent faire usage individuellement de cette faculté.

Le règlement d'ordre intérieur règle les modalités de prise en considération de la proposition déposée par un ou plusieurs conseillers, ainsi que le renvoi le cas échéant, devant une commission et au collège provincial aux fins de l'instruction préalable visée à l'article 63, alinéa 3.

La décision relative à la prise en considération doit être strictement motivée par rapport à l'intérêt provincial tel que défini à l'article 32.

Art. 14. Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Art. 15. § 1^{er}. La séance est ouverte et close par le président.

§ 2. Sauf stipulation contraire dans le règlement d'ordre intérieur, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente séance à l'ouverture de chaque séance.

Dans tous les cas, le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours francs au moins avant le jour de la séance. Dans les cas d'urgence, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de réclamer contre sa rédaction.

Si la réclamation est adoptée, le greffier est chargé de présenter, séance tenante ou, au plus tard, dans la séance suivante, une nouvelle rédaction, conformément à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans réclamation, le procès-verbal est approuvé et transcrit comme stipulé à l'article 106, alinéa 1^{er}.

Chaque fois que le conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

§ 3. Le procès-verbal contient :

- l'heure d'ouverture et de clôture de la séance;
- l'ordre du jour;
- le texte de la lecture visée au § 2;
- la liste des conseillers provinciaux présents à l'ouverture de la séance, ainsi que la liste de tous les autres appels nominaux éventuellement réalisés en cours de séance;
- le texte des résolutions adoptées;
- les propositions déposées en séance;
- les résultats des votes et, en cas d'appel nominal ou de vote au scrutin secret, respectivement la liste des votes nominaux ou la liste des votants;
- la mention des interventions nominatives de chaque conseiller;
- les textes des interventions communiquées au président par les conseillers.

Le conseil peut définir, limitativement, dans son règlement d'ordre intérieur les autres points devant être repris au procès-verbal de la séance.

Art. 16. Il est permis à chaque membre de faire insérer au procès-verbal que son vote est contraire à la résolution adoptée, sans pouvoir exiger qu'il soit fait mention des motifs de son vote.

Art. 17. Au plus tard sept jours francs après la réunion du conseil provincial, un rapport succinct des délibérations, y compris du résultat des votes, est rédigé et transmis aux conseillers.

En cas de vote nominatif, le compte rendu mentionne le vote émis par chaque conseiller.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités de la rédaction de ce rapport.

Art. 18. § 1^{er}. La convocation se fait par écrit et à domicile au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour et les propositions de décision.

Ce délai est toutefois ramené à trois jours francs pour l'application de l'article 8, alinéa 3.

En cas d'urgence, le délai de convocation visé à l'alinéa 1^{er} peut être diminué, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc avant celui de la réunion.

Les points de l'ordre du jour doivent être définis avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition des membres du conseil provincial, au greffe provincial, dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir que le greffier ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles les informations techniques sont fournies.

§ 3. Un point ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion en séance, sauf dans les cas d'urgence, lorsque le moindre report pourrait causer un préjudice grave.

L'urgence ne peut être décidée que par les deux tiers au moins des membres présents; leur nom est inséré au procès-verbal.

§ 4. Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au président du conseil au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Le président transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Il est interdit à un membre du collège provincial de faire usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent. Le collège provincial dispose toutefois de cette faculté.

Art. 19. Les lieu, jour, heure et ordre du jour des séances du conseil provincial sont portés à la connaissance du public, d'une part, par voie d'affichage officiel au lieu du siège du conseil provincial et à titre d'information dans les maisons communales, et, d'autre part, par la mise en ligne sur le site internet de la province, dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article 18 relatif à la convocation du conseil provincial.

La presse et les habitants intéressés de la province sont, à leur demande et au plus tard dans les trois jours de l'envoi aux conseillers provinciaux, informés de l'ordre du jour du conseil provincial, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient. Ce délai ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article 18, § 4.

Le règlement d'ordre intérieur peut prescrire d'autres modes de publication.

Art. 20. La police du conseil est exercée au nom de l'assemblée par le président qui donne les ordres nécessaires pour la faire respecter.

Nulle personne étrangère ne peut s'introduire dans l'enceinte où siègent les conseillers provinciaux, à l'exception du personnel nécessaire pour assurer les différents services du conseil ou moyennant l'autorisation spéciale du président.

Pendant les séances, les personnes admises dans le public se tiennent assises et gardent le silence.

Toute personne qui trouble l'ordre ou qui donne des marques d'approbation ou d'improbation dans le public est immédiatement expulsée.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende de 0,02 à 0,50 euros sans préjudice d'autres poursuites si le fait y donne lieu.

Art. 21. § 1^{er}. Les membres du conseil ne peuvent pas prendre la parole sans l'avoir demandée et obtenue du président.

L'orateur ne peut s'adresser qu'au président ou au conseil.

Nul ne peut être interrompu si ce n'est pour un rappel au règlement. Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans la même discussion, et après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'écarte de nouveau, le président lui retire la parole jusqu'à la fin de la discussion.

Toute attaque personnelle, toute injure, toute imputation de mauvaise intention sont défendues sous peine de rappel à l'ordre.

Le président peut décider que les paroles constitutives d'attaque personnelle, d'injure ou d'imputation de mauvaise intention offensante ne figurent ni dans le procès-verbal, ni dans le compte rendu succinct, ni dans d'autres comptes rendus prévus par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Le président rappelle à l'ordre tout conseiller qui trouble la séance.

En cas de récidive, le président rappelle de nouveau à l'ordre avec l'inscription au procès-verbal. Cette sanction entraîne d'office le retrait de parole ou la privation du droit de prendre la parole jusqu'à la fin de la discussion.

Art. 22. Pour les élections et les présentations de candidats, le président est assisté des quatre conseillers les moins âgés faisant fonction de scrutateurs.

Le président fait procéder à l'appel nominal et ensuite à un réappel des membres qui n'étaient pas présents. Celui-ci étant terminé, le président demande à l'assemblée s'il y a des membres présents qui n'ont pas voté; ceux qui se présenteront immédiatement sont admis à voter. Ces opérations achevées, le scrutin est déclaré clos.

Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. S'il est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. S'il résulte du dépouillement que cette différence rend douteuse la majorité qu'un candidat aurait obtenue, le président fait procéder à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Lors du dépouillement, un des scrutateurs prend successivement chaque bulletin, le déplie, le remet au président qui en donne lecture à haute voix, et le passe à un autre scrutateur. Le résultat de chaque scrutin est immédiatement proclamé.

Les bulletins nuls n'entrent pas en compte pour déterminer la majorité.

Les bulletins qui contiennent plus d'un nom sont valides, mais le premier nom seul entre en ligne de compte.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix au premier scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, le candidat le plus âgé l'emporte.

Après le dépouillement, les bulletins qui n'ont pas donné lieu à contestation sont détruits en présence de l'assemblée.

Les élections et les présentations des candidats peuvent également se faire au moyen d'un système électronique qui garantit le scrutin secret. Ce système électronique est approuvé par le Gouvernement.

Art. 23. Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement. A l'exception des membres du collège provincial, les conseillers provinciaux touchent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil provincial et aux réunions des commissions.

Le montant du jeton de présence est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Il est fixé à 125 euros à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Les conseillers provinciaux qui sont domiciliés à cinq kilomètres au moins du lieu de la réunion reçoivent, en outre, une indemnité de frais de déplacement égale au prix du parcours du lieu de leur domicile au siège du conseil provincial, sur les lignes des services publics de transport. S'ils utilisent leur véhicule personnel, cette indemnité est calculée conformément à la réglementation applicable aux agents de la Région wallonne.

Les jetons de présence et l'indemnité de frais de déplacement sont fixés en fonction de la présence constatée aux registres tenus à cet effet. Toutefois, le conseil provincial peut décider de retirer le montant du jeton de présence à un conseiller provincial qui n'aurait pas assisté à, au moins, la moitié de la séance concernée.

Il ne peut être alloué, par jour, à chaque conseiller, qu'un seul jeton de présence et une seule indemnité de frais de déplacement.

Le montant de l'indemnité de frais de déplacement est fixé par le conseil provincial. Ce montant ainsi que le montant des jetons de présence sont à charge de la province.

Art. 24. Les membres du conseil représentent la province et pas uniquement le district qui les a élus.

Art. 25. Il est interdit à tout membre du conseil :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents, alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou cohabitant légal ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part directement ou indirectement, dans aucun service, perception de droit, fourniture ou adjudication de travaux publics pour compte de la province;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la province; il ne peut pas, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la province;

4° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire ou de suspension par mesure d'ordre;

5° d'intervenir comme délégué ou expert d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la province.

Les dispositions qui précèdent sont applicables au greffier, au receveur et aux membres du collège provincial, ainsi qu'à la personne de confiance visée à l'article 26.

Art. 26. Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance, choisie parmi les électeurs du conseil provincial qui satisfont aux critères d'éligibilité applicables en ce qui concerne le mandat de conseiller provincial, et qui ne fait pas partie du personnel de la province ni de sociétés ou associations desquelles la province est membre ou dans lesquelles elle est représentée.

Pour l'application du premier alinéa, le Gouvernement définit les critères servant à établir la qualité de conseiller handicapé.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller. Elle n'a pas le droit de percevoir des jetons de présence, mais une indemnité de frais de déplacement, telle que prévue à l'article 23.

Art. 27. Le conseiller provincial empêché par le fait qu'il effectue son terme de service militaire actif ou son terme de service civil en tant qu'objet de conscience est remplacé, à sa demande écrite adressée au président du conseil provincial, pendant cette période.

Le conseiller provincial qui souhaite prendre un congé parental en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant est remplacé, à sa demande écrite adressée au président du conseil provincial, au plus tôt à partir de la septième semaine avant la date présumée de la naissance ou de l'adoption jusqu'à la fin de la huitième semaine qui suit la naissance ou l'adoption.

L'interruption de l'exercice du mandat est prorogée à sa demande écrite, au-delà de la huitième semaine, pour une période égale à celle durant laquelle il a continué à exercer son mandat pendant la période de sept semaines qui a précédé le jour de la naissance ou de l'adoption.

Le conseiller provincial empêché pour cause de l'accomplissement de son terme de service militaire actif ou de son terme de service civil en tant qu'objecteur de conscience ou pour cause de congé parental, qui demande son remplacement, est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article 21, § 2, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, après vérification des pouvoirs de celui-ci par le conseil provincial.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne sont toutefois applicables qu'à partir de la première séance du conseil provincial suivant celle au cours de laquelle le conseiller empêché a été installé.

CHAPITRE II. — *Les droits à l'information*

Art. 28. Chacun a le droit de demander, par écrit, des explications sur les délibérations du conseil provincial ou du collège provincial.

Le conseil peut décider qu'il y sera répondu oralement à une prochaine séance publique.

Art. 29. § 1^{er}. Les habitants de la province peuvent interpeller directement le collège, en séance publique du conseil.

§ 2. Sont des habitants au sens du présent article toute personne de dix-huit ans accomplis domiciliée ou résidant sur le territoire de la province, ainsi que toute personne morale dont le siège d'exploitation est localisé sur le territoire de la province et qui est représentée par une personne physique de dix-huit ans accomplis domiciliée ou résidant sur le territoire de la province.

§ 3. Le texte intégral de l'interpellation proposée doit être déposé par écrit auprès du président du conseil.

Pour être recevable, l'interpellation introduite doit remplir les conditions suivantes :

1° être introduite par une seule personne;

2° être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes;

3° porter exclusivement sur une des matières relevant de l'intérêt provincial au sens de l'article 32; les questions qui relèvent de la compétence d'un autre niveau de pouvoir sont transmises, le cas échéant, par le président du conseil à l'assemblée ou l'exécutif concerné pour qu'il y soit répondu selon les procédures ad hoc;

4° être à portée générale; les questions relatives à des cas d'intérêt particulier sont traitées, le cas échéant, dans le cadre de l'article 28 ou renvoyées à l'examen d'une des commissions du conseil;

5° ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux;

6° ne pas porter sur une question de personne;

7° ne pas tendre à obtenir exclusivement des renseignements d'ordre statistique;

8° ne pas constituer des demandes de documentation;

9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique.

Le bureau décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée.

§ 4. L'interpellant expose sa question en séance publique à l'invitation du président du conseil dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée et dans le temps imparti au § 3.

Il est répondu par le collège conformément à la décision d'organisation des travaux arrêtée par le bureau.

L'interpellant dispose de deux minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour.

§ 5. Les interpellations, les questions et les réponses visées au présent article sont publiées au Bulletin provincial et mises en ligne sur le site internet de la province.

Art. 30. § 1^{er}. Le conseil provincial peut instituer un ou plusieurs conseils consultatifs, qui lui rendent des avis non contraignants, et dont il règle la composition, les missions et les règles de fonctionnement.

Les conseils consultatifs sont renouvelés intégralement au moins une fois tous les trois ans.

§ 2. Chaque fois qu'au sein d'un organe consultatif, un ou plusieurs mandats effectifs ou suppléants sont à attribuer à la suite d'une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures présente, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsque l'obligation imposée à l'alinéa 1^{er} n'a pas été remplie, l'autorité investie du pouvoir de nomination renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Tant que l'obligation imposée n'a pas été remplie, le mandat à attribuer reste vacant.

Lorsqu'il est impossible de satisfaire à l'obligation mentionnée à l'alinéa 1^{er}, il peut être dérogé moyennant une motivation spéciale inscrite dans le document de présentation et visée dans l'acte de nomination.

§ 3. Les deux tiers au maximum des membres d'un conseil consultatif sont du même sexe.

Lorsque l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas remplie, les avis de l'organe consultatif ne sont pas valables, sauf si le ou les députés provinciaux dont relève l'organe concerné ou la ou les autorités investies du pouvoir de nomination communiquent au collège provincial, en la motivant, l'impossibilité de remplir l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er}.

La motivation est considérée comme adéquate par le collège provincial sauf décision contraire de celui-ci dans les deux mois suivant la communication visée à l'alinéa 2.

Dans le cas d'un organe consultatif à créer ou à constituer, la communication visée à l'alinéa 2 est faite avant la nomination des membres de l'organe concerné.

Le conseil provincial fixe la procédure relative à la communication visée à l'alinéa 2.

Lorsqu'un organe consultatif a fait usage de la procédure prévue aux alinéas 2 et 3, mention est faite dans les avis de cet organe consultatif.

§ 4. Dans l'année du renouvellement du conseil provincial, le bureau présente un rapport d'évaluation du fonctionnement et des activités du ou des conseils consultatifs au conseil provincial.

§ 5. Le conseil provincial met à leur disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

Art. 31. Pour ce qui concerne les matières relevant de l'intérêt provincial telles que visées à l'article 32, § 1^{er}, ou des matières déléguées par la Région et relevant des compétences régionales, le conseil provincial peut instituer des conseils participatifs, par sous-zone, en fonction d'une division, couvrant tout le territoire provincial, qu'il décide.

Les conseils participatifs sont chargés de synthétiser les besoins prioritaires exprimés par la population, dans l'une ou l'autre matière relevant de la compétence de la province, afin qu'il puisse en être tenu compte dans les grandes options budgétaires annuelles.

Les conseils participatifs sont consultés préalablement au débat et au vote du budget par le conseil provincial.

Le conseil provincial définit les missions et les règles de convocation, d'organisation et de fonctionnement des conseils participatifs qu'il institue. En tout cas, chaque conseil participatif est ouvert à l'ensemble des personnes domiciliées dans son ressort, âgées de seize ans au moins.

CHAPITRE III. — *L'intérêt provincial, les attributions du conseil provincial et les droits des conseillers provinciaux*

Art. 32. § 1^{er}. Sous réserve de l'application du Titre XIV du présent décret, de l'article 2 du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes dans les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, ainsi que des autres dispositions spéciales légales ou décrétales, le conseil provincial règle, dans le respect du principe de subsidiarité, tout ce qui est d'intérêt provincial.

§ 2. Le conseil exerce ses compétences de manière complémentaire et non concurrente avec l'action régionale et celle des communes.

§ 3. Nonobstant le § 1^{er}, le conseil délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par les autorités fédérale, communautaire ou régionale.

§ 4. Le conseil provincial nomme, suspend et révoque tous les agents de l'administration provinciale.

Il peut déléguer au collège provincial la nomination, la suspension et la révocation des agents, jusqu'au grade de directeur y compris.

§ 5. Le conseil provincial arrête le cadre des agents de l'administration provinciale et fixe les statuts administratif et pécuniaire de ceux-ci.

Art. 33. § 1^{er}. Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration provinciale ne peut être soustrait à l'examen des conseillers provinciaux, même si cet acte ou cette pièce concerne une mission attribuée au gouverneur ou au collège provincial.

Il est tenu un registre des pièces entrantes et sortantes dans les services et institutions de la province.

Une copie des actes et pièces visés à l'alinéa 1^{er} est délivrée aux conseillers provinciaux qui en font la demande auprès du greffier provincial.

Les conseillers provinciaux reçoivent, à leur demande, copie des ordres du jour et des procès-verbaux des séances du collège provincial dans les quinze jours qui suivent la tenue de ces séances.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil prévoit selon quelles modalités le droit de consultation est exercé et à quelles conditions une copie des actes ou pièces peut être obtenue.

Une redevance peut être demandée pour l'obtention d'une copie des actes ou pièces. Le montant de cette redevance est calculé en fonction du prix coûtant, sans que les frais de personnel ne puissent en aucun cas être pris en compte.

§ 2. Les conseillers provinciaux peuvent consulter les budget, comptes et délibérations des organes de gestion des intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont, avec la province, un plan ou un contrat de gestion tel que visé au Titre V. Les modalités de cette consultation sont définies dans le plan ou le contrat de gestion.

Art. 34. § 1^{er}. Les conseillers provinciaux peuvent visiter tous les établissements et services créés et gérés par la province.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil prévoit selon quelles modalités et quels horaires le droit de consultation et de visite peut être exercé.

§ 2. Les conseillers provinciaux peuvent visiter les intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont, avec la province, un plan ou un contrat de gestion tel que visé au Titre V.

Les modalités de ces visites sont définies dans le plan ou le contrat de gestion.

Art. 35. § 1^{er}. Les conseillers provinciaux ont le droit de poser des questions au collège provincial sur les matières qui ont trait à l'administration de la province.

Sans préjudice des exceptions fixées dans la loi ou le décret et sans porter atteinte aux compétences conférées au collège provincial, les conseillers provinciaux ont le droit d'être informés par le collège provincial sur la manière dont celui-ci exerce ses compétences.

§ 2. Afin de permettre aux conseillers provinciaux de leur poser des questions orales d'actualité, il est réservé une heure au début de chaque séance du conseil.

Les conseillers ont également le droit de leur poser des questions écrites auxquelles il doit être répondu dans un délai de vingt jours ouvrables.

Les questions et les réponses visées au présent paragraphe sont publiées dans le Bulletin provincial et mises en ligne sur le site internet de la province, au plus tard dans les trois mois de l'envoi de la réponse à l'auteur de la question.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article.

Le droit d'interrogation ne peut pas porter sur des dossiers de tutelle administrative à l'égard de communes et d'établissements du temporel des cultes.

Art. 36. Dans les trois mois après son élection, le collège provincial soumet au conseil provincial une déclaration de politique générale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins ses principaux projets politiques, ainsi qu'un volet budgétaire reprenant les grandes orientations en la matière.

Cette déclaration contient également les orientations proposées par le collège provincial, pour la conclusion du partenariat visé par le décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement des provinces.

Après approbation par le conseil provincial, cette déclaration de politique générale est insérée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la province.

Art. 37. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les règles budgétaires, financières et comptables des provinces selon les principes de la comptabilité en partie double, ainsi que celles relatives aux modalités d'exercice des fonctions du receveur provincial et des comptables et receveurs visés à l'article 83.

Sauf dispositions contraires expresses prévues au présent décret, lorsque le receveur provincial doit émettre un avis ou procéder au visa d'un engagement, il dispose d'un délai de quatre jours à dater de la réception du document ou du dossier soumis à avis ou visa.

A défaut de transmission par le receveur provincial de l'avis ou du visa sollicité, celui-ci est réputé favorable à l'expiration du délai de quatre jours.

Tout avis négatif ou tout refus de visa doit être motivé et notifié à l'autorité qui le sollicite avant l'expiration du délai de quatre jours prévu au second alinéa.

§ 2. Chaque année, lors d'une séance qui a lieu au mois d'octobre, et, le cas échéant, après la consultation des conseils consultatifs et/ou participatifs, le collège provincial soumet au conseil provincial le projet de budget pour l'exercice suivant, les comptes de l'exercice précédent, ainsi qu'une note de politique générale.

La note de politique générale comprend au moins les priorités et les objectifs politiques, les moyens budgétaires et l'indication du délai dans lequel ces priorités et ces objectifs doivent être réalisés.

La liste des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations au sein desquelles la province participe et à la gestion desquelles elle est représentée ou qu'elle subventionne pour une aide équivalant à minimum 50.000 euros par an, ainsi que les rapports d'évaluation des plans et des contrats de gestion visés au Titre V, relatifs à l'exercice précédent, sont joints au projet de budget.

L'inventaire du contentieux judiciaire en cours est annexé au projet de budget.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont distribués à tous les conseillers provinciaux, au moins sept jours francs avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés.

La note de politique générale visée à l'alinéa 1^{er} est publiée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la province.

Art. 38. A l'occasion de l'examen des budgets et des comptes, le conseil provincial discute de manière approfondie de la note visée à l'article 37. Il discute également des politiques des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont un plan ou un contrat de gestion tel que visé au Titre V, ainsi que des rapports d'évaluation de l'exécution des plans ou des contrats de l'exercice précédent.

A cette occasion, le conseil peut entendre un ou plusieurs membres des organes de gestion des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations visés à l'alinéa précédent.

Art. 39. Chaque année, le conseil provincial arrête les comptes de la province pour l'exercice antérieur. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan.

En outre, il vote chaque année le budget de dépenses de l'exercice suivant et les moyens d'y faire face, pour le 31 octobre au plus tard.

Toutes les recettes et dépenses de la province doivent être portées au budget et dans les comptes.

Art. 40. Aucun transfert de dépense ne peut avoir lieu d'une section à l'autre, ni d'un article à l'autre du budget, sans l'autorisation du conseil.

Art. 41. Dans le mois qui suit celui au cours duquel ils ont été arrêtés, les comptes sommaires par nature des recettes et dépenses sont insérés au Bulletin provincial et déposés aux archives de l'administration de la Région wallonne. Il en est de même des budgets dans le mois qui suit leur approbation.

Les comptes sont déposés au greffe de la province, à l'inspection du public, pendant un mois, à partir de l'arrêté de compte.

Le public est informé de ce dépôt par la voie du Bulletin provincial, ainsi que dans au moins un journal distribué dans la province et par une information disponible sur le site internet de la province.

Art. 42. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois et les décrets mettent à la charge de la province et spécialement les suivantes :

1° les traitements du greffier et des membres du collège provincial, ainsi que leurs indemnités pour frais de parcours;

2° les dépenses relatives aux églises cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, conformément au décret des 18 germinal an X et 30 décembre 1809, ainsi que celles relatives aux cultes islamiques et orthodoxes, tel que le prévoit l'article 19*bis* de la loi du 4 mars 1870;

3° le loyer, les contributions, l'entretien des édifices et bâtiments provinciaux ou à l'usage de la province;

4° les dettes de la province liquidées et exigibles, et celles résultant des condamnations judiciaires à sa charge;

5° les frais d'impression du budget et des comptes sommaires des recettes et dépenses de la province;

6° les frais relatifs aux séances du conseil et les jetons de présence et indemnités de déplacement alloués aux conseillers, ainsi que l'indemnité allouée aux personnes de confiance visées à l'article 26;

7° les secours à accorder aux communes pour les grosses réparations des édifices communaux;

8° les fonds destinés à faire face aux dépenses accidentelles ou imprévues de la province;

9° les parts du loyer et de l'entretien des bâtiments abritant les services du gouverneur, ainsi que de l'entretien et du renouvellement de son mobilier, et des frais de fonctionnement, qui sont afférentes à l'exercice des compétences d'intérêt provincial.

Art. 43. Sont spécialement à charge de la Région :

1° le traitement et les frais de route du gouverneur; sont toutefois à charge de la province les frais de route résultant de déplacements effectués par le gouverneur dans le cadre d'une mission provinciale;

2° les traitements et les frais de bureau des agents régionaux mis à disposition des services du gouverneur;

3° les parts du loyer et de l'entretien des bâtiments abritant le gouverneur et ses services, ainsi que de l'entretien et du renouvellement de son mobilier, et des frais de fonctionnement, qui sont afférentes à l'exercice de compétences régionales;

4° les traitements des commissaires d'arrondissement.

Art. 44. Le conseil provincial fixe les barèmes de traitement des agents de la province.

Art. 45. Le conseil provincial décide de la création et de l'amélioration d'établissements d'intérêt provincial.

Art. 46. Le conseil provincial autorise les emprunts, les acquisitions, aliénations et échanges de biens de la province, et les transactions relatives aux mêmes biens.

Il peut charger le collège provincial de régler les conditions des emprunts.

Art. 47. Le conseil provincial autorise les actions en justice relatives aux biens de la province, soit en demandant, soit en défendant, sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 63.

Art. 48. Le conseil provincial choisit le mode de passation des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services et en arrête les conditions.

Il peut déléguer ces compétences au collège provincial, pour les marchés qui portent sur la gestion journalière de la province, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire et si le montant du marché ne dépasse pas au budget extraordinaire le montant fixé par l'article 120, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège peut exercer d'initiative les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa 1^{er}.

Sa décision est communiquée au conseil provincial, qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

Le collège provincial engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire au cours de son exécution, pour autant qu'il n'en résulte pas des dépenses supplémentaires de plus de 10 %.

Art. 49. Lorsqu'il s'agit d'exécuter des ouvrages d'entretien ou de réparation concernant plusieurs provinces, le conseil de chaque province est appelé à en délibérer; en cas de contestation, le Gouvernement décide.

Art. 50. Le conseil provincial peut charger un ou plusieurs de ses membres de la mission de recueillir sur les lieux les renseignements dont il a besoin pour l'exercice de ses attributions.

Il peut correspondre avec les autorités constituées et les fonctionnaires publics à l'effet d'obtenir les mêmes renseignements.

Si, malgré deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, des autorités administratives subordonnées sont en retard de donner les renseignements demandés, le conseil peut déléguer un ou plusieurs de ses membres aux frais personnels desdites autorités, à l'effet de prendre les renseignements sur les lieux.

Art. 51. Dans les matières prévues à l'article 32, le conseil peut faire des règlements provinciaux d'administration intérieure.

Ces règlements ne peuvent porter sur des objets déjà régis par des lois, décrets ou par des règlements d'administration générale.

Ils sont abrogés de plein droit si, dans la suite, il est statué sur les mêmes objets par des lois, décrets ou règlements d'administration générale.

Ils sont publiés dans la forme déterminée aux articles 100 et 101.

TITRE III. — *Le collège provincial*

CHAPITRE 1^{er}. — *Les députés provinciaux*

Art. 52. § 1^{er}. Le collège provincial est composé de six membres élus par le conseil provincial en son sein et dénommés députés provinciaux, ainsi que du gouverneur de province qui y assiste en tant que commissaire du Gouvernement.

Le collège provincial compte des personnes de sexe différent.

Un des députés provinciaux au moins est choisi par le conseil, dans chaque arrondissement judiciaire, parmi les conseillers élus ou domiciliés dans le ressort. Pour l'application de la présente disposition, les arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen sont considérés comme ne formant qu'un seul arrondissement.

§ 2. A l'occasion du renouvellement du conseil provincial, les élus au conseil peuvent présenter des candidats en vue de l'élection des députés provinciaux. Un acte de présentation daté doit, pour chaque mandat, être déposé entre les mains du président du conseil provincial, au plus tard trois jours avant la séance d'installation du conseil.

Pour être recevables, les actes de présentation doivent être signés au moins par une majorité des élus de la liste du candidat présenté. Si la liste sur laquelle figure le candidat ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition qui précède soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de conseiller provincial par un tel candidat, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation pour le même mandat.

Si aucune présentation de candidats n'a été faite conformément à l'alinéa précité ou que les candidatures présentées par écrit ne suffisent pas à constituer entièrement le collège provincial, des candidats peuvent être présentés de vive voix en séance, à l'exclusion des candidats présentés par écrit qui n'ont pas été élus.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de députés provinciaux à élire. Le rang des membres du collège provincial est déterminé par l'ordre des scrutins.

Si un seul candidat a été présenté pour un mandat à conférer, il est procédé à un seul tour de scrutin; dans tous les autres cas et si aucun candidat n'a obtenu la majorité après deux scrutins, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix; en cas de parité au ballottage, le membre qui compte le plus d'ancienneté en qualité de membre du collège provincial est élu.

§ 3. Les députés provinciaux prêtent serment entre les mains du président du conseil provincial, séance tenante.

§ 4. Les députés provinciaux démissionnaires et les députés provinciaux sortants lors d'un renouvellement intégral, ainsi que le collège ayant fait l'objet d'une motion telle que prévue à l'article 60, expédient les affaires courantes de la province jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés et que leur installation ait eu lieu.

Art. 53. Le président, le ou les vice-présidents et les membres du bureau du conseil provincial, ainsi que les présidents de commissions instituées en application de l'article 10, ne peuvent être membres du collège provincial.

Art. 54. La fonction de député provincial ne peut pas être cumulée avec plus d'un mandat exécutif rémunéré.

Sont considérés comme mandats exécutifs rémunérés au sens de l'alinéa précédent :

1^o tout mandat exercé au sein d'un organisme public ou privé, en tant que représentant de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une province ou d'une commune, pour autant que ce mandat confère davantage de pouvoir que la simple qualité de membre de l'assemblée générale ou du conseil d'administration de cet organisme et quel que soit le revenu y afférent;

2^o tout mandat exercé au sein d'un organisme public ou privé, en tant que représentant de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une province ou d'une commune, pour autant que le revenu mensuel brut imposable y afférent atteigne un montant de 500 euros au moins à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. Ce montant est adapté annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Art. 55. Les avocats députés provinciaux ne peuvent pas consulter dans les affaires qui sont de nature à être soumises au collège ou dont il aurait autorisé la poursuite.

Ils ne peuvent prendre part aux délibérations relatives à des affaires sur lesquelles ils auraient été consultés avant leur élection au collège provincial.

Art. 56. Le député provincial nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte cesse immédiatement de siéger en cette qualité et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Art. 57. Les députés provinciaux sont responsables devant le conseil provincial.

Sans préjudice de l'article 60, ils sont élus pour un terme de six ans.

Art. 58. Tout député provincial qui s'absente des séances, pendant un mois consécutif, sans l'assentiment de la députation, est réputé démissionnaire.

Cette démission devient effective après son approbation par le conseil provincial.

Art. 59. En cas de remplacement, le député provincial nouvellement élu siège jusqu'à l'expiration du terme des fonctions de son prédécesseur, à moins qu'il ne cesse auparavant de faire partie du conseil.

Art. 60. § 1^{er}. Le collège provincial, de même que chacun de ses membres, est responsable devant le conseil provincial.

Le conseil peut, à tout moment, adopter une motion de méfiance à l'égard du collège provincial ou d'un ou de plusieurs de ses membres.

Cette motion n'est recevable que si elle présente un successeur au collège provincial, à un ou à plusieurs de ses membres, selon le cas.

Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois jours minimum à compter de la prise d'acte de son dépôt en séance du conseil provincial. Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres du conseil.

L'adoption de la motion emporte la démission du collège ou du ou des membres contestés, ainsi que l'installation du nouveau collège ou du ou des nouveaux membres.

§ 2. Le collège provincial peut décider à tout moment de poser la question de confiance sous la forme d'une motion.

Le vote sur cette motion ne peut intervenir qu'après un délai de trois jours minimum à compter de la prise d'acte de son dépôt en séance du conseil provincial.

La motion n'est adoptée que si la majorité des membres du conseil y souscrit.

Si la confiance est refusée, le collège provincial est démissionnaire de plein droit.

§ 3. Si le collège provincial ou si l'un ou plusieurs de ses membres sont démissionnaires, il est pourvu sans délai à leur remplacement.

Tant qu'il n'a pas été remplacé, le collège provincial démissionnaire expédie les affaires courantes.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales concernant le collège provincial*

Art. 61. Le collège provincial est présidé par un des députés provinciaux, désigné par le conseil provincial, lors de leur élection.

En cas d'empêchement, ses fonctions sont remplies par le député provincial, le premier dans l'ordre des scrutins, à moins que le président n'ait délégué un autre député provincial à son remplacement.

Le gouverneur assiste au collège en tant que commissaire du Gouvernement sans voix consultative ni délibérative.

Le collège provincial soumet son règlement d'ordre intérieur à l'approbation du conseil provincial.

En vue de la préparation de ses délibérations, le collège provincial répartit entre les députés provinciaux les matières qui sont de sa compétence. Il communique cette répartition au conseil.

Le collège provincial peut délibérer lorsque la majorité des députés provinciaux est présente. Si, dans une matière quelconque, le collège provincial n'est pas en nombre suffisant pour délibérer, il peut être assumé un ou deux conseillers provinciaux pour compléter ce nombre.

Les conseillers sont appelés d'après l'ordre d'inscription au tableau des préséances. Ce tableau est établi en tenant compte de l'ordre d'ancienneté des conseillers, à compter du jour de leur première entrée en service, et, en cas d'égalité, du nombre de suffrages obtenus aux dernières élections. Les incompatibilités s'appliquant aux députés provinciaux s'appliquent également aux conseillers provinciaux qui sont appelés, en application du présent article, à compléter le collège provincial. Si une telle incompatibilité existe, ils peuvent, par lettre adressée au président dudit collège, renoncer à compléter le collège provincial soit sur un point précis, soit de manière plus générale.

Toute résolution est prise à la majorité absolue des députés provinciaux présents. La proposition est rejetée en cas de partage des voix.

Le collège provincial peut désigner le rapporteur qui présente le dossier et formule les propositions.

Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux font mention des noms des membres qui ont assisté à la séance.

La décision doit être motivée.

Toute décision du collège provincial doit mentionner le nom du rapporteur ainsi que ceux des membres présents.

Les formalités prescrites aux alinéas précédents sont requises à peine de nullité.

Art. 62. § 1^{er}. Les députés provinciaux reçoivent un traitement dont le montant est égal au montant de l'indemnité parlementaire liée au mandat de sénateur.

§ 2. Ils reçoivent une indemnité forfaitaire qui couvre toutes les charges inhérentes à l'exercice de leurs fonctions.

Le montant de cette indemnité équivaut au montant de l'indemnité forfaitaire pour frais exposés liée au mandat de sénateur.

Toutefois, les députés provinciaux qui ne résident pas au chef-lieu de la province sont indemnisés de leurs frais de parcours selon les règles fixées par le conseil provincial.

§ 3. Le montant des indemnités, traitements ou jetons de présence perçus en rétribution des activités exercées par le député provincial en dehors de son mandat de député provincial ne peut excéder la moitié du montant du traitement prévu au § 1^{er}.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant les indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre politique.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant des indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre politique visés à l'alinéa 2 est réduit à due concurrence.

Lorsque les activités visées aux alinéas 1^{er} et 2 débutent ou prennent fin en cours de mandat, le député provincial concerné en informe le président du conseil provincial.

§ 4. Le conseil provincial fixe le montant du traitement et de l'indemnité forfaitaire visés aux §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}.

Il fixe en outre le montant de l'indemnité prévue au § 2, alinéa 3.

Il fixe les modalités d'application des règles prévues au § 3.

§ 5. Chaque député provincial peut être assisté par un secrétariat. Le conseil provincial règle la composition et le financement des secrétariats, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des secrétariats.

Art. 63. Le collège provincial donne son avis sur toutes les affaires qui lui sont soumises à cet effet, en vertu des lois, des décrets ou par le Gouvernement.

Il délibère sur tout ce qui concerne l'administration journalière des intérêts de la province dans le respect de l'article 32, et sur l'exécution des lois et des décrets pour lesquels son intervention est requise ou qui lui sont adressés, à cet effet, par le Gouvernement; il délibère également sur les réquisitions qui lui sont faites par le gouverneur dans le cadre de sa fonction de commissaire du Gouvernement.

Le collège provincial veille à l'instruction préalable des affaires d'intérêt provincial qui sont soumises au conseil ou au collège provincial lui-même.

Il exécute ses propres délibérations ainsi que celles prises par le conseil; il peut en charger un de ses membres. Il peut également charger un ou plusieurs de ses membres de l'instruction d'une affaire.

Il peut défendre en justice à toute action intentée contre la province; il peut intenter les actions qui ont pour objet des biens meubles, ainsi les actions possessoires, et faire tous actes conservatoires; il nomme les conseils de la province et les mandataires chargés de la représenter devant les tribunaux. Les actions en justice de la province, en demandant ou en défendant, décidées par le collège provincial, sont exercées, au nom de celui-ci, par son président.

Aux fins d'instruction des affaires, le collège provincial peut requérir le concours du personnel provincial.

Art. 64. Le député provincial, qui fait l'objet d'une action en dommages et intérêts devant la juridiction civile ou répressive, peut appeler à la cause la Région ou la province.

La Région ou la province peut intervenir volontairement.

Art. 65. La province est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés les membres du collège provincial à la suite d'une infraction commise dans l'exercice normal de leurs fonctions, sauf en cas de récidive.

L'action récursoire de la province à l'encontre du député provincial condamné est limitée au dol, à la faute lourde ou à la faute légère présentant un caractère habituel.

Art. 66. Le collège provincial est responsable de l'organisation des archives de l'administration provinciale.

Art. 67. Les députés provinciaux ne peuvent prendre part directement ni indirectement, dans aucun service, perception de droit, fourniture ou adjudication de travaux publics pour compte de la province, de l'Etat, des Communautés et Régions ou des communes dans la province.

Art. 68. Le collège provincial peut charger un ou plusieurs de ses membres d'une mission, lorsque l'intérêt du service l'exige.

Art. 69. Le collège provincial désigne un ou plusieurs de ses membres aussi souvent qu'il le juge convenable, et au moins une fois par an, pour vérifier l'état des recettes et dépenses de la province.

Art. 70. Il ne peut être disposé des fonds de la province qu'au moyen de mandats délivrés par le collège provincial.

Les mandats donnés au cours d'une séance du collège provincial sont signés par la personne qui a présidé ladite séance et par la personne qui en a assumé le secrétariat.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent :

— toutes les dépenses de personnel, quel qu'en soit le montant, ainsi que les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement du service extraordinaire ne dépassant pas 50.000 euros, peuvent être payées sur des crédits ouverts conformément à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 29 octobre 1846 organique de la Cour des comptes;

— toutes les rémunérations payables de la main à la main, quel qu'en soit le montant, ainsi que les dépenses pour travaux, fournitures et transports qui ne dépassent pas 2.500 euros, peuvent être payées sur avances de fonds délivrées conformément à l'article 15, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi. Ces avances ne peuvent excéder 37.485 euros par comptable. Toutefois, cette limite peut être dépassée jusqu'à concurrence du montant nécessaire pour assurer le paiement des rémunérations de la main à la main.

Les pièces justificatives des dépenses à régler sur ouverture de crédit ou sur avance de fonds sont, avant le paiement, revêtues de l'approbation du collège provincial ou des autorités et fonctionnaires délégués à ces fins par celui-ci.

Aucun mandat ne peut être payé que dans les limites des crédits budgétaires ouverts. Le règlement général sur le contrôle des engagements de dépenses des provinces est établi par le Gouvernement.

Art. 71. Les recettes et les dépenses générales des provinces sont opérées par l'entremise d'une ou de plusieurs institutions financières qui satisfont, selon le cas, au prescrit des articles 7, 65 et 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Les institutions visées à l'alinéa 1^{er} sont autorisées à prélever d'office, sur l'avoir des comptes qu'elles ont ouverts au nom de la province, le montant des dettes devenues exigibles que la province a contractées envers elles.

Lorsque les dépenses provinciales autres que celles réglées d'office sont payées à l'intervention d'une institution financière visée à l'alinéa 1^{er}, l'avis de débit figurant sur le coupon des ordres de paiement remis par la province à cette institution vaut quittance du paiement. Cet avis de débit est daté au moyen d'un timbre apposé par une institution financière visée à l'alinéa 1^{er}.

Avant la fin de chaque mois, le Gouvernement fait procéder au règlement des fonds perçus pour le compte de la province par l'administration régionale dans le mois précédent.

Les subventions et autres interventions de l'Etat, de la Communauté ou de la Région sont réglées par les administrations compétentes dès leur attribution.

Le règlement sur les placements des fonds provinciaux est établi par le Gouvernement.

TITRE IV. — Le receveur provincial

Art. 72. § 1^{er}. Dans chaque province est institué un emploi de receveur provincial.

§ 2. Le receveur provincial est nommé par le conseil provincial. Il est nommé sur la base d'un concours organisé par la province.

Les candidats doivent remplir les conditions fixées au § 4.

§ 3. Avant d'entrer en fonction, le receveur provincial prête le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. »

Il prête serment entre les mains du président du conseil provincial.

Le receveur qui, sans motif légitime, ne prête pas serment après avoir été invité à le faire par lettre recommandée à la poste est réputé renoncer à sa nomination.

§ 4. Pour pouvoir être nommé receveur provincial, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être de conduite irréprochable;

4° satisfaire aux lois sur la milice et aux lois sur l'objection de conscience;

5° être titulaire d'un diplôme leur permettant d'accéder aux emplois de niveau A de l'administration régionale, ou pour les membres du personnel provincial, appartenir au niveau A par recrutement ou par avancement en grade.

Cette nomination a lieu dans les six mois de la vacance de l'emploi.

§ 5. Le receveur provincial est placé sous l'autorité du collège provincial.

Art. 73. Le traitement du receveur provincial est fixé par le conseil provincial conformément à l'échelle des traitements applicable aux secrétaires communaux des communes de quatre-vingt mille un à cent cinquante mille habitants, telle que prévue par l'article 28 de la Nouvelle loi communale.

Les services que le receveur provincial a accomplis dans une administration fédérale, régionale, provinciale ou communale, avant sa nomination en cette qualité, sont intégralement pris en compte pour le calcul de son traitement, lequel est à charge de la province.

Art. 74. Le conseil provincial peut infliger une des sanctions disciplinaires prévues dans le statut des agents provinciaux au receveur provincial.

Art. 75. § 1^{er}. En cas d'absence justifiée, le receveur provincial peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner, pour une période de trente jours au plus, un remplaçant agréé par le collège provincial. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

§ 2. Dans tous les autres cas, le conseil provincial peut désigner un receveur provincial faisant fonction. Le conseil provincial y est tenu lorsque l'absence excède un terme de trois mois.

§ 3. Le receveur provincial faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur provincial. Il exerce toutes les attributions dévolues au receveur provincial.

§ 4. Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du collège provincial.

Art. 76. Le receveur provincial est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou de plusieurs hypothèques.

Le Gouvernement fixe le montant minimal et maximal du cautionnement.

Au plus tard lors de la séance au cours de laquelle le receveur provincial prête serment, le conseil provincial fixe, dans les limites visées à l'alinéa 2, le montant du cautionnement qu'il doit constituer ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la Caisse des dépôts et consignations; l'intérêt qu'il porte appartient au receveur.

Le receveur peut remplacer le cautionnement par la caution solidaire d'une association sans but lucratif agréée par le Gouvernement. L'agrément et les statuts de l'association sont publiés au *Moniteur belge*.

L'association peut contrôler l'encaisse et la comptabilité du receveur dont elle s'est portée garante. Ce contrôle s'exerce selon les modalités et aux conditions convenues entre l'association, le receveur et le conseil provincial.

L'association transmet chaque année ses comptes, auxquels est joint un rapport d'activités, à tous les conseils provinciaux dont elle s'est portée garante.

Le receveur peut aussi remplacer le cautionnement par une garantie bancaire ou une assurance, qui satisfait aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 77. Lorsque, en raison d'augmentation des recettes annuelles ou pour toute autre cause, il est jugé que le cautionnement fixé par le conseil provincial n'est pas suffisant, le receveur doit fournir, dans un temps limité, un cautionnement supplémentaire à l'égard duquel on suivra les mêmes règles que pour le cautionnement primitif.

Le collège provincial veille à ce que le cautionnement soit réellement fourni et renouvelé en temps requis.

Art. 78. Tout receveur provincial qui n'a pas fourni son cautionnement ou supplément de cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'a pas justifié ce retard par des motifs suffisants, est considéré comme démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Tous frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du receveur provincial.

Art. 79. En cas de déficit dans une caisse provinciale, la province a privilège sur le cautionnement du receveur provincial, lorsque ces garanties ont été fournies en numéraire.

Art. 80. Le receveur provincial est chargé :

- a. de la tenue de la comptabilité de la province et de l'établissement des comptes annuels;
- b. de procéder au paiement des dépenses sur mandats réguliers, seul et sous sa responsabilité;
- c. de la gestion des comptes ouverts au nom de la province et du service de la trésorerie générale de la province;
- d. du placement des fonds de trésorerie;
- e. du contrôle et de la centralisation des engagements réalisés par le conseil, le collège ou les agents désignés par eux;
- f. du contrôle des receveurs spéciaux;
- g. de la perception et du recouvrement forcé des impôts provinciaux en application de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

h. de la fourniture d'avis financiers lors de l'établissement du budget et du plan financier pluriannuel. Ces avis sont réputés favorables à défaut d'être communiqués au collège provincial dans un délai fixé par lui au moment de la demande et qui ne peut être inférieur à quatre jours ouvrables.

S'il y a, de la part du receveur, refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi sur l'exécution du conseil provincial, qui pourra convoquer le receveur et l'entendra préalablement, s'il se présente.

Art. 81. Il est interdit au receveur provincial d'exercer un commerce, même par personne interposée.

Le conseil provincial inflige une sanction disciplinaire au receveur provincial qui enfreint cette interdiction.

Art. 82. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le receveur provincial cesse définitivement d'exercer ses fonctions.

Art. 83. Lorsque le conseil désigne un ou plusieurs receveurs spéciaux chargés d'effectuer certaines recettes, il détermine les garanties qui sont exigées de ces comptables dont les recettes sont versées périodiquement au compte général de la province, conformément à l'article 71.

Les agents commis à la garde, à la conservation ou à l'emploi des matières ou du matériel appartenant à la province sont responsables de ces matières ou matériel, et sont assimilés aux receveurs spéciaux ou comptables en deniers, en ce qui concerne les garanties à fournir.

Le mobilier de la province est inventorié. Sont compris dans le mobilier les machines, appareils et matériel non confiés à la garde des agents comptables visés à l'alinéa 2.

Les inventaires de mobilier établis pour chaque institution ou service sont récolés chaque année et à chaque mutation de fonctionnaire responsable.

Art. 84. Le collège provincial charge un de ses membres de faire, au moins une fois par an, la vérification de la caisse provinciale; il peut vérifier les caisses publiques toutes les fois que le collège le juge nécessaire.

TITRE V. — Les régies provinciales, les régies provinciales autonomes et les participations provinciales dans les intercommunales, les A.S.B.L. et autres associations

CHAPITRE I^{er}. — Les régies provinciales

Art. 85. § 1^{er}. Dans les matières qui relèvent de la compétence de la province en application de l'article 32, les établissements et services provinciaux peuvent être organisés en régies et gérés en dehors des services généraux de la province, si les conditions suivantes sont réunies :

1^o la nécessité de cette organisation fait l'objet d'une motivation spéciale fondée sur l'existence d'un besoin spécifique d'intérêt public qui ne peut pas être satisfait de manière efficace par les services généraux ou les établissements de la province et qui fait l'objet d'une description précise;

2^o la régie porte exclusivement sur des compétences provinciales telles que décrites à l'article 32.

§ 2. Le conseil provincial assigne à la régie provinciale un plan de gestion qui précise la nature et l'étendue des tâches de service public qu'elle devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions.

Ce plan vaut pour une durée de trois ans. Il est renouvelable.

Chaque année, le collège provincial établit un rapport d'évaluation de l'exécution du plan de gestion.

Sur la base de ce rapport, le conseil provincial vérifie la réalisation des obligations découlant du plan de gestion.

Art. 86. La gestion des régies se fait suivant des méthodes industrielles et commerciales.

L'exercice financier des régies cadre avec l'année civile.

Le compte des régies comprend le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes arrêtés le 31 décembre de chaque année.

Les bénéfices nets des régies sont versés annuellement à la caisse provinciale.

Art. 87. Les recettes et dépenses des régies provinciales peuvent être effectuées par un comptable particulier.

Ce comptable est assimilé aux receveurs spéciaux visés à l'article 83 quant aux garanties à fournir.

CHAPITRE II. — Les régies provinciales autonomes

Art. 88. § 1^{er}. Dans les matières qui relèvent de la compétence de la province en application de l'article 32, le conseil provincial peut ériger les établissements et services à caractère industriel ou commercial en régies provinciales autonomes dotées de la personnalité civile, si les conditions suivantes sont réunies :

1^o la nécessité de cette organisation fait l'objet d'une motivation spéciale du conseil axée sur l'existence d'un besoin spécifique d'intérêt public qui fait l'objet d'une description précise et qui ne peut être satisfait par un service, un établissement provincial ou une régie provinciale;

2^o la régie provinciale autonome porte sur des matières provinciales telles qu'énumérées à l'article 32.

§ 2. Le Gouvernement détermine les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil peut créer une régie provinciale autonome.

Art. 89. § 1^{er}. Les régies provinciales autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet de la régie provinciale autonome.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction, lequel lui fait régulièrement rapport.

Le conseil provincial désigne les membres du conseil d'administration de la régie provinciale autonome. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre des conseillers provinciaux. Les administrateurs représentant la province sont désignés à la proportionnelle du conseil provincial, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Chaque groupe politique non visé par l'alinéa 3 est représenté dans la limite des mandats disponibles.

Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres désignés par le conseil provincial.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière, de la représentation quant à cette gestion, ainsi que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il est composé d'un administrateur délégué et de quatre administrateurs directeurs, tous désignés par le conseil d'administration en son sein, majoritairement parmi les membres désignés par le conseil provincial.

Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué. En cas de partage des voix au comité de direction, sa voix est prépondérante.

Art. 90. Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels des régies provinciales autonomes est confié à un collège de trois commissaires désignés par le conseil provincial en dehors du conseil d'administration de la régie et dont l'un au moins a la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Ce dernier excepté, les membres du collège des commissaires sont tous membres du conseil provincial.

Art. 91. Les conseillers provinciaux dont le mandat prend fin sont réputés démissionnaires de plein droit de la régie provinciale autonome.

Tous les mandats dans les différents organes des régies provinciales autonomes prennent fin lors de la première réunion du conseil d'administration suivant l'installation du conseil provincial.

Art. 92. § 1^{er}. Les régies provinciales autonomes décident librement, dans les limites de leur objet, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de leurs biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions et de leur mode de financement.

§ 2. Elles peuvent prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou de droit privé rencontrant l'intérêt provincial, ci-après dénommées filiales, dont l'objet social est compatible avec leur objet.

Ces décisions font l'objet d'un point particulier du rapport d'évaluation annuel adressé au conseil provincial.

Quelle que soit l'importance des apports des diverses parties à la constitution du capital social, la régie provinciale autonome dispose de la majorité des voix et assume la présidence dans les organes des filiales.

Les mandats dévolus à la régie dans les différents organes de gestion et de contrôle sont attribués en son sein par le conseil provincial, à la proportionnelle de celui-ci conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Les détenteurs desdits mandats tiennent à la disposition des conseillers provinciaux les procès-verbaux de toutes les réunions des différentes instances, ainsi que les budgets et les comptes annuels.

Les membres du conseil provincial siégeant comme administrateur ou commissaire dans les organes d'une régie provinciale autonome ne peuvent détenir aucun mandat rémunéré d'administrateur ou de commissaire ni exercer aucune activité salariée dans une société, association et institution de droit public ou de droit privé dans laquelle la régie détient une participation.

Art. 93. § 1^{er}. Le conseil provincial conclut avec la régie provinciale autonome un contrat de gestion qui précise la nature et l'étendue des tâches de service public qu'elle devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions.

Ce contrat vaut pour une durée de trois ans. Il est renouvelable.

§ 2. Le conseil d'administration établit chaque année un plan d'entreprise mettant en œuvre le contrat de gestion visé au § 1^{er}.

En outre, au moment de l'établissement du contrat de gestion, le conseil d'administration établit un rapport d'évaluation de l'exécution du plan d'entreprise de l'exercice précédent ainsi que l'état d'exécution du contrat de gestion.

Le plan d'entreprise et le rapport d'activités sont soumis à l'approbation du conseil provincial. Les conseillers délégués font rapport sur l'évaluation visée au § 2, alinéa 2.

§ 3. Le conseil provincial peut à tout moment demander au conseil d'administration un rapport sur les activités de la régie provinciale autonome ou sur certaines d'entre elles.

Art. 94. Les articles 63, 130 à 144, 165 à 167, 517 à 530, 538, 540 et 561 à 567 du Code des sociétés sont applicables aux régies provinciales autonomes, à moins qu'il n'y soit dérogé expressément par le présent décret.

Art. 95. Les régies provinciales autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

CHAPITRE III. — *Les participations provinciales aux intercommunales, A.S.B.L. et autres associations**Section 1^{re}. — Les intercommunales*

Art. 96. Dans les matières qui relèvent de la compétence de la province en application de l'article 32, la province peut créer ou participer à une intercommunale, seulement si les conditions suivantes sont réunies :

1^o la nécessité de cette création ou de cette participation fait l'objet d'une motivation spéciale fondée sur l'existence d'un besoin spécifique d'intérêt public qui ne peut pas être satisfait par les services généraux, les établissements ou les régies de la province et qui fait l'objet d'une description précise;

2^o le ou les objets déterminés d'intérêt communal, constituant l'objet social de l'intercommunale conformément à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes portent exclusivement sur des compétences provinciales telles que décrites à l'article 32.

Section 2. — Les A.S.B.L. et autres associations

Art. 97. § 1^{er}. Dans les matières qui relèvent de la compétence de la province en application de l'article 32, la province peut créer ou participer à une A.S.B.L. ou une autre association, seulement si les conditions suivantes sont réunies :

1^o la nécessité de cette création ou de cette participation fait l'objet d'une motivation spéciale fondée sur l'existence d'un besoin spécifique d'intérêt public qui ne peut pas être satisfait de manière efficace par les services généraux, les établissements ou les régies de la province et qui fait l'objet d'une description précise;

2^o l'objet social de l'A.S.B.L. ou de l'association porte exclusivement sur des compétences provinciales telles que décrites à l'article 32, et seulement pour cette part de l'objet.

§ 2. La province conclut avec l'A.S.B.L. ou l'association un contrat de gestion qui précise la nature et l'étendue des tâches de service public qu'elle devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions.

Ce plan vaut pour une durée de trois ans. Il est renouvelable.

Chaque année, le collège provincial établit un rapport d'évaluation de l'exécution du plan de gestion.

Sur la base de ce rapport, le conseil provincial vérifie la réalisation des obligations découlant du plan de gestion.

Art. 98. Le conseil provincial désigne ses représentants au sein du conseil d'administration de l'A.S.B.L.. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre des conseillers provinciaux.

Les administrateurs représentant la province sont désignés à la proportionnelle du conseil provincial, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Chaque groupe politique non visé par l'alinéa 1^{er}, du présent article est représenté dans la limite des mandats disponibles.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Art. 99. Sans préjudice des articles 96 et 97, l'obligation relative au contrat de gestion ainsi qu'à son rapport annuel d'évaluation est applicable, au moins, dans tous les cas où la province subventionne, au sens de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, une intercommunale, une A.S.B.L. ou une association autre pour une aide équivalant à 50.000 euros au minimum par an.

Titre VI - Les règlements et ordonnances du conseil provincial ou du collège provincial

Art. 100. Les règlements et les ordonnances du conseil ou du collège provincial sont publiés en leur nom, signés par leur président respectif et contresignés par le greffier provincial.

Ces règlements et ordonnances sont publiés par la voie du Bulletin provincial de la province et par la mise en ligne sur le site internet de la province.

Art. 101. § 1^{er}. Les règlements et ordonnances signés par le président et contresignés par le greffier provincial, munis de l'approbation du Gouvernement, quand il y a lieu, sont transmis aux autorités que la chose concerne.

Ils deviennent obligatoires le huitième jour après celui de l'insertion dans le Bulletin provincial et de sa mise en ligne sur le site internet de la province, sauf le cas où ce délai aurait été abrégé par le règlement ou l'ordonnance.

Le conseil ou le collège provincial peut, outre l'insertion dans le Bulletin provincial et la mise en ligne, prescrire un mode particulier de publication.

§ 2. La correspondance et les actes de la province sont signés par le président du collège provincial et contresignés par le greffier provincial.

Le président du collège peut déléguer par écrit la signature de certains documents à un ou plusieurs membres du collège provincial. Il peut révoquer cette délégation à tout moment.

La mention de la délégation doit précéder la signature, le nom et la qualité du député provincial titulaire de la délégation.

Le collège provincial peut autoriser le greffier provincial à déléguer le contreseing de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires de la province.

Cette délégation est faite par écrit; le conseil provincial en est informé au cours de sa plus prochaine séance.

La mention de la délégation doit précéder la signature, le nom et la qualité du fonctionnaire délégué sur tous les documents qu'il signe.

TITRE VII. — Le greffier provincial

Art. 102. § 1^{er}. Le greffier est nommé par le conseil provincial. Il est nommé sur la base d'un concours organisé par la province.

Les candidats doivent remplir les conditions fixées au § 3.

§ 2. Avant d'entrer en fonction, le greffier provincial prête le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. »

Il prête serment au cours d'une séance publique du conseil provincial, entre les mains du président du conseil.

Le greffier qui, sans motif légitime, ne prête pas serment après avoir été invité à le faire lors de la plus prochaine réunion du conseil provincial par lettre recommandée à la poste est réputé renoncer à sa nomination.

Le greffier provincial est tenu de résider dans la province.

§ 3. Pour pouvoir être nommé greffier provincial, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être de conduite irréprochable;

4° satisfaire aux lois sur la milice et aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;

5° être porteur d'un des diplômes suivants :

— docteur ou licencié en droit;

— licencié en sciences administratives;

— licencié en notariat;

— licencié en sciences politiques;

— licencié en sciences économiques;

— licencié en sciences commerciales.

Cette nomination a lieu dans les six mois de la vacance d'emploi.

Art. 103. Le conseil provincial fixe le traitement du greffier provincial dans les limites minimales et maximales de l'échelle de traitement liée à la fonction de secrétaire communal des communes classées dans la catégorie supérieure conformément à l'article 28 de la Nouvelle loi communale. Le conseil provincial détermine les indemnités et allocations dont le greffier jouit à l'instar des autres fonctionnaires provinciaux.

Art. 104. Le conseil provincial peut infliger une des sanctions disciplinaires prévues dans le statut des agents provinciaux au greffier provincial.

Pour des manquements commis dans sa direction des travaux des agents de l'Etat ou de la Région affectés aux services du gouverneur, il ne peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire que sur proposition du gouverneur de la province.

Art. 105. En cas d'absence justifiée, le greffier provincial peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner, pour une période de trente jours au plus, un remplaçant agréé par le collège provincial. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

Dans tous les autres cas, le conseil provincial désigne un greffier faisant fonction. S'il y a urgence, la désignation est faite par le collège provincial et confirmée par le conseil provincial au cours de sa plus prochaine séance.

Le greffier provincial faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de greffier provincial. Il exerce toutes les attributions dévolues au greffier provincial.

Art. 106. Le greffier provincial assiste aux séances du conseil et du collège provincial; il est spécialement chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la transcription des délibérations; il tient, à cet effet, des registres distincts pour le conseil et pour le collège provincial, sans blanc ni interligne; ces registres sont cotés et paraphés par le président.

Les règlements d'ordre et de service intérieur déterminent quelles sont les délibérations qui doivent être transcrites.

Les actes ainsi transcrits, de même que les minutes de toutes les délibérations, sont signés dans le mois par le greffier, soit avec le président du conseil ou du collège provincial, selon qu'il s'agit de séances du conseil ou du collège provincial, soit avec tous les membres du collège qui y ont assisté, conformément à ce qui est statué par le règlement.

Art. 107. Les expéditions sont délivrées sous la signature du greffier et le sceau de la province dont il est le dépositaire.

Le greffier a la garde des archives; il est tenu de communiquer, sans déplacement, aux membres du conseil et du collège provincial toutes les pièces qui lui sont demandées et d'en délivrer, au besoin, des copies.

Il transmet à chaque conseiller provincial un exemplaire de tout ce qui est imprimé au nom du conseil et du collège provincial.

Il est tenu de donner communication, sans déplacement, à toute personne intéressée des actes du conseil ou du collège et des pièces déposées aux archives.

Le greffier provincial est à la tête de l'ensemble du personnel affecté à l'administration provinciale.

Il dirige les travaux des services, conformément aux directives du gouverneur pour les agents affectés aux services du gouverneur et du collège provincial pour le personnel provincial.

TITRE VIII. — Le gouverneur**CHAPITRE I^{er}. — Le gouverneur dans ses rapports avec le conseil ou le collège provincial**

Art. 108. Dans le cadre de sa fonction de commissaire du Gouvernement, le gouverneur ou celui qui le remplace dans ses fonctions assiste aux délibérations du conseil provincial; il est entendu quand il le demande; les conseillers peuvent répliquer à cette intervention; il peut adresser au conseil, qui est tenu d'en délibérer, tel réquisitoire qu'il trouve convenable.

Le conseil peut requérir sa présence.

Art. 109. Le Gouvernement peut charger le gouverneur, dans la province, de l'exécution des décrets et des arrêtés, ainsi que de leurs mesures d'exécution.

CHAPITRE II. — Dispositions générales concernant le gouverneur

Art. 110. Le gouverneur réside dans la province.

Le Gouvernement veille à ce que les gouverneurs disposent des moyens et du personnel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions régionales.

Le Gouvernement règle le transfert du personnel des services du gouverneur au cadre du personnel de la province nommé conformément à l'article 32, § 4.

Le gouverneur est assisté par un secrétariat. Le Gouvernement en fixe la composition et détermine le régime qui leur est applicable, ainsi que les indemnités auxquelles ceux-ci peuvent prétendre.

Art. 111. Il est défendu au gouverneur de prendre, directement ou indirectement, une part quelconque dans aucune fourniture, adjudication ou entreprise faite ou à faire dans la province pour le compte d'une autorité ou d'une administration publique.

Art. 112. En tant que commissaire du Gouvernement, le gouverneur assure, au moins une fois par an, la vérification de la caisse provinciale; il peut faire vérifier les caisses publiques toutes les fois qu'il le juge nécessaire ou à la demande du Gouvernement.

TITRE IX. — Des commissaires d'arrondissement

Art. 113. Il peut y avoir, pour un ou plusieurs arrondissements administratifs, un commissaire du Gouvernement régional, qui porte le titre de commissaire d'arrondissement, qui assiste le gouverneur de la province dont relèvent le ou les arrondissements et dont toutes autres missions sont arrêtées par le Gouvernement.

Pour les cas où il n'y a aucun commissaire d'arrondissement dans la province, ces missions sont exercées par le gouverneur de la province.

TITRE X. — Dispositions communes au gouverneur, au greffier et aux commissaires d'arrondissement

Art. 114. § 1^{er}. Ne peuvent être gouverneur de province, greffier provincial ou commissaire d'arrondissement :

- 1° les titulaires d'une fonction dans l'ordre judiciaire;
- 2° les ministres des cultes et délégués laïques;
- 3° les personnes rétribuées par l'Etat, les Communautés, la province ou la commune, pour d'autres fonctions que celles de gouverneur, greffier;
- 4° les personnes chargées d'une fonction enseignante, rétribuées par l'Etat, les Communautés, la province ou la commune, sauf les professeurs ordinaires et extraordinaires et les chargés de cours des universités de l'Etat;
- 5° les bourgmestres, les échevins, les conseillers communaux, les présidents et conseillers de C.P.A.S., les secrétaires et receveurs communaux et les receveurs des centres publics d'aide sociale;
- 6° les avocats et les notaires.

§ 2. Les fonctions de gouverneur de province, greffier provincial et commissaire d'arrondissement sont incompatibles avec toute autre fonction directement subordonnée, soit au gouverneur, soit au conseil provincial, soit au collège provincial.

§ 3. Ne peuvent être conjoints, ni parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni cohabitant légal, le gouverneur de province, le greffier provincial et les commissaires d'arrondissement, ni l'un des deux premiers et un membre du collège provincial.

L'alliance survenue pendant les fonctions ne les fait pas cesser. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale.

TITRE XI. — La consultation populaire provinciale

Art. 115. Le conseil provincial peut, soit d'initiative, soit à la demande des habitants de la province, décider de consulter les habitants sur les matières d'intérêt provincial.

L'initiative émanant des habitants de la province doit être soutenue par au moins 10 % de ceux-ci.

Art. 116. Toute demande d'organisation d'une consultation à l'initiative des habitants de la province doit être adressée par lettre recommandée au collège.

A la demande sont joints une note motivée et les documents de nature à informer le conseil provincial.

Art. 117. La demande n'est recevable que pour autant qu'elle soit introduite au moyen d'un formulaire délivré par la province et qu'elle comprenne, outre le nom de la province et la reproduction de l'article 196 du Code pénal, les mentions suivantes :

- 1° la ou les questions qui font l'objet de la consultation proposée;
- 2° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile de chacun des signataires de la demande;
- 3° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile des personnes qui prennent l'initiative de demander la consultation populaire.

Art. 118. Dès la réception de la demande, le collège examine si la demande est soutenue par un nombre suffisant de signatures valables.

Le collège raye à l'occasion de cet examen :

- 1° les signatures en double;
- 2° les signatures des personnes qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 119, § 1^{er};
- 3° les signatures des personnes dont les données fournies ne suffisent pas à permettre la vérification de leur identité.

Le contrôle est clos lorsque le nombre de signatures valables est atteint. Dans ce cas, le conseil provincial organise une consultation populaire.

Art. 119. § 1^{er}. Pour demander une consultation populaire ou y participer, il faut :

- 1° être inscrit ou mentionné au registre de la population d'une commune de la province;
- 2° être âgé de seize ans accomplis;
- 3° ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales.

§ 2. Pour pouvoir demander une consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er} doivent être réunies à la date à laquelle la demande a été introduite.

Pour pouvoir participer à la consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er}, 2° et 3°, doivent être réunies le jour de la consultation et celle visée au § 1^{er}, 1°, doit l'être à la date à laquelle la liste de ceux qui participent à la consultation populaire est arrêtée.

Les participants qui, postérieurement à la date à laquelle la liste précitée est arrêtée, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans le chef de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales, soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de la consultation, de ces mêmes droits, sont rayés de ladite liste.

§ 3. L'article 1^{er}ter, § 1^{er}, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est d'application à l'égard de toutes les catégories de personnes qui répondent aux conditions prescrites au § 1^{er}.

Pour les ressortissants non belges et pour les ressortissants belges âgés de moins de dix-huit ans, les notifications interviendront à l'initiative des parquets des cours et tribunaux dans l'hypothèse où la condamnation ou l'internement, qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours ordinaire, auraient emporté exclusion de l'électorat ou suspension des droits électoraux s'ils avaient été prononcés à charge d'une personne appelée à voter aux élections provinciales.

Si la notification intervient après que la liste de ceux qui participent à la consultation populaire a été arrêtée, l'intéressé est rayé de cette liste.

§ 4. Le trentième jour avant la consultation, le collège des bourgmestre et échevins dresse une liste des participants à la consultation populaire.

Sur cette liste sont repris :

- 1° les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites ou mentionnées au registre de la population de la commune et satisfont aux autres conditions de participation prévues au § 1^{er};
- 2° les participants qui atteindront l'âge de seize ans entre cette date et la date de la consultation;
- 3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra ou prendrait fin au plus tard le jour fixé pour la consultation.

Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de participation, la liste des participants mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe et la résidence principale. La liste est établie selon une numérotation continue, le cas échéant par section de la commune, soit dans l'ordre alphabétique des participants, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues.

§ 5. La participation à la consultation populaire n'est pas obligatoire.

Chaque participant a droit à une voix.

Le scrutin est secret.

La consultation populaire ne peut avoir lieu que le dimanche. Les participants sont admis au scrutin de 8 à 13 heures. Ceux qui se trouvent dans le local de vote avant 13 heures sont encore admis au scrutin.

§ 6. Il n'est procédé au dépouillement que si au moins 10 % des habitants de la province ont participé à la consultation.

§ 7. Les dispositions de l'article 147bis du Code électoral s'appliquent à la consultation populaire provinciale, étant entendu que le mot « électeur » est remplacé par le mot « participant », que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que les mots « l'élection » sont remplacés par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots « la consultation populaire pour laquelle ».

Art. 120. Par matières d'intérêt provincial au sens de l'article 115, il faut entendre les matières réglées par l'article 32 du présent décret.

Les questions de personne et les questions relatives aux comptes, aux budgets, aux taxes et rétributions provinciales ne peuvent faire l'objet d'une consultation.

Nulle consultation populaire ne peut être organisée au cours des seize mois qui précèdent la réunion ordinaire des habitants de la province pour le renouvellement des conseils provinciaux. En outre, nulle consultation populaire ne peut être organisée au cours des quarante jours qui précèdent l'élection directe des membres de la chambre des représentants, du sénat, des conseils et du Parlement européen.

Les habitants de la province ne peuvent être consultés qu'une seule fois par semestre et six fois au plus par législature. Au cours de la période qui s'étend d'un renouvellement des conseils provinciaux à l'autre, il ne peut être organisé qu'une seule consultation sur le même sujet.

Art. 121. Une demande d'organisation d'une consultation populaire est inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine séance du collège et du conseil provincial.

Il est procédé à l'inscription après la clôture du contrôle visé à l'article 118.

Le collège provincial est obligé de procéder à l'inscription à l'ordre du jour du conseil provincial, à moins que celui-ci ne soit manifestement pas compétent, à aucun égard, pour décider de la demande.

S'il y a des doutes à ce sujet, c'est le conseil provincial qui décide.

Art. 122. Toute décision sur l'organisation d'une consultation populaire fait l'objet d'une motivation formelle.

L'alinéa précédent s'applique également à toute décision qui concerne directement une question qui a fait l'objet d'une consultation.

Art. 123. Au moins un mois avant le jour de la consultation, l'administration provinciale met à la disposition des habitants une brochure présentant le sujet de la consultation populaire de manière objective. Cette brochure comporte en outre la note motivée, visée à l'article 116, alinéa 2, ainsi que la ou les questions sur lesquelles les habitants seront consultés.

Art. 124. Les questions doivent être formulées de manière à ce qu'il puisse y être répondu par oui ou par non.

Art. 125. Le Gouvernement fixe les dispositions particulières relatives à la procédure d'organisation d'une consultation populaire provinciale par analogie avec la procédure visée à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales pour l'élection des conseillers provinciaux.

Art. 126. Le Gouvernement fixe les modalités suivant lesquelles les résultats de la consultation sont portés à la connaissance du public.

Titre XII - De l'assurance en responsabilité civile des provinces

Art. 127. La province est tenue de contracter une assurance visant à couvrir la responsabilité civile, en ce compris l'assistance en justice, qui incombe personnellement aux membres du collège provincial dans l'exercice normal de leurs fonctions.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution de la présente disposition.

TITRE XIII. — *Dispositions particulières*

Art. 128. Des membres du personnel des administrations provinciales sont, par arrêté du Gouvernement, transférés au Gouvernement en vue de l'exercice des compétences soustraites aux provinces.

Le Gouvernement détermine, après négociation au sein du comité secteur XVI et du Comité C, avec les organisations syndicales représentatives et avis des collèges provinciaux, la date et les modalités de transfert des membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er}.

Les membres de ce personnel sont transférés en leur qualité et dans un grade équivalent. Ils sont soumis dès leur transfert aux statuts administratif et pécuniaire de la Région. Toutefois, ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction correspondant au grade dont ils étaient titulaires définitivement au moment de leur transfert.

Ils conservent de même les avantages acquis au moment de leur transfert du régime de pension qui leur était applicable jusqu'à ce moment.

TITRE XIV. — *Dispositions modificatives*

Art. 129. A l'article 1^{er} du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public routier régional et en réglementant les conditions d'exercice, ajouter in fine deux alinéas rédigés comme suit :

« Les voiries provinciales sont transférées dans le domaine public routier régional.

Les conseils et les collèges provinciaux ne peuvent, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations ayant pour objet l'aménagement, l'entretien et la gestion des voiries publiques. »

Art. 130. Un article 26, rédigé comme suit, est ajouté à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables :

« Art. 26. Les conseils et les collèges provinciaux ne peuvent, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations ayant pour objet la gestion des cours d'eau non navigables. »

Art. 131. Un article 21, rédigé comme suit, est ajouté au chapitre V (dispositions finales) du décret du [...] relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises :

« Art. 21. Les conseils et les collèges provinciaux ne peuvent, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations ayant pour objet des aides à l'investissement en faveur des grandes entreprises. »

Art. 132. Un article 25, rédigé comme suit, est ajouté au chapitre V du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises :

« Art. 25. Les conseils et les collèges provinciaux ne peuvent, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations ayant pour objet des aides à l'investissement, à la consultance ou à la rédaction de plans d'affaires en faveur des petites et moyennes entreprises. »

Art. 133. Un article 14, rédigé comme suit, est ajouté à la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole :

« Art. 14. Les conseils et collèges provinciaux ne peuvent, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations ayant pour objet des aides à l'investissement et à l'installation en faveur des agriculteurs et horticulteurs. »

TITRE XV. — *Dispositions transitoires*

Art. 134. Jusqu'au prochain renouvellement intégral des conseils provinciaux, il convient de lire « la députation permanente » à la place de « le collège provincial »; « une députation permanente » à la place de « un collège provincial »; « les membres de la députation permanente » à la place de « les membres du collège provincial »; « les députés permanents » à la place de « les députés provinciaux »; « le député permanent » à la place de « le député provincial ».

Art. 135. Le présent décret sort ses effets au 1^{er} janvier 2004, à l'exception :

- des articles 52, 60, 61 et 108 qui sortent leurs effets au jour du renouvellement intégral des conseils provinciaux;
- des articles 129 et 130 qui sortent leurs effets à l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement exécutant le transfert des voiries et cours d'eau provinciaux;
- des articles 93, 97, § 2, et 99 qui sortent leurs effets un an après l'entrée en vigueur du décret.

Art. 136. L'article 96, 2^o, n'est pas applicable aux participations prises par les provinces avant le 1^{er} janvier 2004.

TITRE XVI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 137. La loi provinciale du 30 avril 1836 est abrogée, à l'exception des articles :

- 4, alinéa 5;
- 5;
- 5*bis*;
- 64;
- 66, § 1^{er}, 112*bis*, 113*octies*, alinéa 2, 113*undecies*, deuxième phrase, 114, alinéa 2, 114*quater*, alinéa 2, 37, § 2, dernier alinéa, en ce qu'ils traitent de la Cour des comptes;
- 69, 1^o, en ce qu'il traite des pensions de retraite et de survie, ainsi que des cotisations y afférentes;
- 69, 2^o, 3^o, 8^o, 12^o, 14^o, 22^o;
- 71, en ce qu'il traite des pensions;
- 70, 3^o et 8^o;
- 70, 4^o, en ce qu'il concerne l'exercice de missions afférentes aux compétences fédérales;
- 85, en ce qu'il concerne des ordonnances provinciales de police;
- 96, § 1^{er}, alinéa 3;
- 104, alinéa 2, en ce qu'il prévoit que le gouverneur conserve sa voix délibérative lorsque le collège provincial exerce une mission juridictionnelle;
- 104, alinéas 8, 11 et 12;
- 104*bis*;
- 105, § 5;
- 113*novies*, alinéa 2;
- 124;
- 126, alinéas 2 et 3;
- 128;
- 129;
- 131*bis*;
- 133 à 136;
- 139 et 139*bis*;
- 140-1 à 140-12.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er},

- l'article 69, 6^o, de la loi provinciale du 30 avril 1836 est abrogé au jour de l'entrée en vigueur de l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, premier et deuxième tirets;
- les articles 96, 104 et 123 de la loi provinciale du 30 avril 1836 sont abrogés au jour du renouvellement intégral des conseils provinciaux.

Art. 138. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 613 (2003-2004), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.

Discussion, vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1138

[2004/200850]

12. FEBRUAR 2004 — Dekret zur Organisation der wallonischen Provinzen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Die Provinzialbehörden

Artikel 1 - In jeder Provinz gibt es einen Provinzialrat, ein Provinzkollegium und einen Gouverneur.

Art. 2 - Der Provinzialrat besteht aus:

- siebenundvierzig Mitgliedern in Provinzen mit weniger als zweihundertfünfzigtausend Einwohnern;
- sechsundfünfzig Mitgliedern in Provinzen mit zweihundertfünfzigtausend bis fünfhunderttausend Einwohnern;
- fünfundsechzig Mitgliedern in Provinzen mit fünfhunderttausend bis siebenhundertfünfzigtausend Einwohnern;
- fünfundsiebzig Mitgliedern in Provinzen mit siebenhundertfünfzigtausend bis eine Million Einwohnern;
- vierundachtzig Mitgliedern in Provinzen mit einer Million Einwohnern und mehr.

Die Anzahl Ratsmitglieder wird bei jeder vollständigen Erneuerung der Provinzialräte durch die Regierung mit der Bevölkerungszahl in Einklang gebracht. Die zu berücksichtigende Einwohnerzahl pro Provinz ist die Zahl der im Nationalregister der natürlichen Personen eingetragenen Personen, die am 1. Januar des Jahres vor der vollständigen Erneuerung ihren Hauptwohntort in den Gemeinden der betreffenden Provinz hatten.

Diese Bevölkerungszahlen pro Gemeinde und pro Provinz werden durch die Regierung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die auf die im Absatz 2 vorgesehene Weise bestimmten Bevölkerungszahlen werden spätestens zum 1. Mai des Jahres, in dem die vollständige Erneuerung der Provinzialräte stattfindet, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 3 - Der Provinzialrat wird unmittelbar durch die Wahlkollegien gewählt. Die Wahlen erfolgen pro Distrikt; die Grenzen der Distrikte entsprechen denjenigen der in Artikel 88 des Wahlgesetzbuches erwähnten Wahlkantone. Ein Distrikt kann jedoch zwei oder mehrere Wahlkantone umfassen.

Die Anzahl Ratsmitglieder eines jeden Distrikts entspricht dem Ergebnis der Teilung der Bevölkerungszahl des Distrikts durch den provinziellen Divisor, der sich aus der Teilung der Bevölkerungszahl der Provinz durch die Gesamtanzahl zuzuteilender Sitze ergibt; die verbleibenden Sitze entfallen auf die Distrikte mit dem größten, noch nicht vertretenen Bevölkerungsüberschuss.

Der Gruppierung der Wahlkantone und die Bestimmung der Hauptorte der Distrikte werden gemäß der dem vorliegenden Dekret beigefügten Tabelle festgelegt. Die Verteilung der Ratsmitglieder auf die Wahlbezirke wird bei jeder vollständigen Erneuerung der Provinzialräte durch die Regierung auf der Grundlage der gemäß dem Artikel 2, Absatz 2 festgesetzten Bevölkerungszahlen mit der Bevölkerungszahl in Einklang gebracht.

Art. 4 - Der Provinzialrat wählt aus seiner Mitte ein Provinzkollegium.

Art. 5 - Der Gouverneur ist der Regierungskommissar in der Provinz.

In Anwendung des Artikels 6, § 1, VIII, Absatz 1, 1^o, Absatz 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, so wie durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 abgeändert, werden die Gouverneure durch die Regierung auf gleichlautendes Gutachten des föderalen Ministerrates ernannt und aus dem Dienst entfernt.

Jede Provinz zählt einen Provinzgreffier.

TITEL II — Der Provinzialrat**KAPITEL I — Versammlungen und Beratungsmodus des Provinzialrates**

Art. 6 - Der Provinzialrat tritt in der Hauptstadt der Provinz zusammen, es sei denn, er wird wegen eines außergewöhnlichen Ereignisses von seinem Präsidenten in einer anderen Stadt der Provinz einberufen.

Art. 7 - Der Provinzialrat tritt so oft zusammen, wie es die in seinen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten erfordern, mindestens aber einmal im Monat.

Diese Verpflichtung gilt nicht für die Monate Juli und August.

Der Rat wird von seinem Präsidenten einberufen.

Auf Antrag eines Drittels der Ratsmitglieder hat der Präsident den Rat zum angegebenen Tag und zur angegebenen Stunde mit der vorgeschlagenen Tagesordnung einzuberufen.

Der Präsident hat den Rat ebenfalls auf Antrag des Provinzkollegiums zum angegebenen Tag und zur angegebenen Stunde mit der vorgeschlagenen Tagesordnung einzuberufen.

Art. 8 - Der Rat ist nur bei Anwesenheit der Mehrzahl seiner Mitglieder beschlussfähig.

Ist der Rat jedoch zweimal einberufen worden, ohne die beschlussfähige Mitgliederzahl erreicht zu haben, darf er nach einer erneuten und letzten Einberufung über alle Punkte beschließen, die zum dritten Mal auf der Tagesordnung stehen, gleich wieviel Mitglieder anwesend sind.

Die zweite und die dritte Einberufung erfolgen gemäß den in Artikel 18 vorgeschriebenen Regeln und es ist zu vermerken, ob es sich um die zweite oder dritte Einberufung handelt; die dritte Einberufung hat außerdem die zwei ersten Absätze des vorliegenden Artikels wörtlich wiederzugeben.

Art. 9 - Nach jeder vollständigen Erneuerung des Provinzialrats treten die neugewählten Ratsmitglieder von Rechts wegen ohne Einberufung am zweiten Freitag nach dem Wahltag um 14 Uhr zusammen, unter dem Vorsitz des dienstältesten Provinzialratsmitglieds oder, bei gleichem Dienstalter, unter dem Vorsitz des ältesten Mitglieds, dem die zwei jüngsten Mitglieder als Sekretäre beistehen.

Ist der in Absatz 1 erwähnte Freitag jedoch ein Feiertag, wird die Versammlung des neuen Provinzialrats auf den darauffolgenden Montag verlegt.

Nach der Prüfung der Mandate und nach der Eidesleistung ernennt der Provinzialrat einen Präsidenten, einen oder mehrere Vizepräsidenten und stellt sein Präsidium zusammen.

Art. 10 - Der Provinzialrat legt unter Beachtung des vorliegenden Dekrets in seiner Geschäftsordnung die Art und Weise fest, wie er seine Befugnisse ausübt.

Es wird betrachtet, dass die Provinzialratsmitglieder, die auf derselbe Liste oder auf im Hinblick auf das Bilden einer politischen Fraktion zusammengeschlossenen Listen gewählt worden sind, eine politische Fraktion bilden.

Der Provinzialrat setzt die Modalitäten zur Anerkennung der politischen Fraktionen innerhalb der Versammlung fest.

Der Provinzialrat gründet in seiner Mitte Ausschüsse, die ihm in der Gesamtheit oder in Teilen der in seinen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten sowie über die auf seiner Tagesordnung stehenden Beratungsvorschläge Stellungnahmen abgeben.

Der Rat gründet zum allermindesten einen mit dem Haushalt und den Büchern beauftragten Ausschuss.

Ein oder mehrere Ausschüsse werden damit beauftragt, die richtige Durchführung der in Titel V erwähnten Geschäftsführungspläne und -verträge zu überprüfen und darüber bei dem Rat Bericht zu erstatten.

Der Rat legt in seiner Geschäftsordnung die Bestimmungen in Bezug auf die Zusammensetzung und die Arbeitsweise dieser Ausschüsse fest.

Die Zusammensetzung der Ausschüsse erfolgt nach dem Grundsatz der verhältnismäßigen Vertretung.

Die Ausschüsse können jederzeit Sachverständige und Interessehabende anhören.

Art. 11 - § 1. Die Sitzungen des Provinzialrates sind öffentlich.

§ 2. Der Provinzialrat kann im Interesse der öffentlichen Ordnung und aufgrund schwerwiegender Bedenken gegen diese Öffentlichkeit mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder beschließen, dass die Sitzung nicht öffentlich ist; dies gilt jedoch nicht für Sitzungen, in denen über den Haushaltsplan beraten wird.

§ 3. Die Sitzung ist nicht öffentlich, wenn Personenfragen behandelt werden.

Sobald eine solche Frage angeschnitten wird, ordnet der Präsident sofort an, dass diese Sache in geheimer Sitzung behandelt wird.

§ 4. Außer in Disziplinarsachen darf die geheime Sitzung erst nach der öffentlichen Sitzung stattfinden.

§ 5. Wenn es sich während der öffentlichen Sitzung als notwendig erweist, die Untersuchung eines Punktes in geheimer Sitzung fortzuführen, kann die öffentliche Sitzung zu diesem alleinigen Zweck unterbrochen werden.

Art. 12 - Unbeschadet des Absatzes 4 stimmen die Provinzialratsmitglieder mündlich oder durch Sitzenbleiben und Aufstehen ab.

Die Abstimmung über jeden Beschluss als Ganzes erfolgt jedoch immer mündlich und namentlich. Dasselbe gilt jedesmal, wenn ein Drittel der anwesenden Mitglieder es beantragt.

In der Geschäftsordnung kann ein Abstimmungsverfahren vorgesehen werden, das einer mündlichen Abstimmung oder einer Abstimmung durch Sitzenbleiben und Aufstehen gleichkommt. Die elektronische Stimmabgabe wird als solche betrachtet, die einer mündlichen und namentlichen Abstimmung gleichkommt. Die Abstimmung durch Handzeichen wird als solche betrachtet, die einer Abstimmung durch Sitzenbleiben und Aufstehen gleichkommt.

Nur über Invorschlagbringungen von Kandidaten, Ernennungen in Ämter, Zurdispositionstellungen, vorbeugende einstweilige Amtsenthebungen im Interesse des Dienstes und Disziplinarstrafen wird in geheimer Abstimmung mit absoluter Stimmenmehrheit abgestimmt.

Im Falle einer mündlichen Abstimmung gibt der Präsident als letzter seine Stimme ab.

Art. 13 - Der Provinzialrat hat das Recht, jeden Vorschlag aufzuteilen und zu ändern.

Das Initiativrecht steht jedem Ratsmitglied zu. Die Mitglieder des Provinzkollegiums dürfen dieses Recht nicht individuell in Anspruch nehmen.

In der Geschäftsordnung werden die Modalitäten zur Berücksichtigung des von einem oder mehreren Ratsmitgliedern eingereichten Vorschlags sowie, gegebenenfalls, die Verweisung zu einem Ausschuss und zum Provinzkollegium im Hinblick auf die in Artikel 63, Absatz 3 vorgesehene vorherige Untersuchung geregelt.

Der Beschluss in Bezug auf die Berücksichtigung muss genau im Verhältnis zu dem so wie in Artikel 32 bestimmten Interesse der Provinz begründet werden.

Art. 14 - Jeder Beschluss wird mit absoluter Stimmenmehrheit gefasst.

Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Art. 15 - § 1. Der Präsident eröffnet und schließt die Sitzung.

§ 2. Außer wenn die Geschäftsordnung es anders bestimmt, wird bei der Eröffnung einer jeden Sitzung das Protokoll der vorhergehenden Sitzung verlesen.

In jedem Fall wird das Protokoll den Ratsmitgliedern mindestens sieben volle Tage vor dem Tag der Sitzung zur Verfügung gestellt. In dringenden Fällen wird es ihnen zusammen mit der Tagesordnung zur Verfügung gestellt.

Jedes Provinzialratsmitglied hat das Recht, im Laufe der Sitzung Beschwerden gegen die Abfassung des Protokolls vorzubringen.

Werden die Beschwerden angenommen, so wird der Greffier beauftragt, noch während der Sitzung oder spätestens bei der nachfolgenden Sitzung einen neuen, dem Beschluss des Provinzialrates entsprechenden Text vorzulegen.

Verläuft die Sitzung ohne Beschwerden, ist das Protokoll genehmigt und wird es gemäß Artikel 106 Absatz 1 übertragen.

Jedesmal, wenn der Provinzialrat es für angebracht hält, wird das Protokoll ganz oder teilweise während der Sitzung abgefasst und von den anwesenden Mitgliedern unterzeichnet.

§ 3. Das Protokoll enthält:

- die Uhrzeit der Eröffnung und des Schließens der Sitzung;
- die Tagesordnung;
- den in § 2 erwähnten gelesenen Text;
- die Liste der bei der Eröffnung der Sitzung anwesenden Provinzialratsmitglieder sowie die Liste aller während der Sitzung eventuell getätigten Namensaufrufe;
- den Text der verabschiedeten Beschlüsse;
- die während der Sitzung eingereichten Vorschläge;
- die Ergebnisse der Abstimmungen und bei Namensaufruf oder geheimer Abstimmung die Liste der namentlichen Abstimmungen beziehungsweise die Liste der Wähler;
- die Angabe der namentlichen Interventionen eines jeden Ratsmitglieds;
- die Texte der dem Präsidenten von den Ratsmitgliedern mitgeteilten Interventionen.

Der Rat kann die anderen Punkte, die im Protokoll zu erwähnen sind, in seiner Geschäftsordnung auf einschränkende Weise bestimmen.

Art. 16 - Jedes Mitglied darf im Protokoll vermerken lassen, dass es gegen den verabschiedeten Beschluss gestimmt hat; es kann jedoch nicht verlangen, dass die Gründe seiner Stimmabgabe im Protokoll angegeben werden.

Art. 17 - Spätestens sieben volle Tage nach der Versammlung des Provinzialrates wird ein kurzer Bericht über die Beratungen mit den Ergebnissen der Abstimmung abgefasst und den Ratsmitgliedern übermittelt.

Bei namentlichen Abstimmungen wird im Bericht die Stimmabgabe der verschiedenen Ratsmitglieder angegeben.

In der Geschäftsordnung werden die Modalitäten für die Abfassung dieses Berichts festgelegt.

Art. 18 - § 1. Die Einladung an die Mitglieder ergeht wenigstens sieben volle Tage vor dem Versammlungsdatum schriftlich an ihren Wohnsitz; sie enthält die Tagesordnung und die Beschlussvorschläge.

Diese Frist wird für die Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 jedoch auf drei volle Tage herabgesetzt.

In dringenden Fällen kann die in Absatz 1 erwähnte Frist für die Einladung verkürzt werden; sie darf jedoch nicht kürzer sein als ein voller Tag vor dem Versammlungsdatum.

Die Punkte der Tagesordnung müssen mit genügender Deutlichkeit angegeben sein.

§ 2. Für jeden Punkt der Tagesordnung werden alle sich darauf beziehenden Schriftstücke den Provinzialratsmitgliedern ab der Versendung der Tagesordnung in der Kanzlei der Provinz zur Einsicht bereitgehalten.

In der Geschäftsordnung kann vorgesehen werden, dass der Provinzgreffier oder die von ihm bestimmten Beamten den Ratsmitgliedern, die es beantragen, technische Auskünfte über die in der Akte befindlichen Schriftstücke erteilen; in diesem Fall werden in der Geschäftsordnung auch die Modalitäten bestimmt, nach denen diese technischen Auskünfte erteilt werden.

§ 3. Nicht auf der Tagesordnung stehende Punkte dürfen nur in dringenden Fällen, wo der geringste Aufschub ernsthafte Schäden verursachen könnte, während der Sitzung behandelt werden.

Für die Dringlichkeit müssen sich wenigstens zwei Drittel der anwesenden Mitglieder aussprechen; ihre Namen werden in das Protokoll aufgenommen.

§ 4. Nicht auf der Tagesordnung stehende Vorschläge müssen dem Präsidenten des Rates wenigstens fünf volle Tage vor der Versammlung überreicht werden; ihnen ist ein Erläuterungsschreiben oder ein Dokument beizufügen, das dem Rat darüber Aufschluss geben kann. Der Präsident teilt den Ratsmitgliedern die zusätzlichen Punkte der Tagesordnung unverzüglich mit.

Mitgliedern des Provinzkollegiums ist es untersagt, von der im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch zu machen. Das Provinzkollegium verfügt jedoch über diese Möglichkeit.

Art. 19 - Ort, Tag, Stunde und Tagesordnung der Provinzialratssitzungen werden der Öffentlichkeit innerhalb derselben Fristen, wie sie in Artikel 18 in Bezug auf die Einberufung des Provinzialrates vorgesehen sind, einerseits durch Anschlag am Sitz des Provinzialrates und zur Information in den Gemeindehäusern und andererseits auf der Internet-Webseite der Provinz zur Kenntnis gebracht.

Die Presse und die interessierten Einwohner der Provinz werden auf ihren Antrag hin und spätestens innerhalb einer Frist von drei Tagen ab der Absendung an die Provinzialratsmitglieder gegen eventuelle Zahlung einer Gebühr, die den Selbstkostenpreis nicht überschreiten darf, von der Tagesordnung des Provinzialrates in Kenntnis gesetzt. Diese Frist gilt nicht für Punkte, die der Tagesordnung nach Versendung der Einladungen gemäß Artikel 18 § 4 hinzugefügt werden.

Die Geschäftsordnung kann andere Weisen der Bekanntmachung vorschreiben.

Art. 20 - Der Präsident ist mit der Ordnung im Namen der Versammlung betraut und gibt die notwendigen Anweisungen zu deren Aufrechterhaltung.

Keine unbefugte Person darf den Raum, wo die Provinzratsmitglieder tagen, betreten, dies mit Ausnahme des notwendigen Personals, das für die verschiedenen Dienste des Rates sorgt, oder auf Sondergenehmigung des Präsidenten.

Während der Sitzungen müssen die im für die Allgemeinheit vorgesehenen Raum zugelassenen Personen sitzen bleiben und schweigen.

Jede Person, die die Ordnung stört oder die ihre Billigung oder Missbilligung öffentlich äußert, wird sofort des Saales verwiesen.

Außerdem kann der Präsident zu Lasten des Zuwiderhandelnden ein Protokoll aufnehmen und ihn an das Polizeigericht verweisen, das ihn zu einer Geldstrafe von 0,02 bis 0,50 Euro verurteilen kann, unbeschadet anderer Verfolgungen, wenn die Tat Anlass dazu gibt.

Art. 21 - § 1. Die Provinzialratsmitglieder dürfen das Wort erst ergreifen, nachdem sie den Präsidenten darum gebeten haben und er es ihnen erteilt hat.

Der Redner darf sich nur an den Präsidenten oder an den Rat wenden.

Keiner darf unterbrochen werden, es sei denn er muss an die Geschäftsordnung erinnert werden. Nur der Präsident kann einen Redner, der von einer Sache abschweift, zur Sache zurückzukommen auffordern. Wenn der Redner, der in derselben Diskussion schon zweimal zur Sache zurückzukommen aufgefordert worden ist, erneut von der Sache abschweift, wird ihm das Wort von dem Präsidenten bis zum Ende der Diskussion entzogen.

Persönliche Angriffe, Ehrenkränkungen, böswillige Anschuldigungen sind unter Androhung einer Zurechtweisung verboten.

Der Präsident kann beschließen, dass Worte, die persönliche Angriffe, Ehrenkränkungen oder beleidigende böswillige Anschuldigungen darstellen, weder in dem Protokoll, noch in dem kurzen Sitzungsprotokoll, noch in anderen in der Geschäftsordnung vorgesehenen Sitzungsprotokollen angegeben werden.

§ 2. Der Präsident ruft jedes Ratsmitglied, das die Sitzung stört, zur Ordnung zurück.

Bei Wiederholungsfall ruft der Präsident das Ratsmitglied erneut zur Ordnung zurück; dies wird in das Protokoll eingetragen. Diese Strafmaßnahme bewirkt von Amts wegen den Entzug des Wortes oder den Entzug des Rechts, das Wort zu ergreifen, bis zum Ende der Diskussion.

Art. 22 - Für die Wahlen und Wahlvorschläge stehen dem Präsidenten die vier jüngsten Provinzialratsmitglieder bei, die als Stimmzähler tätig sind.

Der Präsident lässt die Ratsmitglieder namentlich aufrufen; anschließend lässt er die Mitglieder, die nicht anwesend waren, ein zweites Mal aufrufen. Nach diesem zweiten Aufruf befragt der Präsident die versammelten Ratsmitglieder, ob unter den Anwesenden Mitglieder sind, die ihre Stimme nicht abgegeben haben; diejenigen, die sich sofort melden, dürfen ihre Stimme noch abgeben. Danach wird die Abstimmung für abgeschlossen erklärt.

Vor der Stimmenauszählung wird die Anzahl Stimmzettel überprüft. Liegt diese Anzahl über oder unter der Anzahl Wähler, wird dies im Protokoll vermerkt. Geht aus der Stimmenauszählung hervor, dass dieser Unterschied die Mehrheit, die ein Kandidat erhalten hat, zweifelhaft erscheinen lässt, lässt der Präsident eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchführen.

Bei der Stimmenauszählung nimmt einer der Stimmzähler einen Stimmzettel nach dem anderen, entfaltet ihn und händigt ihn dem Präsidenten aus, der ihn vorliest und an einen anderen Stimmzähler weitergibt. Das Ergebnis jeder Abstimmung wird sofort verkündet.

Ungültige Stimmzettel werden bei der Feststellung der Mehrheit nicht berücksichtigt.

Stimmzettel mit mehr als einem Namen sind gültig, aber es wird nur der erste Name berücksichtigt.

Falls im ersten Wahlgang kein Kandidat die absolute Stimmenmehrheit erhält, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchgeführt. Bei Stimmgleichheit gilt der ältere Kandidat als gewählt.

Nach der Stimmenauszählung werden die nicht beanstandeten Stimmzettel in Anwesenheit der versammelten Ratsmitglieder vernichtet.

Die Wahlen und die Wahlvorschläge können ebenfalls anhand eines durch die Regierung genehmigten elektronischen Systems erfolgen, mit dem die geheime Abstimmung gewährleistet bleibt.

Art 23 - Die Provinzialratsmitglieder beziehen kein Gehalt. Mit Ausnahme der Mitglieder des Provinzkollegiums erhalten die Provinzialratsmitglieder Anwesenheitsgeld, wenn sie an den Versammlungen des Provinzialrates und an den Versammlungen der Ausschüsse teilnehmen.

Der Betrag des Anwesenheitsgeldes ist gemäß den im Gesetz vom 1. März 1997 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln an den Schwankungen des Indexes gekoppelt.

Er ist auf 125 Euro beim Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 festgesetzt.

Die Provinzialratsmitglieder, deren Wohnsitz mindestens fünf km vom Versammlungsort entfernt liegt, erhalten außerdem eine Fahrkostenentschädigung, deren Betrag dem Preis der Fahrt von ihrem Wohnsitz bis zum Sitz des Provinzialrates mit öffentlichen Verkehrsmitteln entspricht. Fahren sie mit ihrem eigenen Fahrzeug, wird diese Entschädigung gemäß der auf die Bediensteten der Wallonischen Region anwendbaren Regelung festgelegt.

Anwesenheitsgeld und Fahrkostenentschädigung werden je nach den Anwesenheiten festgelegt, die in den zu diesem Zweck geführten Registern festgehalten werden. Der Provinzialrat kann jedoch beschließen, dass ein Provinzialratsmitglied, das nicht mindestens an der Hälfte der betreffenden Sitzung teilgenommen hat, kein Anwesenheitsgeld erhält.

Jedem Ratsmitglied darf pro Tag nur eine einmalige Auszahlung des Anwesenheitsgeldes und der Fahrkostenentschädigung bewilligt werden.

Der Betrag der Fahrkostenentschädigung wird vom Provinzialrat festgelegt. Dieser Betrag und der Betrag des Anwesenheitsgeldes gehen zu Lasten der Provinz.

Art. 24 - Die Provinzialratsmitglieder vertreten die Provinz und nicht nur den Distrikt, in dem sie gewählt wurden.

Art. 25 - Es ist allen Provinzialratsmitgliedern untersagt:

1° bei der Beratung über Sachen anwesend zu sein, an denen sie vor oder nach ihrer Wahl, sei es persönlich, sei es als Beauftragte, ein direktes Interesse haben oder an denen ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich, oder ein gesetzlich Zusammenwohnender ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an irgendeiner Dienstleistung, Gebührenerhebung, Lieferung oder Ausschreibung von öffentlichen Arbeiten für die Provinz zu beteiligen;

3° als Rechtsanwalt, Notar oder Sachwalter in Prozessen gegen die Provinz aufzutreten; es ist ihnen in dieser Eigenschaft auch untersagt, Streitsachen zugunsten der Provinz vor Gericht zu vertreten, sie darin zu beraten oder zu ihren Gunsten darin einzugreifen;

4° in Disziplinarsachen oder im Falle einer einstweiligen Amtsenthebung durch Ordnungsmaßnahme als Beistand eines Personalmitglieds aufzutreten;

5° als Beauftragter oder Sachverständiger einer Gewerkschaftsorganisation in einem Verhandlungs- oder Konzertierungsausschuss der Provinz aufzutreten.

Die vorstehenden Bestimmungen finden Anwendung auf den Provinzgreffier, den Einnehmer und die Mitglieder des Provinzkollegiums und die in Artikel 26 erwähnte Vertrauensperson.

Art. 26 - Ein Ratsmitglied, das wegen einer Behinderung sein Mandat nicht alleine ausüben kann, kann sich für die Ausübung dieses Mandats von einer Vertrauensperson beistehen lassen, die aus den Provinzialratswählern ausgesucht wird, welche die Wählbarkeitskriterien für das Mandat als Provinzialratsmitglied erfüllen, und die weder Mitglied des Personals der Provinz noch Mitglied des Personals der Gesellschaften oder Vereinigungen ist, denen die Provinz als Mitglied angehört oder in denen sie vertreten ist.

Für die Anwendung des ersten Absatzes legt die Regierung die Kriterien zur Bestimmung der Eigenschaft als Ratsmitglied mit einer Behinderung fest.

Die Vertrauensperson verfügt, wenn sie diesen Beistand leistet, über dieselben Mittel und ist denselben Verpflichtungen unterworfen, wie das Ratsmitglied. Sie hat kein Anrecht auf Anwesenheitsgelder, wohl aber auf eine Fahrkostenentschädigung, wie sie in Artikel 23 vorgesehen ist.

Art. 27 - Ein Provinzialratsmitglied, das wegen der Ableistung seines aktiven Militärdienstes oder seines Zivildienstes als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen verhindert ist, wird auf persönlichen Antrag hin, den es schriftlich an den Präsidenten des Provinzialrates zu richten hat, während seiner Dienstzeit ersetzt.

Ein Provinzialratsmitglied, das anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes einen Elternschaftsurlaub zu nehmen wünscht, wird auf persönlichen Antrag hin, den es schriftlich an den Präsidenten des Provinzialrates zu richten hat, frühestens ab der siebten Woche vor dem voraussichtlichen Datum der Geburt oder Adoption bis zum Ende der achten Woche nach dem Tag der Geburt oder Adoption ersetzt.

Auf seinen schriftlichen Antrag hin wird die Unterbrechung der Mandatsausübung nach der achten Woche um den Zeitraum verlängert, der dem Zeitraum entspricht, in dem der Betreffende das Mandat während der Periode von sieben Wochen vor dem Tag der Geburt oder Adoption weiter ausgeübt hat.

Ein Provinzialratsmitglied, das wegen der Ableistung seines aktiven Militärdienstes oder seines Zivildienstes als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen oder wegen Elternschaftsurlaub verhindert ist und um Ersetzung bittet, wird durch das entsprechend Artikel 21 § 2 des Grundgesetzes vom 19. Oktober 1921 über die Provinzialwahlen als erstes auf seiner Liste stehende Ersatzmitglied ersetzt, nachdem dessen Mandat durch den Provinzialrat geprüft worden ist.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 sind jedoch erst ab der ersten Provinzialratssitzung nach derjenigen anwendbar, in der das verhinderte Ratsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde.

KAPITEL II — *Die Rechte auf Information*

Art. 28 - Jeder hat das Recht, schriftlich um Erklärungen über die Beratungen des Provinzialrates oder des Provinzkollegiums zu bitten.

Der Rat kann beschließen, dass auf diese Bitte während einer nächsten öffentlichen Sitzung mündlich eingegangen wird.

Art. 29 - § 1. Die Einwohner der Provinz können das Kollegium unmittelbar während öffentlichen Sitzungen des Rats interpellieren.

§ 2. Jede achtzehn Jahre alte Person, die auf dem Gebiet der Provinz ihren Wohnsitz hat oder wohnhaft ist, sowie jede juristische Person, deren Betriebssitz auf dem Gebiet der Provinz ist, und die durch eine natürliche Person vertreten ist, die achtzehn Jahre alt ist und auf dem Gebiet der Provinz ihren Wohnsitz hat oder wohnhaft ist, gilt als Einwohner im Sinne des vorliegenden Artikels.

§ 3. Der vollständige Text der vorgeschlagenen Interpellation muss dem Präsidenten des Rats als Schriftstück übergeben werden.

Um zulässig zu sein, muss die eingereichte Interpellation den folgenden Bedingungen genügen:

1° von einer einzigen Person eingereicht werden;

2° als Frage formuliert werden und nicht zu einer mündlichen Ansprache von über zehn Minuten führen;

3° ausschließlich einen der Bereiche betreffen, die im Sinne des Artikels 32 dem Interesse der Provinz unterliegen; die Fragen, die in den Zuständigkeitsbereich einer anderen Machtebene fallen, werden gegebenenfalls von dem Präsidenten des Rates an die betroffene Versammlung oder Exekutive übermittelt, damit darauf gemäß den einschlägigen Verfahren geantwortet wird;

4° von allgemeinem Interesse sein; Fragen in Bezug auf Fälle von persönlichem Interesse werden gegebenenfalls im Rahmen des Artikels 28 behandelt oder einem der Ausschüsse des Rates zur Prüfung zurückgeschickt;

5° nicht gegen die Grundfreiheiten und -rechte verstoßen;

6° keine Personenangelegenheit betreffen;

7° nicht ausschließlich die Erlangung von Auskünften statistischer Art zum Zweck haben;

8° keine Bitte um Informationsmaterial darstellen;

9° nicht die Erlangung von Ratschlägen juristischer Art zum einzigen Zweck haben;

Das Präsidium entscheidet über die Zulässigkeit der Interpellation. Die Entscheidung in Bezug auf die Unzulässigkeit wird besonders begründet.

§ 4. Nachdem er dazu von dem Präsidenten aufgefordert worden ist, stellt der Interpellierende seine Frage in öffentlicher Sitzung gemäß den Regeln zur Organisation der Wortmeldung innerhalb der Versammlung und unter Einhaltung der in § 3 gewährten Zeit.

Das Kollegium antwortet gemäß der Entscheidung in Bezug auf die durch das Präsidium beschlossene Organisation der Arbeiten.

Der Interpellierende verfügt über zwei Minuten, um die Antwort zu widersprechen, dies vor dem vollständigen Abschluss des auf der Tagesordnung stehenden Punktes.

§ 5. Die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Interpellationen, Fragen und Antworten werden im Informationsblatt der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht.

Art. 30 - § 1. Der Provinzialrat kann einen oder mehrere Beiräte gründen, die ihm unverbindliche Gutachten abgeben, und deren Zusammensetzung, Aufgaben und Arbeitsregeln er festlegt.

Die Beiräte werden mindestens einmal alle drei Jahre vollständig erneuert.

§ 2. Jedes Mal wenn ein oder mehrere Mandate als effektives Mitglied oder Stellvertreter innerhalb eines beratenden Organs gemäß einem Vorstellungsverfahren zu gewähren sind, stellt jede mit der Vorstellung von Kandidaturen beauftragte Instanz für jedes Mandat die Kandidatur von mindestens einem Mann und einer Frau vor.

Ist die in Absatz 1 auferlegte Verpflichtung nicht erfüllt worden, so schickt die mit der Ernennungsbefugnis ausgestattete Behörde die Kandidaturen an die mit der Vorstellung der Kandidaturen beauftragte Instanz zurück. Solange die auferlegte Verpflichtung nicht erfüllt worden ist, bleibt das zu gewährende Mandat vakant.

Ist es unmöglich, der in Absatz 1 erwähnten Verpflichtung zu genügen, so kann vorbehaltlich einer in dem Vorstellungsdokument angegebenen und in der Ernennungsurkunde genannten speziellen Begründung davon abgewichen werden.

§ 3. Höchstens zwei Drittel der Mitglieder eines Beirats gehören demselben Geschlecht an.

Wenn die in Absatz 1 vorgesehene Verpflichtung nicht erfüllt ist, sind die Gutachten des beratenden Organs nicht gültig, außer wenn der bzw. die für das betroffene Organ zuständigen Provinzabgeordneten oder die mit der Ernennungsbefugnis ausgestattete Behörde bzw. ausgestatteten Behörden dem Provinzkollegium die Unmöglichkeit, die in Absatz 1 vorgesehene Verpflichtung zu erfüllen, mitteilen und begründen.

Die Begründung wird von dem Provinzkollegium als angemessen betrachtet, vorbehaltlich einer gegenteiligen Entscheidung von diesem innerhalb von zwei Monaten nach der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung.

Im Falle eines zu schaffenden oder zu gründenden beratenden Organs erfolgt die in Absatz 2 erwähnte Mitteilung vor der Ernennung der Mitglieder des betroffenen Organs.

Der Provinzialrat setzt das Verfahren in Bezug auf die in Absatz 2 erwähnte Mitteilung fest.

Wenn ein beratendes Organ das in den Absätzen 2 und 3 vorgesehene Verfahren benutzt hat, wird dies in den Gutachten dieses beratenden Organs erwähnt.

§ 4. Während des Jahres, in dem der Provinzialrat erneuert wird, legt das Präsidium dem Provinzialrat einen Bewertungsbericht über das Funktionieren und die Aktivitäten des Beirats bzw. der Beiräte vor.

§ 5. Der Provinzialrat stellt ihnen die zur Ausübung ihrer Aufgabe notwendigen Mittel zur Verfügung.

Art. 31 - Was die dem Interesse der Provinz unterliegenden Angelegenheiten, so wie in Artikel 32, § 1 erwähnt, oder durch die Region übertragene und in den Zuständigkeitsbereich der Regionen fallende Angelegenheiten betrifft, kann der Provinzialrat Beteiligungsräte pro Teilgebiet gemäß einer durch ihn beschlossenen und das ganze Gebiet der Provinz abdeckenden Gliederung gründen.

Die Beteiligungsräte werden damit beauftragt, die durch die Bevölkerung mitgeteilten vorrangigen Bedürfnisse in Bezug auf die eine oder andere in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallende Angelegenheit zusammenzufassen, damit sie bei den großen jährlichen haushaltstechnischen Orientierungen berücksichtigt werden können.

Die Beteiligungsräte werden vor der Debatte und vor der Abstimmung in Sachen Haushalt durch den Provinzialrat zu Rate gezogen.

Der Provinzialrat bestimmt die Aufgaben und die Regeln in Sachen Einberufung, Organisation und Funktionieren der durch ihn gegründeten Beteiligungsräte. Auf jeden Fall steht jeder Beteiligungsrat allen auf seinem Gebiet wohnhaften Personen, die mindestens sechzehn Jahre alt sind, offen.

KAPITEL III — *Das Interesse der Provinz, die Zuständigkeiten des Provinzialrats und die Rechte der Provinzialratsmitglieder*

Art. 32 - § 1. Unter Vorbehalt der Anwendung des Titels XIV des vorliegenden Dekrets, des Artikels 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen in Bezug auf die gemäß dem Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten sowie der anderen gesetzlichen oder dekretsmäßigen Sonderbestimmungen regelt der Provinzialrat unter Beachtung des Subsidiaritätsprinzips alles, was mit dem Interesse der Provinz verbunden ist.

§ 2. Der Rat übt seine Zuständigkeiten auf ergänzende und nicht konkurrierende Weise zur Aktion der Region und der Gemeinden aus.

§ 3. Ungeachtet des § 1 berät der Rat über jegliche Angelegenheit, die ihm durch föderale, gemeinschaftliche oder regionale Behörden vorgelegt wird.

§ 4. Der Provinzialrat ernennt alle Bediensteten der Provinzialverwaltung, enthebt sie ihres Amtes und entläßt sie.

Er kann das Provinzkollegium mit der Ernennung, der Enthebung und der Entlassung der Bediensteten bis zum Dienstgrad des Direktors einschließlich beauftragen.

§ 5. Der Provinzialrat setzt den Stellenplan der Bediensteten der Provinzialverwaltung und deren Verwaltungs- und Besoldungsstatut fest.

Art. 33 - § 1. Keine Urkunde, kein Schriftstück bezüglich der Provinzialverwaltung darf den Ratsmitgliedern zwecks Prüfung vorenthalten werden, selbst wenn diese Urkunde oder dieses Schriftstück einen dem Gouverneur oder dem Provinzkollegium erteilten Auftrag betrifft.

In den Diensten und Einrichtungen der Provinz wird ein Register der ein- und ausgehenden Schriftstücke geführt.

Eine Kopie der in Absatz 1 erwähnten Urkunden und Schriftstücke wird den Provinzialratsmitgliedern ausgehändigt, wenn sie dies beim Provinzgreffier beantragen.

Die Provinzialratsmitglieder erhalten auf ihren Antrag hin eine Kopie der Tagesordnungen und der Sitzungsprotokolle des Provinzkollegiums innerhalb von fünfzehn Tagen nach diesen Sitzungen.

In der Geschäftsordnung des Rats wird vorgesehen, nach welchen Modalitäten das Recht auf Einsichtnahme ausgeübt wird und unter welchen Bedingungen eine Kopie der Urkunden oder Schriftstücke ausgestellt werden kann. Für die Kopie der Urkunden oder Schriftstücke kann eine Gebühr verlangt werden, deren Betrag unter Berücksichtigung des Selbstkostenpreises berechnet wird, wobei auf keinen Fall die Personalkosten in Rechnung gestellt werden dürfen.

§ 2. Die Provinzialratsmitglieder können die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Geschäftsführungsorgane der Interkommunalen, V.o.E. und Vereinigungen einsehen, die einen so wie unter Titel V erwähnten Geschäftsführungsplan bzw. -vertrag mit der Provinz eingegangen sind. Die Modalitäten zu dieser Einsichtnahme sind im Geschäftsführungsplan bzw. -vertrag bestimmt.

Art. 34 - § 1. Die Provinzialratsmitglieder dürfen alle von der Provinz geschaffenen und verwalteten Einrichtungen und Dienste besichtigen.

In der Geschäftsordnung des Rats wird vorgesehen, nach welchen Modalitäten und zu welchen Zeitpunkten das Recht auf Einsichtnahme und Besichtigung ausgeübt werden kann.

§ 2. Die Provinzialratsmitglieder können die Interkommunalen, V.o.E. und Vereinigungen besichtigen, die einen so wie unter Titel V erwähnten Geschäftsführungsplan bzw. -vertrag mit der Provinz eingegangen sind.

Die Modalitäten für diese Besichtigung sind im Geschäftsführungsplan bzw. -vertrag bestimmt.

Art. 35 - § 1. Die Provinzialratsmitglieder haben das Recht, dem Provinzkollegium Fragen über Angelegenheiten mit Bezug auf die Verwaltung der Provinz zu stellen.

Unbeschadet gesetzlich oder per Dekret vorgesehener Ausnahmen haben Provinzialratsmitglieder, ohne die Befugnisse des Provinzkollegiums zu beeinträchtigen, das Recht, vom Provinzkollegium darüber informiert zu werden, wie es seine Befugnisse ausübt.

§ 2. Um Provinzialratsmitgliedern die Gelegenheit zu geben, sie mündlich über aktuelle Angelegenheiten zu befragen, ist zu Beginn jeder Sitzung des Rates eine Stunde vorgesehen.

Die Provinzialratsmitglieder haben ebenfalls das Recht, ihnen schriftlich Fragen zu stellen; diese sind innerhalb von zwanzig Werktagen zu beantworten.

Die im vorliegenden Paragraphen erwähnten schriftlichen Fragen und Antworten werden im Bulletin der Provinz und auf der Web-Seite der Provinz veröffentlicht, dies spätestens innerhalb von drei Monaten nach der Zusendung der Antwort an den Fragesteller.

In der Geschäftsordnung sind die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festgelegt.

Das Recht zur Befragung darf sich nicht auf Akten mit Bezug auf die Verwaltungsaufsicht über Gemeinden und Temporalien der Religionen beziehen.

Art. 36 - Innerhalb von drei Monaten nach dessen Wahl legt das Provinzkollegium dem Provinzialrat eine allgemeinpolitische Erklärung vor, die die Dauer seines Mandats deckt und mindestens seine hauptsächlich politischen Projekte sowie einen haushaltstechnischen Teil, der die Hauptrichtungen in diesem Bereich angibt, enthält.

Diese Erklärung enthält ebenfalls die vom Provinzkollegium vorgeschlagenen Richtungen für den Abschluss der im Dekret vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftsvereinbarung und allgemeinen Finanzierung der Provinzen erwähnten Partnerschaftsvereinbarung.

Nach der Billigung durch den Provinzialrat wird diese allgemeinpolitische Erklärung im Bulletin der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht.

Art. 37 - § 1. Die Regierung bestimmt die Haushalts-, Finanz- und Buchführungsvorschriften der Provinzen gemäß den Grundsätzen der doppelten Buchführung sowie die Vorschriften bezüglich der Modalitäten für die Ausübung der Aufgaben des Provinzialeinnehmers und der in Artikel 83 erwähnten Rechenschaftspflichtigen und Einnehmer.

Sofern es im vorliegenden Dekret keine ausdrücklichen anderslautenden Bestimmungen gibt, verfügt der Provinzialeinnehmer über eine Frist von vier Tagen ab dem Eingang der Unterlage oder der Akte, die einem Gutachten oder einem Sichtvermerk unterliegt, wenn er ein Gutachten abgeben oder ein Sichtvermerk für die Mittelbindungen vornehmen muss.

In Ermangelung der Übermittlung des angeforderten Gutachtens oder Sichtvermerks des Provinzialeinnehmers, gilt dieses/dieser als günstig bei Ablauf einer Frist von vier Tagen.

Jegliches negative Gutachten oder jegliche Verweigerung des Sichtvermerks muss begründet und vor dem Ablauf der im zweiten Absatz vorgesehenen Frist der anfordernden Behörde zugestellt werden.

§ 2. Alljährlich legt das Provinzkollegium in einer Sitzung, die im Monat Oktober und gegebenenfalls nach Konsultierung der Beiräte und/oder der Beteiligungsräte stattfindet, dem Provinzialrat den Entwurf des Haushaltsplanes für das folgende Rechnungsjahr, die Rechnungen des vorigen Rechnungsjahres und einen allgemeinen Richtlinienplan vor.

Der allgemeine Richtlinienplan enthält zumindest die politischen Prioritäten und Ziele, die Haushaltsmittel und die Frist, innerhalb deren diese Prioritäten und Ziele zu verwirklichen sind.

Die Liste der Regien, Interkommunalen, V.o.E. und Vereinigungen, an denen die Provinz beteiligt ist und an deren Verwaltung sie teilnimmt oder die sie durch eine mindestens 50.000 Euro pro Jahr erreichende Beihilfe bezuschusst, sowie die Bewertungsberichte bezüglich der in Titel V erwähnten Geschäftsführungspläne und -verträge in Bezug auf das vorherige Geschäftsjahr werden dem Haushaltsentwurf beigefügt.

Die Bestandsaufnahme der laufenden gerichtlichen Streitsachen wird dem Haushaltsentwurf beigefügt.

Die in Absatz 1 erwähnten Unterlagen werden an alle Provinzialratsmitglieder verteilt, und zwar mindestens sieben volle Tage vor der Sitzung, in der sie geprüft werden.

Der in Absatz 1 erwähnte allgemeine Richtlinienplan wird im Bulletin der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht.

Art. 38 - Bei der Prüfung der Haushaltspläne und Rechnungen bespricht der Provinzialrat eingehend den in Artikel 37 erwähnten Richtlinienplan. Er bespricht ebenfalls die Politik der Regien, Interkommunalen, V.o.E. und Vereinigungen, die über einen Geschäftsführungsplan oder -vertrag, so wie in Titel V erwähnt, verfügen, sowie die Bewertungsberichte bezüglich der Durchführung der Pläne oder Verträge des vorigen Geschäftsjahres.

Bei dieser Gelegenheit kann der Rat ein oder mehrere Mitglieder der Verwaltungsorgane der in dem vorigen Absatz erwähnten Regien, Interkommunalen, V.o.E. anhören.

Art. 39 - Jedes Jahr schließt der Provinzialrat die Rechnungen der Provinz für das vorige Rechnungsjahr ab. Die Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die Bilanz.

Ferner verabschiedet er jährlich spätestens zum 31. Oktober den Ausgabenhaushaltsplan für das nächste Rechnungsjahr und die Mittel zur Deckung dieser Ausgaben.

Sämtliche Einnahmen und Ausgaben der Provinz müssen im Haushaltsplan und in den Rechnungen angeführt werden.

Art. 40 - Keine Ausgabenübertragung von einem Abschnitt des Haushaltsplans auf einen anderen oder von einem Artikel des Haushaltsplans auf einen anderen darf ohne die Erlaubnis des Rates erfolgen.

Art. 41 - Die nach Art der Einnahmen und Ausgaben kurz zusammengefassten Rechnungen werden innerhalb des Monats nach demjenigen, in dem sie abgeschlossen wurden, im Bulletin der Provinz veröffentlicht und im Archiv der Verwaltung der Wallonischen Region hinterlegt. Dasselbe muss für die Haushaltspläne innerhalb des Monats nach ihrer Verabschiedung geschehen.

Die Rechnungen werden der Öffentlichkeit nach erfolgtem Abschluss einen Monat lang in der Kanzlei der Provinz zur Einsicht bereitgehalten.

Diese Hinterlegung wird der Öffentlichkeit durch das Bulletin der Provinz sowie durch mindestens eine in der Provinz verteilte Zeitung und durch eine Information auf der Internet-Webseite der Provinz mitgeteilt.

Art. 42 - Der Provinzialrat ist verpflichtet, jährlich alle Ausgaben, die laut Gesetz der Provinz zufallen, in die Ausgabenseite des Haushaltsplans aufzunehmen, insbesondere:

1° die Gehälter des Greffiers und der Mitglieder des Provinzkollegiums sowie ihre Fahrkostenentschädigungen;

2° die Ausgaben für Kathedralkirchen, Bischofspaläste und Diözesanseminare gemäß den Dekreten vom 18. Germinal des Jahres X und vom 30. Dezember 1809 sowie diejenigen in Bezug auf die islamische und die orthodoxe Religion, so wie in Artikel 19*bis* des Gesetzes vom 4. März 1870 vorgesehen;

3° die Miete, die Steuern und den Unterhalt für die Provinzialgebäude und die von der Provinz genutzten Gebäude;

4° die festgestellten und fälligen Schulden der Provinz sowie diejenigen, die sich aus gerichtlichen Verurteilungen gegen sie ergeben;

5° die Druckkosten für den Haushaltsplan und die zusammengefassten Rechnungen der Einnahmen und Ausgaben der Provinz;

6° die Kosten für die Ratssitzungen und die den Ratsmitgliedern bewilligten Anwesenheitsgelder und Entschädigungen sowie die Entschädigung, die den in Artikel 26 erwähnten Vertrauenspersonen bewilligt wird;

7° die Unterstützungsgelder, die den Gemeinden für große Reparaturen an Gemeindegebäuden zu gewähren sind;

8° die Mittel zur Bestreitung zufälliger oder unvorhergesehener Ausgaben der Provinz;

9° die Anteile der Miete und des Unterhalts der Gebäude, in denen die Dienststellen des Gouverneurs untergebracht sind, sowie des Unterhalts und der Erneuerung seines Mobiliars und der Betriebskosten, die sich auf die Ausübung der Zuständigkeiten von provinzialem Interesse beziehen.

Art. 43 - Zu Lasten der Region gehen insbesondere:

1° das Gehalt und die Fahrkosten des Gouverneurs; die Kosten für die Fahrten, die der Gouverneur im Auftrag der Provinz zurücklegt, gehen jedoch zu Lasten der Provinz;

2° die Gehälter und Bürokosten der zur Verfügung der Dienststellen des Gouverneurs gestellten Bediensteten der Region;

3° die Anteile der Miete und des Unterhalts der Gebäude, in denen der Gouverneur und seine Dienststellen untergebracht sind, sowie des Unterhalts und der Erneuerung seines Mobiliars und der Betriebskosten, die mit der Ausübung der regionalen Zuständigkeiten verbunden sind;

4° die Gehälter der Bezirkskommissare.

Art. 44 - Der Provinzialrat legt den Betrag der Gehälter der Bediensteten der Provinz fest.

Art. 45 - Der Provinzialrat entscheidet über die Schaffung und Verbesserung von Einrichtungen provinziellen Interesses.

Art. 46 - Der Provinzialrat genehmigt die Anleihen, den Erwerb, die Veräußerung und den Tausch von Gütern der Provinz sowie die Transaktionen bezüglich derselben Güter.

Er kann das Provinzkollegium damit beauftragen, die Bedingungen für die Anleihen zu regeln.

Art. 47 - Der Provinzialrat genehmigt die Gerichtsverfahren in Bezug auf Güter der Provinz sowohl als Kläger als auch als Beklagter, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 63.

Art. 48 - Der Provinzialrat wählt das Verfahren für die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen und legt deren Bedingungen fest.

Er kann diese Befugnisse dem Provinzkollegium übertragen für Aufträge mit Bezug auf die tägliche Verwaltung der Provinz im Rahmen der zu diesem Zweck im ordentlichen Haushaltsplan eingetragenen Mittel und wenn der Betrag des Auftrags den in Artikel 120, Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen festgesetzten Betrag nicht überschreitet.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Kollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Befugnisse ausüben.

Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner folgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

Der Provinzialrat leitet das Verfahren ein und vergibt den Auftrag. Falls er es für notwendig erachtet, kann er den Vertrag im Laufe seiner Ausführung abändern, sofern dadurch nicht über 10% Mehrkosten entstehen.

Art. 49 - Über die Ausführung von Instandhaltungs- oder Reparaturarbeiten, die mehrere Provinzen betreffen, muss der Rat jeder Provinz entscheiden; bei Uneinigkeit entscheidet die Regierung.

Art. 50 - Der Provinzrat kann einem oder mehreren seiner Mitglieder den Auftrag erteilen, vor Ort die Auskünfte einzuholen, die er im Rahmen seiner Befugnisse nötig hat.

Er kann sich mit den konstituierten Behörden und den Beamten in Verbindung setzen, um diese Auskünfte zu erhalten.

Haben untergeordnete Verwaltungsbehörden ungeachtet zweier aufeinanderfolgender brieflich belegter Mahnungen es versäumt, die verlangten Auskünfte zu erteilen, kann der Rat eines oder mehrere seiner Mitglieder beauftragen, auf persönliche Kosten der betreffenden Behörden die Auskünfte vor Ort einzuholen.

Art. 51 - Der Rat kann Provinzialverordnungen in Bezug auf die interne Verwaltung in den in Artikel 32 erwähnten Angelegenheiten erlassen.

Diese Verordnungen dürfen sich nicht auf Gegenstände beziehen, die bereits durch Gesetze, Dekrete oder Verordnungen in Bezug auf die allgemeine Verwaltung geregelt sind.

Sie sind von Rechts wegen aufgehoben, wenn die gleichen Gegenstände nachträglich durch Gesetze, Dekrete oder Verordnungen in Bezug auf die allgemeine Verwaltung geregelt werden.

Sie werden in der in den Artikeln 100 und 101 bestimmten Form veröffentlicht.

TITEL III — *Das Provinzkollegium*

KAPITEL I — *Die Provinzabgeordneten*

Art. 52 - § 1. Das Provinzkollegium setzt sich aus sechs Mitgliedern, die durch den Provinzialrat aus seiner Mitte gewählt und Provinzabgeordnete genannt werden, und dem Gouverneur der Provinz, der als Kommissar der Regierung teilnimmt, zusammen.

Das Provinzkollegium zählt Personen der beiden Geschlechter.

Mindestens einer der Provinzabgeordneten wird in jedem Gerichtsbezirk durch den Rat aus den im Gebiet gewählten oder wohnhaften Ratsmitgliedern ausgesucht. Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung werden die Gerichtsbezirke Verviers und Eupen als ein einziger Bezirk betrachtet.

§ 2. Bei einer Erneuerung des Provinzialrates können die gewählten Ratsmitglieder Kandidaten im Hinblick auf die Wahl der Provinzabgeordneten vorschlagen. Eine datierte Vorschlagsurkunde muss dem Präsidenten des Provinzialrates für jedes Mandat überreicht werden, und zwar spätestens drei Tage vor der Einsetzungssitzung des Rates.

Die Vorschlagsurkunden müssen mindestens von einer Mehrzahl der auf der Liste des vorgeschlagenen Kandidaten gewählten Ratsmitglieder unterschrieben werden, um zulässig zu sein. Falls aus der Liste, auf der der Kandidat steht, nur zwei gewählte Ratsmitglieder hervorgegangen sind, genügt es zur Beachtung der vorangehenden Bestimmung, wenn einer der beiden die Urkunde unterschreibt. Für dasselbe Mandat darf keiner mehr als eine Vorschlagsurkunde unterschreiben, es sei denn, ein vorgeschlagener Kandidat stirbt oder lehnt sein Mandat als Provinzialratsmitglied ab.

Sind keine Kandidaten gemäß dem vorerwähnten Absatz vorgeschlagen worden oder reichen die schriftlich eingereichten Kandidaturen zur vollständigen Bildung des Provinzkollegiums nicht aus, können während der Sitzung Kandidaten mündlich vorgeschlagen werden, mit Ausnahme der schriftlich vorgeschlagenen Kandidaten, die nicht gewählt worden sind.

Die Wahl erfolgt durch geheime Abstimmung, bei absoluter Stimmenmehrheit und durch ebenso viele getrennte Abstimmungen, wie Provinzabgeordnete zu wählen sind. Der Rang der Mitglieder des Provinzkollegiums wird durch die Reihenfolge der Abstimmungen bestimmt.

Wurde für ein offenes Mandat nur ein einziger Kandidat vorgeschlagen, erfolgt nur ein Wahlgang; in allen anderen Fällen und falls kein Kandidat nach zwei Wahlgängen die Mehrheit erhalten hat, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchgeführt; ergibt sich aus der Stichwahl Stimmgleichheit, wird das Mitglied mit dem höchsten Dienstalter als Mitglied des Provinzkollegiums gewählt.

§ 3. Die Provinzabgeordneten leisten den Eid während der Sitzung vor dem Präsidenten des Provinzialrates.

§ 4. Die zurücktretenden Provinzabgeordneten und die bei einer vollständigen Erneuerung ausscheidenden Provinzabgeordneten sowie das Kollegium, das Gegenstand eines wie in Artikel 60 vorgesehenen Antrags gewesen ist, regeln die laufenden Angelegenheiten der Provinz, bis die Mandate ihrer Nachfolger geprüft wurden und deren Einsetzung erfolgt ist.

Art. 53 - Der Präsident, der oder die Vizepräsidenten und die Mitglieder des Präsidiums des Provinzialrates sowie die Präsidenten der in Anwendung des Artikels 10 gegründeten Ausschüsse können nicht Mitglied des Provinzkollegiums sein.

Art. 54 - Das Amt als Provinzabgeordneter kann gleichzeitig mit höchstens einem entlohnten ausführenden Mandat ausgeübt werden.

Als entlohnte ausführende Mandate im Sinne des vorhergehenden Absatzes werden angesehen:

1° jedes Mandat als Vertreter des Staates, einer Gemeinschaft, einer Region, einer Provinz oder einer Gemeinde, das in einer öffentlichen oder privaten Einrichtung ausgeübt wird, soweit durch dieses Mandat mehr Befugnisse verliehen werden als die bloße Mitgliedschaft bei der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat dieser Einrichtung und ungeachtet des damit verbundenen Einkommens,

2° jedes Mandat als Vertreter des Staates, einer Gemeinschaft, einer Region, einer Provinz oder einer Gemeinde, das in einer öffentlichen oder privaten Einrichtung ausgeübt wird, soweit das damit verbundene monatliche steuerbare Bruttoeinkommen mindestens 500 Euro bei dem Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 erreicht. Dieser Betrag wird jährlich der Entwicklung des Verbraucherpreisindexes angepasst.

Art. 55 - Rechtsanwältinnen, die Provinzabgeordnete sind, dürfen nicht als Beistand auftreten in Sachen, die dem Kollegium möglicherweise vorgelegt werden oder für die es die Ermächtigung erteilt hat, gerichtliche Schritte zu unternehmen.

Sie dürfen nicht an Beratungen über Sachen teilnehmen, für die sie vor ihrer Wahl in das Provinzkollegium konsultiert wurden.

Art. 56 - Der Provinzabgeordnete, der von der Regierung zu einem besoldeten Amt ernannt wird und dieses annimmt, hört unverzüglich auf, in dieser Eigenschaft zu tagen, und kann sein Amt erst aufgrund einer Neuwahl wieder einnehmen.

Art. 57 - Die Provinzabgeordneten sind vor dem Provinzialrat verantwortlich.

Unbeschadet des Artikels 60 werden sie für einen Zeitraum von sechs Jahren gewählt.

Art. 58 - Von jedem Provinzabgeordneten, der ohne Zustimmung des Ausschusses während eines Monats ununterbrochen den Sitzungen fernbleibt, wird angenommen, dass er zurücktritt.

Dieser Rücktritt wird nach Billigung durch den Provinzialrat wirksam.

Art. 59 - Bei Ersetzung tagt der neugewählte Provinzabgeordnete bis zum Ablauf der Amtszeit seines Vorgängers, es sei denn, er tritt vorher aus dem Rat aus.

Art. 60 - § 1. Das Provinzkollegium, sowie jedes seiner Mitglieder, ist vor dem Provinzialrat verantwortlich.

Der Rat kann zu jeder Zeit einen Mißtrauensantrag gegen das Provinzkollegium oder gegen eines oder mehrere seiner Mitglieder annehmen.

Dieser Antrag ist nur dann zulässig, wenn er einen Nachfolger für das Provinzkollegium oder für eines bzw. mehrere seiner Mitglieder je nach Fall vorschlägt.

Die Abstimmung über den Antrag kann nur nach Ablauf einer Frist von mindestens drei Tagen ab der Registrierung seiner Hinterlegung während einer Sitzung des Provinzialrates erfolgen. Er kann nur mit der Mehrheit der Stimmen der Ratsmitglieder verabschiedet werden.

Die Verabschiedung des Antrags bewirkt den Rücktritt des Kollegiums oder des umstrittenen Mitglieds bzw. der umstrittenen Mitglieder sowie die Einsetzung des neuen Kollegiums oder des neuen Mitglieds bzw. der neuen Mitglieder.

§ 2. Das Provinzkollegium kann zu jeder Zeit beschließen, die Vertrauensfrage in der Form eines Antrags zu stellen.

Die Abstimmung über diesen Antrag kann nur nach Ablauf einer Frist von mindestens drei Tagen ab der Registrierung seiner Hinterlegung während einer Sitzung des Provinzialrates erfolgen.

Der Antrag wird nur dann angenommen, wenn die Mehrheit der Ratsmitglieder ihm zustimmt.

Wird das Vertrauen verweigert, so tritt das Provinzkollegium von Rechts wegen zurück.

§ 3. Wenn das Provinzkollegium oder eines bzw. mehrere seiner Mitglieder zurücktreten, wird unverzüglich für deren Ablösung gesorgt.

Solange es nicht abgelöst worden ist, regelt das zurücktretende Provinzkollegium die laufenden Sachen.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen in Bezug auf das Provinzkollegium*

Art. 61 - Den Vorsitz des Provinzkollegiums führt einer der Provinzabgeordneten, der durch den Provinzialrat bei deren Wahl bezeichnet wird.

Bei Verhinderung wird sein Amt vom Provinzabgeordneten, der als erster in der Reihenfolge der Wahl kommt, ausgeübt, es sei denn der Präsident hat einen anderen Provinzabgeordneten beauftragt, ihn zu ersetzen.

Der Gouverneur wohnt den Sitzungen des Kollegiums als Kommissar der Regierung ohne beratende oder beschließende Stimme bei.

Das Provinzkollegium legt seine Geschäftsordnung dem Provinzialrat zur Genehmigung vor.

Im Hinblick auf die Vorbereitung seiner Beratungen verteilt das Provinzkollegium die Angelegenheiten, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören, unter die Provinzabgeordneten. Es teilt dem Rat diese Verteilung mit.

Das Provinzkollegium kann beraten, wenn die Mehrheit der Provinzabgeordneten anwesend ist. Ist für irgendeine Sache die beschlussfähige Zahl der Provinzabgeordneten nicht erreicht, können ein beziehungsweise zwei Provinzialratsmitglieder hinzugezogen werden, um diese Anzahl zu ergänzen.

Die Ratsmitglieder werden entsprechend der Reihenfolge der Eintragung in der Anwesenheitstabelle hinzugezogen. Diese Tabelle wird erstellt nach dem Dienstalter der Ratsmitglieder, berechnet ab dem Tag ihres ersten Amtsantritts, und bei gleichem Dienstalter nach der Anzahl der bei den letzten Wahlen erhaltenen Stimmen. Die für die Provinzabgeordneten geltenden Unvereinbarkeiten gelten ebenfalls für die Provinzialratsmitglieder, die in Anwendung des vorliegenden Artikels zur Vervollständigung des Provinzkollegiums hinzugezogen werden. Besteht eine solche Unvereinbarkeit, können sie per Schreiben an den Präsidenten des besagten Kollegiums entweder für eine bestimmte

Sache oder generell darauf verzichten, zur Vervollständigung des Provinzkollegiums hinzugezogen zu werden.

Jeder Beschluss wird mit absoluter Mehrheit der anwesenden Provinzabgeordneten gefasst. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Das Provinzkollegium kann den Berichterstatter bestimmen, der die Akte vorbringt und die Vorschläge formuliert.

Von den Beratungen wird ein Protokoll erstellt. In den Protokollen werden die Namen der Mitglieder vermerkt, die der Sitzung beigewohnt haben.

Der Beschluss muss mit Gründen versehen sein.

In jedem Beschluss des Provinzkollegiums sind der Name des Berichtstatters sowie die Namen der anwesenden Mitglieder zu vermerken.

Die in den vorhergehenden Absätzen vorgeschriebenen Formalitäten sind zur Vermeidung der Nichtigkeit zu berücksichtigen.

Art. 62 - § 1. Die Provinzabgeordneten beziehen ein Gehalt in Höhe der parlamentarischen Entschädigung für ein Senatorenmandat.

§ 2. Sie erhalten eine Pauschalentschädigung, die alle mit der Ausübung ihres Amtes verbundenen Aufwendungen deckt.

Der Betrag dieser Entschädigung entspricht dem Betrag der Pauschalentschädigung, die für die im Rahmen eines Senatorenmandats entstandenen Kosten zuerkannt wird.

Provinzabgeordnete, die nicht in der Provinzhauptstadt wohnen, erhalten jedoch eine Fahrkostenentschädigung gemäß den vom Provinzialrat festgelegten Regeln.

§ 3. Der Betrag der Entschädigungen, Gehälter oder Anwesenheitsgelder, die ein Provinzabgeordneter als Entlohnung für Tätigkeiten bezieht, die es neben seinem Mandat als Provinzabgeordneter ausübt, darf die Hälfte des Betrags des in § 1 vorgesehenen Gehalts nicht überschreiten.

Bei der Berechnung dieses Betrags werden die Entschädigungen, Gehälter oder Anwesenheitsgelder berücksichtigt, die mit der Ausübung eines öffentlichen Mandats, öffentlichen Amtes oder öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag der Entschädigungen, Gehälter oder Anwesenheitsgelder, die mit der Ausübung eines in Absatz 2 erwähnten öffentlichen Mandats, öffentlichen Amtes oder öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind, entsprechend verringert.

Beginnen oder enden die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Tätigkeiten während des Mandats, setzt der betreffende Provinzabgeordnete den Präsidenten des Provinzialrates davon in Kenntnis.

§ 4. Der Provinzialrat legt den Betrag des Gehalts und der Pauschalentschädigung, die in den Paragraphen 1 und 2 Absatz 1 erwähnt sind, fest.

Außerdem legt er den Betrag der in § 2 Absatz 3 vorgesehenen Entschädigung fest.

Er legt die Modalitäten für die Anwendung der in § 3 vorgesehenen Regeln fest.

§ 6. Jedem Provinzabgeordneten kann ein Sekretariat beistehen. Der Provinzialrat legt die Zusammensetzung und die Finanzierung der Sekretariate sowie das Anwendungsverfahren, das Verwaltungsverfahren, die Entlohnung und die eventuellen Entschädigungen für die Sekretariatsmitarbeiter fest.

Art. 63 - Das Provinzkollegium gibt seine Stellungnahme zu allen Sachen ab, die ihm zu diesem Zweck aufgrund der Gesetze, der Dekrete oder von der Regierung vorgelegt werden.

Es beschließt unter Einhaltung des Artikels 32 über alles, was die tägliche Verwaltung der Interessen der Provinz betrifft, und über die Ausführung der Gesetze und der Dekrete, für die seine Mitwirkung erforderlich ist oder die ihm zu diesem Zweck von der Regierung zugesandt werden; es beschließt ebenfalls über Sachen, zu deren Behandlung der Gouverneur es im Rahmen seines Amtes als Kommissar der Regierung auffordert.

Das Provinzkollegium sorgt für die vorhergehende Untersuchung der Sachen provinziellen Interesses, die dem Rat oder dem Provinzkollegium selbst vorgelegt werden.

Es führt seine eigenen und die vom Rat gefassten Beschlüsse aus; es kann eines seiner Mitglieder damit beauftragen. Es kann ebenfalls eines oder mehrere seiner Mitglieder mit der Untersuchung einer Sache beauftragen.

Es kann die Provinz bei allen gegen sie erhobenen Klagen vor Gericht vertreten; es kann Klagen, bei denen es sich um bewegliche Güter handelt, anstrengen, Besitzklagen vor Gericht geltend machen und alle Handlungen zur Wahrung des Rechts vornehmen; es ernennt die Beistände der Provinz und die Bevollmächtigten, die mit der Vertretung der Provinz vor Gericht beauftragt sind. Gerichtsverfahren der Provinz, in denen die Provinz als Klägerin oder als Beklagte auftritt und deren Durchführung das Provinzkollegium beschließt, werden in seinem Namen von seinem Vorsitzenden geführt

Zur Untersuchung der Sachen kann das Provinzkollegium Angestellte der Dienststellen der Provinz heranziehen.

Art. 64 - Ein Provinzabgeordneter, gegen den eine Klage auf Schadenersatz vor einem Zivil- oder Strafgericht erhoben wird, kann die Region oder die Provinz in das Verfahren heranziehen.

Die Region oder die Provinz kann dem Verfahren freiwillig beitreten.

Art. 65 - Außer bei Rückfälligkeit haftet die Provinz zivilrechtlich für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen die Provinzabgeordneten infolge eines Verstoßes, den sie bei normaler Ausübung ihres Amtes begangen haben, verurteilt werden.

Die Regressklage der Provinz gegen den verurteilten Provinzabgeordneten ist beschränkt auf Fälle, in denen arglistige Täuschung, ein schwerwiegender Fehler oder ein leichter Fehler mit Gewohnheitscharakter vorliegt.

Art. 66 - Das Provinzkollegium ist für die Organisation des Archivs der Provinzialverwaltung verantwortlich.

Art. 67 - Die Mitglieder des Provinzkollegiums dürfen sich weder direkt noch indirekt an irgendeiner Dienstleistung, Gebührenerhebung, Lieferung oder Ausschreibung von öffentlichen Arbeiten für Rechnung der Provinz, des Staates, der Gemeinschaften und Regionen oder der Gemeinden in der Provinz beteiligen.

Art. 68 - Das Provinzkollegium kann einem oder mehreren seiner Mitglieder einen Auftrag erteilen, wenn das Interesse des Dienstes es erforderlich macht.

Art. 69 - Das Provinzkollegium bestimmt, sooft es dies für angebracht hält und mindestens einmal pro Jahr, eines oder mehrere seiner Mitglieder, um die Aufstellung der Einnahmen und Ausgaben der Provinz zu überprüfen.

Art. 70 - Über die Gelder der Provinz kann nur verfügt werden mittels Zahlungsanweisungen, die das Provinzkollegium ausstellt.

Die im Laufe einer Sitzung des Provinzkollegiums erteilten Zahlungsanweisungen werden von der Person, die bei dieser Sitzung den Vorsitz geführt hat, und von der Person, die dabei die Sekretariatsgeschäfte wahrgenommen hat, unterzeichnet.

In Abweichung von den vorangehenden Bestimmungen:

— dürfen sämtliche Personalausgaben in gleich welcher Höhe sowie die Betriebsausgaben und die Investitionsausgaben des außerordentlichen Dienstes von höchstens 50.000 Euro mit den gemäß Artikel 15 Absatz 1, 1° des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 über die Organisation des Rechnungshofes bereitgestellten Mitteln bezahlt werden;

— dürfen alle in die Hand zahlbaren Entlohnungen in gleich welcher Höhe sowie die Ausgaben für Arbeiten, Lieferungen und Transporte von höchstens 2.500 Euro mit den gemäß Artikel 15, Absatz 1, 2° desselben Gesetzes gewährten Geldvorschüssen bezahlt werden. Diese Vorschüsse dürfen 37.485 Euro pro Rechenschaftspflichtigen nicht überschreiten. Dieser Höchstbetrag darf jedoch bis in Höhe des Betrags überschritten werden, der für die Gewährleistung der Zahlung der in die Hand zahlbaren Entlohnungen erforderlich ist.

Die Belege für die Ausgaben, die durch Bereitstellung von Haushaltsmitteln oder mit Geldvorschüssen zu bestreiten sind, müssen vor Begleichung vom Provinzkollegium oder von den zu diesem Zweck von diesem Kollegium beauftragten Behörden und Beamten genehmigt werden.

Zahlungsanweisungen können nur innerhalb der Grenzen der im Haushaltsplan der Provinz bereitgestellten Haushaltsmittel ausgezahlt werden. Die allgemeine Ordnung über die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen der Provinzen wird von der Regierung festgelegt.

Art. 71 - Die allgemeinen Einnahmen und Ausgaben der Provinzen werden durch Vermittlung eines oder mehrerer Finanzinstitute getätigt, die, je nach Fall, den Vorschriften der Artikel 7, 65 und 66 des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute genügen.

Die in Absatz 1 erwähnten Institute sind ermächtigt, den Betrag der fällig gewordenen Schulden, die die Provinz ihnen gegenüber eingegangen ist, von Amts wegen vom Guthaben der Konten abzuheben, die sie zugunsten der Provinz eröffnet haben.

Werden andere als die von Amts wegen bestrittenen Ausgaben der Provinzen durch Vermittlung eines in Absatz 1 erwähnten Finanzinstituts beglichen, gilt die Lastschriftanzeige auf dem Abschnitt der Zahlungsaufträge, die die Provinz diesem Institut erteilt hat, als Zahlungsquittung. Diese Lastschriftanzeige wird von einem in Absatz 1 erwähnten Finanzinstitut mit Stempel datiert.

Vor Ende eines jeden Monats sorgt die Regierung für die Überweisung der Gelder, die die Regionalverwaltung im Laufe des vorhergehenden Monats für Rechnung der Provinz eingenommen hat.

Subventionen und andere Beteiligungen des Staates, der Gemeinschaft oder der Region werden von den zuständigen Verwaltungen überwiesen, sobald sie gewährt worden sind.

Die Regelung über die Anlage der Provinzgelder wird von der Regierung festgelegt

TITEL IV — *Der Provinzialeinnehmer*

Art. 72 - § 1. In jeder Provinz wird eine Stelle als Provinzialeinnehmer geschaffen.

§ 2. Der Provinzialeinnehmer wird vom Provinzialrat ernannt. Er wird nach einer durch die Provinz organisierten Prüfung im Wettbewerbsverfahren ernannt.

Die Kandidaten müssen den in § 4 festgesetzten Bedingungen genügen.

§ 3. Bevor er sein Amt antritt, leistet der Provinzialeinnehmer den folgenden Eid:

«Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes».

Er leistet den Eid vor dem Präsidenten des Provinzialrates.

Wenn der Einnehmer den Eid ohne rechtmäßigen Grund nicht leistet, nachdem er dazu per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief aufgefordert worden ist, wird davon ausgegangen, dass er auf seine Ernennung verzichtet.

§ 4. Um als Provinzialeinnehmer ernannt werden zu könne, müssen die Kandidaten den folgenden Bedingungen genügen:

1° Belgier sein;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° von tadelloser Führung sein;

4° den Milizgesetzen und den Gesetzen über die Wehrdienstverweigerung genügen;

5° Inhaber eines Diploms, das Zugang zu den Stellen der Stufe A der Regionalverwaltung gibt, oder, für die Mitglieder des Personals der Provinz, der Stufe A aufgrund der Anwerbung oder des Aufstiegs in einen höheren Dienstgrad angehören.

Diese Ernennung findet innerhalb von sechs Monaten nach der Vakanterklärung der Stelle statt.

§ 5. Der Provinzialeinnehmer untersteht der Amtsgewalt des Provinzkollegiums.

Art. 73 - Das Gehalt des Provinzialeinnehmers wird vom Provinzialrat gemäß der für Gemeindesekretäre in Gemeinden von achtzig Tausend bis hundertfünfzig Tausend Einwohnern geltenden Gehaltstabelle, wie sie in Artikel 28 des neuen Gemeindegesetzes vorgesehen ist, festgelegt.

Dienste, die der Provinzialeinnehmer vor seiner Ernennung in dieser Eigenschaft in einer Föderal-, Regional-, Provinzial oder Gemeindeverwaltung verrichtet hat, werden bei der Berechnung seines Gehaltes, das zu Lasten der Provinz geht, vollständig berücksichtigt.

Art. 74 - Der Provinzialrat kann dem Provinzialeinnehmer eine der Disziplinarstrafen, die im Statut der Bediensteten der Provinz vorgesehen sind, auferlegen.

Art. 75 - § 1. Im Falle einer gerechtfertigten Abwesenheit kann der Provinzialeinnehmer binnen drei Tagen und unter seiner Verantwortung für einen Zeitraum von höchstens dreißig Tagen einen vom Provinzkollegium zugelassenen Stellvertreter bestimmen. Diese Maßnahme kann für dieselbe Abwesenheit zweimal erneuert werden.

§ 2. In allen anderen Fällen kann der Provinzialrat einen diensttuenden Provinzialeinnehmer bestimmen. Dazu ist der Provinzialrat verpflichtet, wenn die Abwesenheit länger als drei Monate dauert.

§ 3. Der diensttuende Provinzialeinnehmer muss die Bedingungen erfüllen, die für die Ausübung des Amtes eines Provinzialeinnehmers erforderlich sind. Er übt alle Befugnisse aus, die dem Provinzialeinnehmer zufallen.

§ 4. Zu Beginn und am Ende seiner Amtstätigkeit wird unter Aufsicht des Provinzkollegiums eine Endabrechnung der Geschäftsführung aufgestellt und werden die Kasse sowie die Buchungsbelege übergeben.

Art. 76 - Der Provinzialeinnehmer ist verpflichtet, als Garantie für seine Geschäftsführung eine Kautions in Bargeld, Effekten oder in Form einer oder mehrerer Hypotheken zu leisten.

Die Regierung legt den Mindest- und Höchstbetrag der Kautions fest.

Spätestens in der Sitzung, wo der Provinzialeinnehmer den Eid leistet, legt der Provinzialrat im Rahmen der in Absatz 2 erwähnten Grenzen den Betrag der Kautions fest, die der Einnehmer leisten muss, sowie die Frist, die ihm dazu zur Verfügung steht.

Die Kautions wird bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse angelegt; die erbrachten Zinsen gehören dem Einnehmer.

Der Einnehmer kann die Kautions durch die Solidarbürgschaft einer von der Regierung zugelassenen Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ersetzen. Die Zulassung und die Satzung der Vereinigung werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Die Vereinigung kann die Kasse und die Buchführung des Einnehmers, für den sie eine Garantie übernommen hat, kontrollieren. Diese Kontrolle wird gemäß den Modalitäten und unter den Bedingungen durchgeführt, die zwischen der Vereinigung, dem Einnehmer und dem Provinzialrat vereinbart worden sind.

Die Vereinigung übermittelt allen Provinzialräten, für die sie eine Garantie übernommen hat, alljährlich ihre Rechnungen zusammen mit einem Tätigkeitsbericht.

Der Einnehmer kann die Kautions auch durch eine Bankgarantie oder eine Versicherung ersetzen, die die von der Regierung festgelegten Bedingungen erfüllt.

Art. 77 - Wird infolge einer Erhöhung der jährlichen Einnahmen oder aus irgendeinem anderen Grunde entschieden, dass die durch den Provinzialrat festgesetzte Kautions unzureichend ist, so muss der Einnehmer innerhalb einer begrenzten Frist eine zusätzliche Kautions leisten, für die dieselben Vorschriften gelten wie für die ursprüngliche Kautions.

Das Provinzkollegium sorgt dafür, dass die Kautions wirklich geleistet und zu gegebener Zeit erneuert wird

Art. 78 - Jeder Provinzialeinnehmer, der seine Kautions oder zusätzliche Kautions nicht in der vorgeschriebenen Frist geleistet und diese Verzögerung nicht ausreichend gerechtfertigt hat, gilt als ausgeschieden und wird ersetzt.

Alle Kosten betreffend die Leistung der Kautions gehen zu Lasten des Provinzialeinnehmers.

Art. 79 - Weist die Provinzialkasse ein Defizit auf, hat die Provinz ein Vorzugsrecht auf die Kautions des Provinzialeinnehmers, wenn diese Sicherheiten in Bargeld geleistet worden sind.

Art. 80 - Dem Provinzialeinnehmer obliegen:

- a. die Buchführung der Provinz und die Aufstellung der Jahresrechnungen;
- b. die Begleichung der Ausgaben auf ordnungsgemäße Zahlungsanweisungen hin, alleine und auf eigene Verantwortung;
- c. die Verwaltung der auf den Namen der Provinz eröffneten Konten und der allgemeinen Kassenmittel der Provinz;
- d. die Anlage der Barmittel;
- e. die Kontrolle und die Zentralisierung der von dem Rat, dem Kollegium oder den von ihnen bezeichneten Bediensteten getätigten Ausgabenverpflichtungen;
- f. die Kontrolle der Sondereinnahmer;
- g. die Erhebung und die Zwangseintreibung der Provinzialsteuern in Anwendung des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern;
- h. die Abgabe von finanziellen Gutachten bei der Erstellung des Haushaltsplans und des Mehrjahresfinanzplans. Diese Gutachten gelten als günstig, wenn sie nicht dem Provinzkollegium binnen einer von ihm zum Zeitpunkt des Antrags festgesetzten Frist, die nicht kürzer als vier Tage sein darf, übermittelt werden.

Falls der Einnahmer die Auszahlung ordnungsgemäßer Zahlungsanweisungen verweigert oder hinausschiebt, wird deren Auszahlung auf Vollstreckungsbefehl des Provinzialrates durchgesetzt, der den Einnahmer vorladen kann und ihn, falls er erscheint, zuvor anhört.

Art. 81 - Es ist dem Provinzialeinnahmer untersagt, selbst oder durch eine Zwischenperson Handel zu treiben.

Der Provinzialrat erlegt dem Provinzialeinnahmer, der gegen dieses Verbot verstößt, eine Disziplinarstrafe auf.

Art. 82 - Wenn der Provinzialeinnahmer aus seinem Amt ausscheidet, wird eine Endabrechnung der Geschäftsführung aufgestellt.

Art. 83 - Setzt der Provinzialrat Sondereinnahmer ein, die mit der Eintreibung bestimmter Einnahmen beauftragt sind, bestimmt er die Garantien, die diese Rechenschaftspflichtigen zu leisten haben; die Einnahmen dieser Sondereinnahmer werden regelmäßig gemäß Artikel 71 auf das allgemeine Konto der Provinz überwiesen.

Die mit der Beaufsichtigung, der Aufbewahrung oder der Benutzung der der Provinz gehörenden Stoffe oder des der Provinz gehörenden Materials beauftragten Bediensteten sind für diese Stoffe oder dieses Material verantwortlich und werden den Sondereinnahmern oder den Rechenschaftspflichtigen für die Geldmittel gleichgestellt, was die zu leistenden Garantien und die dem Rechnungshof gegenüber abzulegende Rechenschaft betrifft.

Das Mobiliar der Provinz wird inventarisiert. Zum Mobiliar gehören die Maschinen, die Apparate und das Material, mit deren Beaufsichtigung die in Absatz 2 erwähnten rechenschaftspflichtigen Bediensteten nicht beauftragt sind.

Die für jede Einrichtung oder für jeden Dienst aufgestellten Inventare des Mobiliars werden alljährlich und bei jeder Versetzung des verantwortlichen Beamten verglichen.

Art. 84 - Das Provinzkollegium beauftragt eines seiner Mitglieder, mindestens einmal im Jahr die Provinzkasse zu überprüfen; es kann die öffentlichen Kassen so oft, wie es vom Kollegium für nötig gehalten wird, überprüfen.

TITEL V — Die Provinzialregionen, die autonomen Provinzialregionen und die Beteiligungen der Provinz an den Interkommunalen, den V.o.E. und den anderen Vereinigungen

KAPITEL I — Die Provinzialregionen

Art. 85 - § 1. In den Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallen, können die Provinzialeinrichtungen und -dienste als Regionen eingerichtet und unabhängig von den allgemeinen Dienststellen der Provinz verwaltet werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Notwendigkeit dieser Organisation ist Gegenstand einer besonderen Begründung, die auf dem Vorhandensein eines besonderen Bedürfnisses öffentlichen Interesses beruht, dem nicht durch die allgemeinen Dienststellen oder die Einrichtungen der Provinz wirksam nachgekommen werden kann und das Gegenstand einer genauen Beschreibung ist;

2° die Regie betrifft ausschließlich Zuständigkeiten der Provinz so wie sie in Artikel 32 beschrieben werden.

§ 2. Der Provinzialrat schreibt der Provinzialregie einen Geschäftsführungsplan vor, in dem die Art und der Umfang der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die sie aufnehmen muss, sowie die Indikatoren, die eine Bewertung ihrer Aufgaben ermöglichen, genannt werden.

Dieser Plan gilt für einen Zeitraum von drei Jahren. Er ist erneuerbar.

Jedes Jahr erstellt das Provinzkollegium einen Bericht zur Bewertung der Durchführung des Geschäftsführungsplans.

Auf der Grundlage dieses Berichts überprüft der Provinzialrat die Durchführung der mit dem Geschäftsführungsplan verbundenen Verpflichtungen.

Art. 86 - Die Verwaltung der Regionen erfolgt nach industriellen und kommerziellen Methoden.

Das Finanzjahr der Regionen entspricht dem Kalenderjahr.

Die Rechnung der Regionen umfasst die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Gewinn- und Verlustrechnung, die am 31. Dezember eines jeden Jahres abgeschlossen werden.

Der Reingewinn der Regionen wird alljährlich an die Provinzialkasse überwiesen.

Art. 87 - Einnahmen und Ausgaben der Provinzialregionen können von einem besonderen Rechenschaftspflichtigen getätigt werden.

Dieser Rechenschaftspflichtige wird den in Artikel 83 erwähnten Sondereinnahmern gleichgestellt, was die zu leistenden Garantien angeht.

KAPITEL II — Die autonomen Provinzialregien

Art. 88 - § 1. Für die Angelegenheiten, die in Anwendung des Artikels 32 in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallen, kann der Provinzialrat die Einrichtungen und Dienste industrieller oder kommerzieller Art als autonome Provinzialregien mit Rechtspersönlichkeit einrichten, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Notwendigkeit dieser Organisation ist Gegenstand einer besonderen Begründung des Rates, die auf dem Vorhandensein eines spezifischen Bedürfnisses öffentlichen Interesses beruht, das Gegenstand einer genauen Beschreibung ist und nicht durch einen Dienst, eine provinzielle Einrichtung oder eine Provinzialregie erfüllt werden kann;

2° die autonome Provinzialregie hat provinzielle Angelegenheiten, so wie in Artikel 32 aufgelistet, zum Gegenstand.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Tätigkeiten industrieller oder kommerzieller Art, für die der Provinzialrat eine Provinzialregie gründen kann.

Art. 89 - § 1. Die autonomen Provinzialregien werden von einem Verwaltungsrat und einem Direktionsausschuss verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die für die Verwirklichung des Zwecks der autonomen Provinzialregie nützlich oder notwendig sind.

Der Verwaltungsrat kontrolliert die vom Direktionsausschuss wahrgenommene Geschäftsführung. Der Direktionsausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht.

Der Provinzialrat bestimmt die Mitglieder des Verwaltungsrats der autonomen Provinzialregie. Ihre Anzahl darf ein Fünftel der Anzahl Provinzialratsmitglieder nicht überschreiten. Die die Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Provinzialrat bezeichnet, ohne Berücksichtigung der besagten Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden.

Jede Fraktion, die nicht von Absatz 3 betroffen ist, wird unter Berücksichtigung der begrenzten Anzahl der verfügbaren Mandate vertreten.

Der Verwaltungsrat wählt unter seinen durch den Provinzialrat bezeichneten Mitgliedern einen Präsidenten.

Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Der Direktionsausschuss ist mit der täglichen Geschäftsführung, mit der Vertretung bezüglich dieser Geschäftsführung sowie mit der Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt. Er setzt sich aus einem geschäftsführenden Verwalter und vier Verwalter-Direktoren zusammen, die alle vom Verwaltungsrat aus seiner Mitte, mehrheitlich unter den vom Provinzialrat bestimmten Mitgliedern, bestimmt werden.

Den Vorsitz des Direktionsausschusses führt der geschäftsführende Verwalter. Bei Stimmgleichheit im Direktionsausschuss ist seine Stimme ausschlaggebend.

Art. 90 - Die Überprüfung der finanziellen Lage und der Jahresrechnungen der autonomen Provinzialregien wird einem Kollegium von drei Kommissaren anvertraut, die vom Provinzialrat außerhalb des Verwaltungsrates der Regie bestimmt werden und von denen mindestens ein Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist.

Mit Ausnahme des Letzteren sind die Mitglieder des Kollegiums der Kommissare alle Mitglieder des Provinzialrates.

Art. 91 - Für Provinzialratsmitglieder, deren Mandat zu Ende geht, wird davon ausgegangen, dass sie von Rechts wegen aus der autonomen Provinzialregie ausscheiden.

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der autonomen Provinzialregien gehen zu Ende bei der ersten Versammlung des Verwaltungsrates nach Einsetzung des Provinzialrates.

Art. 92 - § 1. Die autonomen Provinzialregien entscheiden im Rahmen ihres Zweckes frei über den Erwerb, die Verwendung und die Veräußerung ihrer körperlichen und unkörperlichen Güter, über die Begründung oder die Abschaffung von dinglichen Rechten an diesen Gütern sowie über die Ausführung derartiger Entscheidungen und über die Art ihrer Finanzierung.

§ 2. Sie können sich direkt oder indirekt an öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Gesellschaften, Vereinigungen und Einrichtungen, deren Gesellschaftszweck mit ihrem Zweck vereinbar ist, beteiligen.

Diese Entscheidungen sind Gegenstand eines besonderen Punktes in dem jährlichen Bewertungsbericht, der dem Provinzialrat übermittelt wird.

Unabhängig vom Umfang der Einbringungen der verschiedenen Parteien ins Gesellschaftskapital verfügt die autonome Provinzialregie über die Mehrheit der Stimmen und führt den Vorsitz in den Organen der Filialen.

Die der Regie in den verschiedenen Verwaltungs- und Kontrollorganen erteilten Mandate werden vom Provinzialrat proportional zu diesem gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches unter ihren Mitgliedern erteilt. Die Inhaber der besagten Mandate halten den Mitgliedern des Provinzialrates die Protokolle aller Versammlungen der verschiedenen Instanzen sowie die Haushaltspläne und die Jahresrechnungen zur Verfügung.

Die Provinzialratsmitglieder, die als Verwalter oder Kommissar in den Organen einer autonomen Provinzialregie sitzen, dürfen in einer Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung öffentlichen oder privaten Rechts, an der die Regie beteiligt ist, weder ein besoldetes Mandat als Verwalter oder Kommissar wahrnehmen noch irgendeine entlohnte Tätigkeit ausüben.

Art. 93 - § 1. Der Provinzialrat schließt mit der autonomen Provinzialregie einen Geschäftsführungsvertrag ab, in dem die Art und der Umfang der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen werden muss, sowie die Indikatoren, die die Bewertung dieser Aufgaben ermöglichen sollen, festgesetzt werden.

Dieser Vertrag gilt für einen Zeitraum von drei Jahren. Er ist erneuerbar.

§ 2. Der Verwaltungsrat erstellt jedes Jahr einen Unternehmensplan, in dem der in § 1 erwähnte Geschäftsführungsvertrag in die Tat umgesetzt wird.

Zum Zeitpunkt der Erstellung des Geschäftsführungsvertrags erstellt außerdem der Verwaltungsrat einen Bewertungsbericht über die Durchführung des Unternehmensplans des vorigen Geschäftsjahres sowie einen Bericht über die Durchführung des Geschäftsführungsvertrags.

Der Unternehmensplan und der Tätigkeitsbericht werden dem Provinzialrat zur Billigung vorgelegt. Die beauftragten Ratsmitglieder berichten über die in § 2, Absatz 2 erwähnte Bewertung.

§ 3. Der Provinzialrat kann den Verwaltungsrat jederzeit um einen Bericht über die Tätigkeiten der autonomen Provinzialregie oder über verschiedene ihrer Tätigkeiten bitten.

Art. 94 - Die Artikel 63, 130 bis 144, 165 bis 167, 517 bis 530, 538, 540 et 561 bis 567 des Gesetzbuches über die Gesellschaften sind auf die autonomen Provinzialregien anwendbar, es sei denn, es wird ausdrücklich davon in dem vorliegenden Dekret abgewichen.

Art. 95 - Die autonomen Provinzialregien unterliegen dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen.

KAPITEL III — Die Beteiligungen der Provinz an den Interkommunalen, den V.o.E. und sonstigen Vereinigungen

Abschnitt 1 — Die Interkommunalen

Art. 96 - Für die Angelegenheiten, die in Anwendung des Artikels 32 in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallen, kann die Provinz eine Interkommunale nur dann gründen oder sich daran beteiligen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Notwendigkeit dieser Gründung oder dieser Beteiligung ist Gegenstand einer besonderen Begründung, die auf dem Vorhandensein eines spezifischen Bedürfnisses öffentlichen Interesses beruht, das nicht durch die allgemeinen Dienste, die Einrichtungen oder die Regien der Provinz erfüllt werden kann und das Gegenstand einer genauen Beschreibung ist;

2° der bestimmte Zweck bzw. die bestimmten Zwecke kommunalen Interesses, die den Gesellschaftszweck der Interkommunale gemäß Artikel 2, Absatz 1 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen darstellen, betreffen ausschließlich Zuständigkeiten der Provinz, so wie in Artikel 32 beschrieben.

Abschnitt 2 — Die V.o.E. und sonstigen Vereinigungen

Art. 97 - § 1. In den Angelegenheiten, die in Anwendung des Artikels 32 in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallen, kann die Provinz eine V.o.E. oder eine sonstige Vereinigung nur dann gründen oder sich daran beteiligen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Notwendigkeit dieser Gründung oder dieser Beteiligung ist Gegenstand einer besonderen Begründung, die auf dem Vorhandensein eines spezifischen Bedürfnisses öffentlichen Interesses beruht, das nicht durch die allgemeinen Dienste, die Einrichtungen oder die Regien der Provinz auf wirksame Weise erfüllt werden kann und das Gegenstand einer genauen Beschreibung ist.;

2° der Gesellschaftszweck der V.o.E. oder der Vereinigung betrifft ausschließlich Zuständigkeiten der Provinz, so wie in Artikel 32 beschrieben, und dies nur für diesen Teil des Zwecks.

§ 2. Die Provinz schließt mit der V.o.E. oder der Vereinigung einen Geschäftsführungsvertrag ab, in dem die Art und der Umfang der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen werden muss, sowie die Indikatoren, die die Bewertung dieser Aufgaben ermöglichen sollen, festgesetzt werden.

Dieser Plan gilt für einen Zeitraum von drei Jahren. Er ist erneuerbar.

Jedes Jahr erstellt der Provinzialrat einen Bewertungsbericht über die Durchführung des Verwaltungsplans.

Auf der Grundlage dieses Berichts überprüft der Provinzialrat die Erfüllung der mit dem Verwaltungsplans verbundenen Verpflichtungen.

Art. 98 - Der Provinzialrat bezeichnet seine Vertreter im Verwaltungsrat der V.o.E..

Ihre Anzahl darf ein Fünftel der Anzahl Provinzialratsmitglieder nicht überschreiten.

Die die Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Provinzialrat bezeichnet, ohne Berücksichtigung der besagten Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden.

Jede Fraktion, die nicht von Absatz 1 des vorliegenden Artikels betroffen ist, wird unter Berücksichtigung der begrenzten Anzahl der verfügbaren Mandate vertreten.

Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 99 - Unbeschadet der Artikel 96 und 97 ist die Verpflichtung in Bezug auf den Geschäftsführungsvertrag sowie auf seinen jährlichen Bewertungsbericht mindestens in allen Fällen, in denen die Provinz eine Interkommunale, eine V.o.E. oder eine sonstige Vereinigung für eine mindestens 50.000 Euro pro Jahr entsprechende Beihilfe im Sinne des Gesetzes vom 14. November 1983 über die für die Gewährung und die Verwendung von bestimmten Zuschüssen vorgesehene Kontrolle bezuschusst, anwendbar.

TITEL VI — Die Verordnungen und Verfügungen des Provinzialrates oder des Provinzkollegiums

Art. 100 - Die Verordnungen und Verfügungen des Provinzialrates oder des Provinzkollegiums werden in ihrem Namen veröffentlicht, von ihrem jeweiligen Präsidenten unterschrieben und vom Provinzgreffier gegengezeichnet.

Diese Verordnungen und Verfügungen werden im Bulletin der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht.

Art. 101 - § 1. Die vom Präsidenten unterschriebenen und vom Provinzgreffier gegengezeichneten Verordnungen und Verfügungen, die gegebenenfalls von der Regierung genehmigt worden sind, werden den von der Sache betroffenen Behörden übermittelt.

Sie werden am achten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Bulletin der Provinz oder auf der Internet-Webseite der Provinz verbindlich, außer wenn diese Frist in der Verordnung oder Verfügung verkürzt worden ist.

Der Provinzialrat oder das Provinzkollegium kann neben der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz eine besondere Weise der Bekanntmachung vorschreiben.

§ 2. Die Korrespondenz und die Akte der Provinz werden vom Präsidenten des Provinzkollegiums unterschrieben und vom Provinzgreffier gegengezeichnet.

Der Präsident des Kollegiums kann einem oder mehreren Mitgliedern des Provinzkollegiums schriftlich die Befugnis übertragen, bestimmte Dokumente zu unterschreiben. Er kann diese Befugnisübertragung jederzeit widerrufen.

Vor der Unterschrift, dem Namen und der Eigenschaft des Provinzabgeordneten, dem die Zeichnungsbefugnis übertragen worden ist, muss der Vermerk dieser Befugnisübertragung stehen.

Das Provinzkollegium kann den Provinzgreffier ermächtigen, einem oder mehreren Beamten der Provinz die Befugnis zu übertragen, bestimmte Dokumente gegenzuzeichnen.

Diese Befugnisübertragung erfolgt schriftlich; der Provinzialrat wird in seiner nächstfolgenden Sitzung davon in Kenntnis gesetzt.

Auf allen Dokumenten, die der beauftragte Beamte unterschreibt, muss vor seiner Unterschrift, seinem Namen und seiner Eigenschaft der Vermerk der Befugnisübertragung stehen

TITEL VII — *Der Provinzgreffier*

Art. 102 - § 1. Der Provinzgreffier wird vom Provinzialrat ernannt. Er wird auf der Grundlage eines durch die Provinz organisierten Wettbewerbsverfahrens ernannt.

Die Kandidaten müssen den in § 3 festgesetzten Bedingungen genügen.

§ 2. Bevor er sein Amt antritt, leistet der Provinzgreffier den folgenden Eid:

«Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes».

Er leistet den Eid vor dem Präsidenten des Provinzialrates während einer öffentlichen Sitzung des Provinzialrates.

Wenn der Greffier den Eid ohne rechtmäßigen Grund nicht leistet, nachdem er per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief aufgefordert worden ist, dies während der nächsten Sitzung des Provinzialrates zu tun, wird davon ausgegangen, dass er auf seine Ernennung verzichtet.

Der Provinzgreffier ist verpflichtet, in der Provinz zu wohnen.

§ 3. Um zum Provinzgreffier ernannt werden zu können, müssen die Kandidaten den folgenden Bedingungen genügen:

1° Belgier sein;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° von tadelloser Führung sein;

4° den Milizgesetzen und den Gesetzen über die Wehrdienstverweigerung genügen;

5° Inhaber eines der folgenden Diplome sein:

— Doktor oder Lizentiat der Rechte;

— Lizentiat der Verwaltungswissenschaften;

— Lizentiat in Notariat;

— Lizentiat der Staatswissenschaften;

— Lizentiat der Wirtschaftswissenschaften;

— Lizentiat der Handelswissenschaften.

Diese Ernennung findet innerhalb von sechs Monaten nach der Vakanterklärung der Stelle statt.

Art. 103 - Der Provinzialrat legt das Gehalt des Provinzgreffiers innerhalb der Mindest- und Höchstgrenzen der Gehaltstabelle für das Amt eines Gemeindegemeinsekretärs in den gemäß Artikel 28 des neuen Gemeindegesetzes in der höchsten Kategorie eingestuftten Gemeinden fest. Der Provinzialrat bestimmt die Entschädigungen und Zulagen, die der Greffier wie die anderen Provinzialbeamten bezieht.

Art. 104 - Der Provinzialrat kann dem Provinzgreffier eine der Disziplinarstrafen, die im Statut der Bediensteten der Provinz vorgesehen sind, auferlegen.

Für die Nichterfüllung der Verpflichtungen in Bezug auf seine Leitung der Arbeiten der Bediensteten des Staates oder der Region, die in den Dienststellen des Gouverneurs affektiert sind, kann er nur auf Vorschlag des Gouverneurs der Provinz Gegenstand eines Disziplinarverfahrens sein.

Art. 105 - § 1. Im Falle einer gerechtfertigten Abwesenheit kann der Provinzgreffier binnen drei Tagen und unter seiner Verantwortung für einen Zeitraum von höchstens dreißig Tagen einen vom Provinzkollegium zugelassenen Stellvertreter bestimmen. Diese Maßnahme kann für dieselbe Abwesenheit zweimal erneuert werden.

In allen anderen Fällen bestimmt der Provinzialrat einen diensttuenden Provinzialeinnehmer. Bei Dringlichkeit wird die Bezeichnung vom Provinzkollegium vorgenommen und vom Provinzialrat während seiner nächsten Sitzung bestätigt.

Der diensttuende Provinzgreffier muss die Bedingungen erfüllen, die für die Ausübung des Amtes eines Provinzgreffiers erforderlich sind. Er übt alle Befugnisse aus, die dem Provinzgreffier zufallen.

Art. 106 - Der Provinzgreffier wohnt den Sitzungen des Provinzialrates und des Provinzkollegiums bei; ihm obliegen insbesondere die Abfassung der Protokolle und die Übertragung der Beratungen; zu diesem Zweck führt er für den Rat und für das Kollegium getrennte Register, die keine Leerräume oder Zwischenzeilen aufweisen dürfen; diese Register werden vom Präsidenten nach Seiten numeriert und paraphiert.

In der Geschäfts- und der Dienstordnung werden die Beratungen und Beschlüsse bestimmt, die übertragen werden müssen.

Die so übertragenen Akte wie auch die Urschriften aller Beratungen werden innerhalb eines Monats vom Greffier unterschrieben entweder zusammen mit dem Präsidenten des Rates beziehungsweise des Provinzkollegiums - je nachdem, ob es sich um eine Sitzung des Rates oder des Provinzkollegiums handelt - oder zusammen mit allen Mitgliedern des Kollegiums, die an der Sitzung teilgenommen haben, gemäß den Bestimmungen der Ordnung.

Art. 107 - Ausfertigungen werden nur mit der Unterschrift des Greffiers und dem Siegel der Provinz, das er verwahrt, ausgestellt.

Dem Greffier obliegt die Aufbewahrung des Archivs; er ist verpflichtet, den Mitgliedern des Provinzialrates und des Provinzkollegiums alle bei ihm beantragten Schriftstücke vor Ort zur Einsicht bereitzuhalten und nötigenfalls Kopien dieser Schriftstücke abzugeben.

Er übermittelt jedem Provinzialratsmitglied ein Exemplar von allem, was im Namen des Provinzialrates und des Provinzkollegiums gedruckt wird.

Er ist verpflichtet, allen Interessehabenden die Akte des Rates oder des Provinzkollegiums und die im Archiv hinterlegten Schriftstücke vor Ort zur Einsicht bereitzuhalten.

Der Provinzgreffier ist das Oberhaupt des gesamten bei der Provinzialverwaltung beschäftigten Personals.

Er leitet die Arbeiten der Dienste gemäß den Richtlinien des Gouverneurs für die den Diensten des Gouverneurs zugeteilten Bediensteten und des Provinzkollegiums für das Provinzialpersonal.

TITEL VIII — Der Gouverneur

KAPITEL I — Der Gouverneur in seinen Beziehungen mit dem Provinzialrat und dem Provinzkollegium

Art. 108 - Im Rahmen seines Amtes als Kommissar der Regierung wohnt der Gouverneur oder derjenige, der ihn in seinem Amt vertritt, den Beratungen des Provinzialrates bei; auf seinen Antrag wird er angehört; die Provinzialratsmitglieder können auf diese Intervention antworten; er kann dem Rat jeglichen Antrag, den er als passend betrachtet, richten. Der Rat muss darüber beraten.

Der Rat kann seine Anwesenheit verlangen.

Art. 109 - Die Regierung kann den Gouverneur mit der Durchführung der Dekrete und der Erlasse sowie deren Ausführungsmaßnahmen in der Provinz beauftragen.

KAPITEL II — Allgemeine Bestimmungen in Bezug auf den Gouverneur

Art. 110 - Der Gouverneur wohnt in der Provinz.

Die Regierung sorgt dafür, dass die Gouverneure über die zur Durchführung ihrer regionalen Aufgaben notwendigen Mittel und Personalbestände verfügen.

Die Regierung regelt die Eingliederung des Personals der Dienststellen des Gouverneurs in den Stellenplan des gemäß Artikel 32, § 4 ernannten Provinzpersonals.

Der Gouverneur wird von einem Sekretariat unterstützt. Die Regierung setzt dessen Zusammensetzung fest und bestimmt die Regelung, die auf die Mitglieder des Sekretariats anwendbar ist, sowie die Entschädigungen, auf die sie Anspruch haben.

Art. 111 - Es ist dem Gouverneur verboten, sich direkt oder indirekt an irgendeiner Lieferung, irgendeiner Ausschreibung oder irgendeinem Auftrag zu beteiligen, die in der Provinz für Rechnung einer Behörde oder einer öffentlichen Verwaltung ausgeführt werden oder auszuführen sind.

Art. 112 - Als Kommissar der Regierung prüft der Gouverneur mindestens einmal im Jahr die Provinzialkasse; er kann die öffentlichen Kassen prüfen lassen, so oft er es für nötig hält oder auf Antrag der Regierung.

TITEL IX — Die Bezirkskommissare

Art. 113 - Für einen oder für mehrere Verwaltungsbezirke kann es einen Kommissar der Regionalregierung geben, der den Titel eines Bezirkskommissar führt, der den Gouverneur der Provinz, in dessen Zuständigkeitsbereich der bzw. die Bezirke fallen, unterstützt und dessen andere Aufgaben alle von der Regierung festgesetzt werden.

Falls es keinen Bezirkskommissar in der Provinz gibt; werden diese Aufgaben von dem Gouverneur der Provinz ausgeübt.

TITEL X — Gemeinsame Bestimmungen für den Gouverneur, den Greffier und die Bezirkskommissare

Art. 114 - § 1. Es dürfen weder Provinzgouverneur noch Provinzgreffier, noch Bezirkskommissar sein:

- 1° Inhaber eines Amtes des gerichtlichen Standes;
- 2° Diener der Kulte und Vertreter der bekenntnisneutralen Organisationen;
- 3° Personen, die vom Staat, von den Gemeinschaften, von der Provinz oder der Gemeinde für ein anderes Amt als das eines Gouverneurs oder Greffiers besoldet werden;
- 4° Personen, die mit einem Lehramt beauftragt sind und vom Staat, von den Gemeinschaften, von der Provinz oder der Gemeinde besoldet werden, ordentliche und außerordentliche Professoren und Lehrbeauftragte an staatlichen Universitäten ausgenommen;
- 5° Bürgermeister, Schöffen, Gemeinderatsmitglieder, Präsidenten und Ratsmitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, Gemeindegemeindefunktionäre und -einnehmer und Einnehmer der öffentlichen Sozialhilfezentren;
- 6° Rechtsanwälte und Notare.

§ 2. Das Amt eines Provinzgouverneurs, eines Provinzgreffiers und eines Bezirkskommissars ist unvereinbar mit jedem anderen Amt, das dem Gouverneur, dem Provinzialrat oder dem Provinzkollegium direkt untergeordnet ist.

§ 3. Weder der Provinzgouverneur, der Provinzgreffier und die Bezirkskommissare noch einer der beiden Erstgenannten und ein Mitglied des Provinzkollegiums dürfen miteinander verheiratet oder bis zum vierten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert sein.

Eine während der Amtszeit eingetretene Verschwägerung führt nicht zur Beendigung des Amtes. Dies trifft auf eine Eheschließung oder auf das gesetzliche Zusammenwohnen jedoch nicht zu.

TITEL XI — Volksbefragung auf provinzieller Ebene

Art. 115 - Der Provinzialrat kann entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag der Einwohner der Provinz beschließen, die Einwohner über Angelegenheiten provinziellen Interesses zu befragen.

Eine von den Einwohnern der Provinz ausgehende Initiative muss von mindestens 10 Prozent der Einwohner unterstützt werden.

Art. 116 - Jeglicher Antrag auf die Durchführung einer Volksbefragung auf Initiative der Einwohner der Provinz ist per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an das Provinzkollegium zu richten.

Dem Antrag werden ein mit Gründen versehener Schriftsatz und Unterlagen zur Unterrichtung des Provinzialrates beigelegt.

Art. 117 - Der Antrag ist nur zulässig, wenn er anhand eines von der Provinz ausgehändigten Formulars eingereicht wird und neben dem Namen der Provinz und dem Text von Artikel 196 des Strafgesetzbuches folgende Angaben enthält:

- 1° die Frage beziehungsweise die Fragen, auf die sich die vorgeschlagene Befragung beziehen soll;
- 2° Name, Vornamen, Geburtsdatum und Wohnsitz aller Unterzeichner des Antrags;
- 3° Name, Vornamen, Geburtsdatum und Wohnsitz der Personen, die die Initiative zur Volksbefragung ergreifen.

Art. 118 - Sofort nach Eingang des Antrags überprüft das Provinzkollegium, ob der Antrag durch eine ausreichende Anzahl gültiger Unterschriften unterstützt wird.

Bei dieser Überprüfung streicht das Kollegium:

1° doppelte Unterschriften;

2° Unterschriften von Personen, die die in Artikel 119, § 1 festgelegten Bedingungen nicht erfüllen;

3° Unterschriften von Personen, für die die gemachten Angaben nicht zur Überprüfung ihrer Identität ausreichen.

Die Überprüfung wird abgeschlossen, sobald die erforderliche Anzahl gültiger Unterschriften erreicht ist. In diesem Fall organisiert der Provinzialrat eine Volksbefragung.

Art. 119 - § 1. Um eine Volksbefragung beantragen oder daran teilnehmen zu können, muss der Betreffende folgende Bedingungen erfüllen:

1° im Bevölkerungsregister einer Gemeinde der Provinz eingetragen oder vermerkt sein;

2° das sechzehnte Lebensjahr vollendet haben;

3° es darf kein Urteil oder Entscheid gegen ihn ausgesprochen worden sein, das beziehungsweise der für einen Provinzialwähler den Ausschluss vom Wahlrecht oder die Aussetzung dieses Rechts bedeutet.

§ 2. Um eine Volksbefragung beantragen zu können, müssen die Betreffenden die in § 1 vorgesehenen Bedingungen am Datum, an dem der Antrag eingereicht wurde, erfüllen.

Um an einer Volksbefragung teilnehmen zu können, müssen die Betreffenden die in § 1 Nr. 2 und 3 vorgesehenen Bedingungen am Tag der Befragung und die in § 1 Nr. 1 erwähnte Bedingung am Datum, an dem die Liste der Teilnehmer an der Volksbefragung abgeschlossen wird, erfüllen.

Teilnehmer, gegen die nach dem Datum des Abschlusses der vorerwähnten Liste ein Urteil oder ein Entscheid ausgesprochen wird, das beziehungsweise der für einen Provinzialwähler entweder den Ausschluss vom Wahlrecht oder eine Aussetzung dieses Rechts am Datum der Befragung bedeutet, werden aus der besagten Liste gestrichen.

§ 3. Artikel 1ter § 1 des Grundlagengesetzes vom 19. Oktober 1921 über die Provinzialwahlen ist anwendbar auf alle Kategorien von Personen, die die in § 1 vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen.

Für nichtbelgische Staatsangehörige und für belgische Staatsangehörige unter achtzehn Jahren erfolgen die Notifizierungen durch die Staatsanwaltschaften der Gerichtshöfe und Gerichte, wenn die Verurteilung oder die Internierung, gegen die kein gewöhnliches Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann, wäre sie zu Lasten eines Provinzialwählers ausgesprochen worden, den Ausschluss vom Wahlrecht oder die Aussetzung dieses Rechts zur Folge gehabt hätte.

Erfolgt die Notifizierung, nachdem die Liste der Teilnehmer an der Volksbefragung abgeschlossen wurde, wird der Betreffende aus der Liste gestrichen.

§ 4. Am dreißigsten Tag vor der Befragung erstellt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Liste der Teilnehmer an der Volksbefragung.

Es werden in dieser Liste aufgenommen:

1° Personen, die zum angegebenen Zeitpunkt im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen oder vermerkt sind und die die in § 1 vorgesehenen anderen Bedingungen für die Teilnahme erfüllen;

2° Teilnehmer, die zwischen diesem Datum und dem Datum der Befragung das Alter von sechzehn Jahren erreichen;

3° Personen, deren Aussetzung des Wahlrechts spätestens am für die Befragung festgelegten Tag endet beziehungsweise enden würde.

Für jede Person, die die Bedingungen für die Teilnahme erfüllt, sind auf der Liste der Teilnehmer Name, Vornamen, Geburtsdatum, Geschlecht und Hauptwohnort angegeben. Die Liste wird gemäß einer durchlaufenden Nummerierung und gegebenenfalls pro Gemeindesektion entweder in alphabetischer Reihenfolge der Teilnehmer oder in geographischer Reihenfolge der Straßen nach erstellt.

§ 5. Die Beteiligung an der Volksbefragung ist nicht Pflicht.

Jeder Teilnehmer hat ein Recht auf eine Stimme.

Die Stimmabgabe ist geheim.

Die Volksbefragung darf nur an einem Sonntag stattfinden. Die Teilnehmer werden von 8 bis 13 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen. Wer sich vor 13 Uhr im Wahllokal befindet, wird noch zur Stimmabgabe zugelassen.

§ 6. Die Auszählung der Stimmen wird nur vorgenommen, wenn mindestens 10 Prozent der Einwohner der Provinz an der Volksbefragung teilgenommen haben.

§ 7. Die Bestimmungen von Artikel 147bis des Wahlgesetzbuches sind anwendbar auf die Volksbefragung auf provinzieller Ebene, wobei jeweils das Wort «Wähler» durch das Wort «Teilnehmer», die Wörter «der Wähler» und «die Wähler» durch die Wörter «der Teilnehmer» und «die Teilnehmer», die Wörter «die Wahl» durch die Wörter «die Volksbefragung» und die Wörter «die Wahlen, für die» durch die Wörter «die Volksbefragung, für die» ersetzt werden.

Art. 120 - Unter Angelegenheiten provinziellen Interesses im Sinne von Artikel 115 sind die in Artikel 32 des vorliegenden Dekrets geregelten Angelegenheiten zu verstehen.

Personengebundene Fragen und Fragen in Bezug auf die Rechnungen, die Haushaltspläne und die Provinzialsteuern und -besoldungen dürfen nicht Gegenstand einer Befragung sein.

Keinerlei Volksbefragung darf während eines Zeitraums von sechzehn Monaten vor der ordentlichen Versammlung der Provinzeinwohner im Hinblick auf die Erneuerung der Provinzialräte organisiert werden. Des weiteren darf keinerlei Volksbefragung binnen vierzig Tagen vor der Direktwahl der Mitglieder der Abgeordnetenversammlung, des Senats, der Räte und des Europäischen Parlaments organisiert werden.

Die Einwohner der Provinz dürfen nur einmal pro Halbjahr und höchstens sechsmal pro Legislaturperiode befragt werden. Während des Zeitraums zwischen einer Erneuerung der Provinzialräte bis zur nächsten Erneuerung dieser Räte darf nur eine Befragung über dasselbe Thema stattfinden.

Art. 121 - Ein Antrag auf Durchführung einer Volksbefragung wird auf die Tagesordnung der nächsten Sitzung des Provinzkollegiums und des Provinzialrates gesetzt.

Das Eintragen in die Tagesordnung erfolgt nach Abschluss der in Artikel 118 erwähnten Überprüfung.

Das Provinzkollegium ist verpflichtet, einen Antrag auf die Tagesordnung des Provinzialrates zu setzen, außer wenn es deutlich ist, dass der Provinzialrat in keinerlei Hinsicht befugt ist, über den Antrag zu entscheiden.

Im Zweifelsfall entscheidet der Provinzialrat.

Art. 122 - Jeder Beschluss zur Durchführung einer Volksbefragung wird formell begründet.

Der vorhergehende Absatz ist ebenfalls auf jeden Beschluss im unmittelbaren Zusammenhang mit einer Angelegenheit anwendbar, die Gegenstand einer Befragung gewesen ist.

Art. 123 - Mindestens einen Monat vor dem Tag der Befragung stellt die Provinzialverwaltung den Einwohnern eine Broschüre zur Verfügung, in der das Thema der Volksbefragung auf objektive Art und Weise dargestellt wird. Des Weiteren enthält diese Broschüre den in Artikel 116 Absatz 2 erwähnten mit Gründen versehenen Schriftsatz und die Frage beziehungsweise die Fragen, über die die Einwohner befragt werden.

Art. 124 - Die Fragen müssen so formuliert werden, dass mit ja oder nein geantwortet werden kann.

Art. 125 - Die Regierung legt die näheren Verfahrensregeln für die Durchführung einer Volksbefragung auf provinzieller Ebene fest, und zwar in Anlehnung an das Verfahren, das im Grundlagengesetz vom 19. Oktober 1921 über die Provinzialwahlen für die Wahl der Provinzialratsmitglieder erwähnt ist.

Art. 126 - Die Regierung legt die Modalitäten für die öffentliche Bekanntmachung der Ergebnisse der Volksbefragung fest.

TITEL XII — Die Haftpflichtversicherung der Provinzen

Art. 127 - Die Provinz ist verpflichtet, eine Versicherung abzuschließen, um bei normaler Amtsausübung der Mitglieder des Provinzkollegiums deren persönliche zivilrechtliche Verantwortlichkeit, Rechtsschutz einbezogen, abzudecken.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Ausführung der vorliegenden Bestimmung fest.

TITEL XIII — Sonderbestimmungen

Art. 128 - Mitglieder des Personals der Provinzialverwaltungen werden durch einen Erlass der Regierung im Hinblick auf die Ausübung der den Provinzen entzogenen Zuständigkeiten der Regierung zugeteilt.

Nach einer Verhandlung mit den anerkannten Gewerkschaftsorganisationen im Sektorenausschuss XVI und im Ausschuss C und Abgabe eines Gutachtens der Provinzialräte bestimmt die Regierung das Datum und die Modalitäten in Bezug auf die Übertragung der in Absatz 1 erwähnten Personalmitglieder.

Die Mitglieder dieses Personals werden unter Berücksichtigung ihrer Eigenschaft und in einem vergleichbaren Dienststrang übertragen. Sofort ab ihrer Übertragung unterliegen sie dem Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Region. Sie behalten jedoch die Besoldung und das Dienstalter, die sie hatten bzw. gehabt hätten, wenn sie das Amt, das dem Dienstgrad entspricht, von dem sie zum Zeitpunkt ihrer Übertragung endgültig Inhaber waren, weiter in ihrer ehemaligen Dienststelle ausgeübt hätten.

Sie behalten ebenfalls die zum Zeitpunkt ihrer Übertragung erworbenen Vorteile des Pensionssystems, das bis zum diesem Zeitpunkt auf sie anwendbar war.

TITEL XIV — Abänderungsbestimmungen

Art. 129 - In Artikel 1 des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes sind zwei wie folgt verfasste Absätze am Ende hinzuzufügen:

«Die Verkehrswege der Provinz werden in das regionale öffentliche Straßennetz aufgenommen.

Die Provinzialräte und Provinzkollegien dürfen aufgrund des Interesses der Provinz keine Beschlüsse fassen, die die Einrichtung, den Unterhalt und die Verwaltung der öffentlichen Verkehrswege zum Gegenstand haben.»

Art. 130 - Ein wie folgt verfasster Artikel 26 wird dem Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe hinzugefügt:

«Art. 26 - Die Provinzialräte und Provinzkollegien dürfen aufgrund des Interesses der Provinz keine Beschlüsse fassen, die die Verwaltung der öffentlichen Verkehrswege zum Gegenstand haben.»

Art. 131 - Ein wie folgt verfasster Artikel 21 wird dem Kapitel V (Schlussbestimmungen) des Dekrets vom [...] über die regionalen Anreize für Großbetriebe hinzugefügt:

«Art. 21 - Die Provinzialräte und Provinzkollegien dürfen aufgrund des Interesses der Provinz keine Beschlüsse fassen, die Investitionsbeihilfen für Großbetriebe zum Gegenstand haben.»

Art. 132 - Ein wie folgt verfasster Artikel 25 wird dem Kapitel V (Schlussbestimmungen) des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe hinzugefügt:

«Art. 25 - Die Provinzialräte und Provinzkollegien dürfen aufgrund des Interesses der Provinz keine Beschlüsse fassen, die Beihilfen zur Investierung, zur Beratung und zur Abfassung von Geschäftsplänen für Klein- und Mittelbetriebe zum Gegenstand haben.»

Art. 133 - Ein wie folgt verfasster Artikel 14 wird dem Gesetz vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen hinzugefügt:

«Art. 14 - Die Provinzialräte und Provinzkollegien dürfen aufgrund des Interesses der Provinz keine Beschlüsse fassen, die Beihilfen zur Investierung und zur Niederlassung zugunsten der Landwirte und Gärtner zum Gegenstand haben.»

TITEL XV — Übergangsbestimmungen

Art. 134 - Bis zur nächsten vollständigen Erneuerung der Provinzialräte ist «der ständige Ausschuss» anstelle von «das Provinzkollegium», «ein ständiger Ausschuss» anstelle von «ein Provinzkollegium», «die Mitglieder des ständigen Ausschusses» anstelle von «die Mitglieder des Provinzkollegiums», «die ständigen Abgeordneten» anstelle von «die Provinzabgeordneten», «der ständige Abgeordnete» anstelle von «der Provinzabgeordnete» zu lesen.

Art. 135 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2004 wirksam mit Ausnahme:

- der Artikel 52, 60, 61 und 108, die am Tag der vollständigen Erneuerung der Provinzialräte wirksam werden;
- der Artikel 129 und 130, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Erlasse der Regierung zur Durchführung der Übertragung der provinziellen Verkehrswege und Wasserläufe wirksam werden;
- der Artikel 93, 97, § 2 und 99, die ein Jahr nach dem Inkrafttreten des Dekrets wirksam werden.

Art. 136 - Der Artikel 96, 2° ist nicht auf die vor dem 1. Januar 2004 erfolgten Beteiligungen der Provinz anwendbar.

TITEL XVI — *Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen*

Art. 137 - Das Provinzialgesetz vom 30. April 1836 wird aufgehoben mit Ausnahme der Artikel:

- 4, Absatz 5;
- 5;
- 5*bis*;
- 64;
- 66, § 1, 112*bis*, 113*octies*, Absatz 2, 113*undecies*, zweiter Satz, 114, Absatz 2, 114*quater*, Absatz 2, 37, § 2, letzter Absatz, dort wo sie den Rechnungshof betreffen;
- 69, 1°, dort wo er die Ruhestands- und Überlebenspensionen sowie die damit verbundenen Beiträge betrifft;
- 69, 2°, 3°, 8°, 12°, 14°, 22°;
- 71, dort wo er die Pensionen betrifft;
- 70, 3° und 8°;
- 70, 4°, dort wo er die Ausübung von Aufgaben in Bezug auf die föderalen Zuständigkeiten betrifft;
- 85, dort wo er die provinziellen Polizeiverordnungen betrifft;
- 96, § 1, Absatz 3;
- 104, Absatz 2, dort wo er vorsieht, dass der Gouverneur seine beratende Stimme behält, wenn das Provinzkollegium eine gerichtliche Aufgabe ausübt;
- 104, Absätze 8, 11 und 12;
- 104*bis*;
- 105, § 5;
- 113*novies*, Absatz 2;
- 124;
- 126, Absätze 2 und 3;
- 128;
- 129;
- 131*bis*;
- 133 bis 139*bis*;
- 140-1 bis 140-12.

Unbeschadet des Absatzes 1,

— wird der Artikel 69, 6° des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836 am Tag des Inkrafttretens des Artikels 32, § 1, Absatz 2, erster und zweiter Strich aufgehoben;

— werden die Artikel 96, 104 und 123 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836 am Tag der vollständigen Erneuerung der Provinzialräte aufgehoben.

Art. 138 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Februar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung
und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens,
der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Unterlagen des Rates 613 (2003-2004) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 11. Februar 2004.

Diskussion, Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1138

[2004/200850]

12 FEBRUARI 2004. — Decreet tot organisatie van de Waalse provincies (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Het provinciebestuur

Artikel 1. Er is in iedere provincie een provincieraad, een provinciecollege en een gouverneur.

Art. 2. De provincieraad bestaat uit :

- 47 leden in provincies beneden 250.000 inwoners;
- 56 leden in provincies van 250.000 tot 500.000 inwoners;
- 65 leden in provincies van 500.000 tot 750.000 inwoners;
- 75 leden in provincies van 750.000 tot 1.000.000 inwoners;
- 84 leden in provincies van 1.000.000 inwoners en meer.

Het aantal raadsleden wordt bij elke volledige vernieuwing van de provincieraden door de Regering in overeenstemming gebracht met het bevolkingscijfer. Het inwoneraantal per provincie dat in aanmerking wordt genomen, is het aantal personen dat ingeschreven is in het Rijksregister van de natuurlijke personen die op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de volledige vernieuwing, hun hoofdverblijfplaats hadden in de gemeenten van de desbetreffende provincie.

Die bevolkingscijfers per gemeente en per provincie worden in het *Belgisch Staatsblad* bekend gemaakt door toedoen van de regering.

De bevolkingscijfers die vastgesteld zijn op de wijze bepaald in het derde lid worden ten laatste op 1 mei van het jaar waarin de volledige vernieuwing van de provincieraden plaatsvindt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De provincieraad wordt rechtstreeks gekozen door de kiescolleges. De verkiezingen geschieden per district; de grenzen van de districten zijn dezelfde als die van de kieskantons, bedoeld bij artikel 88 van het Kieswetboek. Een district kan evenwel twee of meer kieskantons omvatten.

Ieder district telt zoveel keren een raadslid als de provinciale deler in zijn bevolkingscijfer begrepen is; deze deler wordt verkregen door het bevolkingscijfer van de provincie te delen door het totaal van de toe te kennen zetels; de overblijvende zetels worden toegewezen aan de districten met het grootste nog niet vertegenwoordigde bevolkingsoverschot.

Groepering van de kieskantons en aanwijzing van de districtshoofdplaatsen geschiedt overeenkomstig de bij dit decreet gevoegde tabel. De verdeling van de raadsleden over de kiesdistricten wordt bij elke volledige vernieuwing van de provincieraden door de Regering in overeenstemming gebracht met de bevolking op basis van de bevolkingscijfers die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 2, tweede lid.

Art. 4. De provincieraad kiest uit zijn midden een provinciecollege.

Art. 5. De gouverneur is de commissaris van de Regering in de provincie.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1^o, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, worden de gouverneurs benoemd en afgezet door de Regering op eensluidend advies van de federale Raad van ministers.

Er is een provinciegriffier in elke provincie.

TITEL II. — De provincieraad**HOOFDSTUK I. — Vergaderingen van de raad en de wijze waarop hij beraadslaagt**

Art. 6. De provincieraad vergadert in de hoofdplaats van de provincie, tenzij hij wegens een buitengewone gebeurtenis door zijn voorzitter in een andere stad van de provincie wordt bijeengeroepen.

Art. 7. De provincieraad vergadert telkens als de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen het vereisen en ten minste éénmaal per maand.

Deze verplichting is niet van toepassing op de maanden juli en augustus.

De raad wordt door zijn voorzitter bijeengeroepen.

Op verzoek van een derde van de raadsleden is de voorzitter gehouden de raad op de aangeduide dag en het aangeduide uur met de voorgestelde agenda bijeen te roepen.

De voorzitter is tevens gehouden de raad op verzoek van het provinciecollege bijeen te roepen op de aangeduide dag en het aangeduide uur met de voorgestelde agenda.

Art. 8. De raad kan geen besluit nemen indien niet de meerderheid van de leden aanwezig is.

De raad kan echter, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een derde en laatste oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden een beslissing nemen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

De tweede en de derde oproeping moeten geschieden overeenkomstig de voorschriften van artikel 18, en er moet vermeld worden of de oproeping voor de tweede of de derde maal geschiedt; bovendien moeten de eerste twee leden van dit artikel in de derde oproeping woordelijk worden overgenomen.

Art. 9. Na elke volledige vernieuwing van de provincieraad, vergaderen de nieuw gekozen raadsleden van rechtswege zonder oproeping, onder voorzitterschap van het lid dat de meeste anciënniteit als provincieraadslid bezit of, bij gelijke anciënniteit, de oudste van hen, bijgestaan door de jongste twee leden als secretaris op de tweede vrijdag die volgt op de dag van de verkiezingen om 14.00 uur.

Indien de tweede vrijdag bedoeld in het eerste lid evenwel een feestdag is, wordt de vergadering van de nieuwe provincieraad uitgesteld tot de daaropvolgende maandag.

Na het onderzoek van de geloofsbrieven en de eedaflegging, benoemt de raad een voorzitter, één of meer ondervoorzitters en stelt hij zijn bureau samen.

Art. 10. De provincieraad bepaalt in zijn reglement, met inachtneming van dit decreet, de wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

De provincieraadsleden die op eenzelfde lijst verkozen zijn of op lijsten die zich onderling hebben verenigd om een fractie te vormen, vormen een fractie.

De provincieraad bepaalt de wijze waarop de fracties binnen de vergadering worden erkend.

De provincieraad richt in zijn midden commissies op die hem van advies dienen over het geheel of een deel van de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren, alsmede op de op de agenda geplaatste voorstellen van beraadslagingen en besluiten.

De raad richt minstens een commissie op die belast is met de begroting en de rekeningen.

Eén of meer commissies zijn ermee belast met het nagaan van de goede uitvoering van de in Titel V bedoelde beheersplannen en -overeenkomsten en moeten daarover verslag uitbrengen aan de raad.

De raad bepaalt in zijn huishoudelijk reglement de regelen houdende de samenstelling en de werking van deze commissies. De samenstelling ervan geschiedt volgens het principe van de evenredige vertegenwoordiging.

De commissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

Art. 11. § 1. De vergaderingen van de provincieraad zijn openbaar.

§ 2. Behalve wat betreft de vergaderingen met betrekking tot de begroting, kan de provincieraad, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

§ 3. De vergadering is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond de behandeling in besloten vergadering.

§ 4. Uitzonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering eerst plaatsvinden na de openbare vergadering.

§ 5. Wanneer tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt moet worden voortgezet in besloten vergadering, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

Art. 12. Onverminderd het vierde lid stemmen de leden van de provincieraad mondeling of bij zitten en opstaan.

De stemming geschiedt evenwel altijd mondeling en bij naamafroeping over elk besluit in zijn geheel. Dat is ook zo telkens als een derde van de aanwezige leden daarom verzoekt.

Het huishoudelijk reglement kan een regeling invoeren die gelijkwaardig is aan een mondelinge stemming of een stemming bij zitten en opstaan. De elektronisch uitgebrachte stemming wordt geacht gelijk te staan met de mondelinge stemming bij naamafroeping. De stemming bij handopsteking wordt geacht gelijk te staan met de stemming bij zitten en opstaan.

Alleen de voordrachten van kandidaten, de benoemingen tot ambten, de terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtraffen geschieden bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid van stemmen.

In geval van mondelinge stemming stemt de voorzitter het laatst.

Art. 13. De provincieraad heeft het recht ieder voorstel te splitsen en te wijzigen. Ieder raadslid heeft het initiatiefrecht. De leden van het provinciecollege mogen deze mogelijkheid niet individueel gebruiken.

Het huishoudelijk reglement regelt de modaliteiten m.b.t. het overwegen van het door één of meer raadsleden ingediende voorstel alsmede de verwijzing, in voorkomend geval, naar een commissie of het provinciecollege met het oog op de in artikel 63, derde lid, bedoelde voorafgaande behandeling.

Het besluit betreffende het overwegen moet strikt met redenen omkleed zijn ten opzichte van het provinciaal belang zoals bepaald in artikel 32.

Art. 14. Elk besluit wordt bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 15. § 1. De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten.

§ 2. Tenzij het huishoudelijk reglement anders bepaalt, wordt bij het openen van elke vergadering voorlezing gedaan van de notulen van de vorige vergadering.

In elk geval worden de notulen ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering ter inzage van de leden van de raad gelegd. In spoedeisende gevallen worden de notulen samen met de agenda ter inzage gelegd.

Elk lid heeft het recht om tijdens de vergadering bezwaren tegen de redactie in te brengen.

Worden de bezwaren gegrond bevonden, dan wordt de griffier ermee belast, staande de vergadering of uiterlijk op de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie voor te leggen die in overeenstemming is met het besluit van de raad.

Indien geen bezwaren worden ingebracht vóór het einde van de vergadering, zijn de notulen goedgekeurd en worden zij overgeschreven zoals in artikel 106, eerste lid, bepaald is.

Telkens als de raad het gewenst acht, worden de notulen geheel of gedeeltelijk staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

§ 3. De notulen vermelden :

— het openings- en sluitingsuur van de zitting;

— de agenda;

— de tekst van de in § 2 bedoelde voorlezing;

— de lijst van de provincieraadsleden die bij het openen van de vergadering aanwezig zijn, alsmede de lijst van alle naamafroepingen die eventueel tijdens de zitting worden verricht;

— de tekst van de aangenomen besluiten;

— de tijdens de zitting ingediende voorstellen;

— het resultaat van de stemmingen en, in geval van naamafroeping of geheime stemming, respectievelijk de lijst van hoofdelijke stemming of de lijst van de stemmers;

— de vermelding van de tussenkomsten op naam;

— de tekst van de tussenkomsten die door de raadsleden worden medegedeeld aan de voorzitter.

De raad kan de andere punten die in de notulen van de zitting moeten worden opgenomen, in zijn huishoudelijk reglement beperkend bepalen.

Art. 16. Ieder lid mag in de notulen doen vermelden dat hij tegen het aangenomen besluit gestemd heeft; hij kan echter niet eisen dat de redenen van zijn stemming erin opgenomen worden.

Art. 17. Uiterlijk zeven vrije dagen na de vergadering van de provincieraad wordt een beknopt verslag van de beraadslagingen en besluiten, met inbegrip van de uitslag van de stemmingen, opgesteld en aan de raadsleden toegezonden.

Bij naamstemmingen wordt de stemhouding van de onderscheiden raadsleden vermeld.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor het opstellen van dat verslag.

Art. 18. § 1. De oproeping geschiedt schriftelijk en aan huis ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda en de voorstellen van beslissing.

Deze termijn wordt evenwel tot drie vrije dagen teruggebracht voor de toepassing van artikel 8, derde lid.

In spoedeisende gevallen kan de in het eerste lid bedoelde termijn van oproeping worden ingekort zonder evenwel korter te zijn dan een vrije dag vóór de dag van de vergadering.

De agendapunten moeten voldoende duidelijk omschreven zijn.

§ 2. Voor elk agendapunt worden alle stukken die erop betrekking hebben, op de griffie van de provincie ter inzage gelegd van de leden van de provincieraad, vanaf het verzenden van de agenda.

Het huishoudelijk reglement kan voorschrijven dat de griffier of de door hem aangewezen ambtenaren aan de raadsleden die erom verzoeken, technische inlichtingen verstrekken over de in het dossier voorkomende stukken; in dat geval worden in het huishoudelijk reglement tevens de regels bepaald voor het verstrekken van die technische inlichtingen.

§ 3. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel ernstige schade zou kunnen berokkenen.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derde van de aanwezige leden; de naam van die leden wordt in de notulen vermeld.

§ 4. Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering overhandigd worden aan de voorzitter van de raad; het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. De voorzitter deelt de aanvullende agendapunten onverwijld mee aan de leden van de raad.

Van de mogelijkheid vermeld in het vorige lid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van het provinciecollege. Het provinciecollege beschikt echter wel over deze mogelijkheid.

Art. 19. Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergadering van de provincieraad worden, enerzijds, ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking op de plaats waar de provincieraad zitting houdt, en ter informatie in de gemeentehuizen en, anderzijds, via de website van de provincie binnen dezelfde termijnen als die vermeld in artikel 18 met betrekking tot de bijeenroeping van de provincieraad.

De pers en de belangstellende inwoners van de provincie worden op hun verzoek en uiterlijk binnen drie dagen na de toezending aan de provincieraadsleden, op de hoogte gesteld van de agenda van de provincieraad, eventueel tegen betaling van een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de kostprijs. Deze termijn is niet van toepassing op de punten die aan de agenda worden toegevoegd na het verzenden van de oproeping overeenkomstig artikel 18, § 4.

Het huishoudelijk reglement kan nog andere wijzen van bekendmaking voorschrijven.

Art. 20. Het toezicht op de orde in de raad wordt namens de vergadering uitgeoefend door de voorzitter die de nodige bevelen geeft om die te laten handhaven.

Geen buitenstaander mag de zaal betreden waar de provincieraadsleden vergaderd zijn, met uitzondering van het personeel dat nodig is om de verschillende diensten van de raad te verlenen of mits bijzondere toestemming van de voorzitter.

Zolang de vergadering duurt, moeten de personen, die in het publiek gemachtigd zijn, in stilte gezeten blijven.

Wie de orde verstoort of die tekenen van goed- of afkeuring in het publiek geeft, wordt onmiddellijk verwijderd.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreder en hem verwijzen naar de politierechtbank, die hem kan veroordelen tot een geldboete van 0,02 tot 0,50 euro, onverminderd andere vervolgingen indien het feit daartoe grond oplevert.

Art. 21. De leden van de provincieraad mogen het woord niet nemen dan na het aan de voorzitter te hebben gevraagd en van hem te hebben gekregen.

De spreker mag slechts het woord richten tot de voorzitter of tot de raad.

Niemand kan worden onderbroken behalve voor een verwijzing naar het reglement. Wijkt een spreker van het onderwerp af, dan mag alleen de voorzitter hem terugroepen tot het punt van bespreking.

Is een spreker reeds tweemaal tijdens een zelfde redevoering tot het punt van bespreking teruggeroepen, en gaat hij voort er van af te wijken, dan ontnemt de voorzitter hem het woord over dit onderwerp voor de verdere duur van de vergadering. Persoonlijke beledigingen, scheldwoorden, aantijgingen van kwade bedoelingen, zijn op straffe van terechtwijzing verboden.

De voorzitter kan beslissen dat woorden tot vestiging van persoonlijke beledigingen, scheldwoorden of aantijgingen van kwade bedoelingen niet in de notulen worden opgenomen, noch in het beknopte verslag, noch in andere verslagen waarin het huishoudelijk reglement voorziet.

§ 2. Indien een raadslid de orde verstoort, roept de voorzitter hem tot de orde.

In geval van recidive roept de voorzitter opnieuw tot de orde met opname in de notulen. Deze sanctie heeft het ontnemen van het woord of het verlies van het recht om het woord tot het te nemen einde van de bespreking, als gevolg.

Art. 22. Voor de verkiezingen en de voordrachten van kandidaten wordt de voorzitter bijgestaan door de vier jongste provincieraadsleden, die de taak van stemopnemer vervullen.

De voorzitter moet een naamafroeping en vervolgens, voor de leden die niet tegenwoordig waren, een tweede naamafroeping verrichten. Als deze laatste geëindigd is, vraagt de voorzitter aan de vergadering of er onder de tegenwoordige leden nog zijn die niet gestemd hebben; zij die zich onmiddellijk aanmelden, mogen stemmen. Als die verrichtingen geëindigd zijn, wordt de stemming gesloten verklaard.

Vóór de stemopneming worden de stembiljetten geteld. Zijn er meer of minder dan er stemmers zijn, dan wordt dat in de notulen vermeld. Wanneer uit de stemopneming blijkt dat dit verschil de door een kandidaat behaalde meerderheid twijfelachtig maakt, doet de voorzitter herstemmen over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen.

Bij de stemopneming neemt een van de stemopnemers achtereenvolgens ieder stembiljet, vouwt het open en overhandigt het aan de voorzitter, die het luidop afleest en het aan een andere stemopnemer doorgeeft. De uitslag van iedere stemming wordt onmiddellijk afgekondigd.

De ongeldige stembiljetten komen niet in aanmerking voor het vaststellen van de meerderheid.

Stembiljetten, waarop meer dan een naam voorkomt, zijn geldig, maar alleen de eerste naam komt in aanmerking.

Als geen kandidaat de volstrekte meerderheid van de stemmen heeft verkregen bij de eerste stemming, wordt herstemd over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen. Bij gelijk stemmental is de oudste kandidaat verkozen.

Na de stemopneming worden de stembiljetten waarover geen betwisting is ontstaan, ten overstaan van de vergadering vernietigd.

De verkiezing en de voordrachten van kandidaten kunnen ook geschieden door middel van een door de Regering goedgekeurd elektronisch systeem, dat de geheime stemming waarborgt.

Art. 23. De provincieraadsleden ontvangen geen wedde. Met uitzondering van de leden van het provinciecollege, ontvangen de provincieraadsleden presentiegelden als zij deelnemen aan de vergaderingen van de provincieraad en aan de vergaderingen van de commissies.

Het bedrag van het presentiegeld is gekoppeld aan het indexcijfer overeenkomstig de regels bepaald in de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Het wordt bepaald op 125 euro en wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

De provincieraadsleden die hun woonplaats hebben op ten minste vijf kilometer van de plaats van de vergadering, ontvangen bovendien een vergoeding wegens reiskosten gelijk aan de prijs van de reis van hun woonplaats naar de zetel van de provincieraad op de lijnen van de openbare vervoerdiensten. Als zij van hun eigen rijtuig gebruik maken, wordt die vergoeding berekend volgens de regeling die van toepassing is voor de personeelsleden van het Waalse Gewest.

Het presentiegeld en de vergoeding voor reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid zoals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers.

De provincieraad kan evenwel beslissen het presentiegeld aan een provincieraadslid te ontnemen als hij niet aanwezig was op minstens de helft van de betrokken zitting.

Aan ieder raadslid mag per dag slechts één presentiegeld en één vergoeding voor reiskosten worden toegekend.

Het bedrag van de vergoeding voor reiskosten wordt door de provincieraad vastgesteld. Dit bedrag, alsook het bedrag van het presentiegeld, zijn ten laste van de provincie.

Art. 24. De leden van de provincieraad vertegenwoordigen de provincie en niet enkel het district dat hen heeft gekozen.

Art. 25. Het is elk raadslid verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad of wettelijk samenwonende een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding ten behoeve van de provincie;

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen die tegen de provincie zijn ingesteld; het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de provincie te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid in tuchtzaken of in geval van schorsing bij ordemaatregel;

5° op te treden als afgevaardigde of deskundige van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de provincie.

De bovenstaande bepalingen zijn mede van toepassing op de griffier, de ontvanger en de leden van het provinciecollege, alsook op de vertrouwenspersoon bedoeld in artikel 26.

Art. 26. Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dat mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon gekozen uit de provincieraadskiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van provincieraadslid voldoen, en die geen lid is van het personeel van de provincie, noch van de vennootschappen of verenigingen waarvan de provincie lid is of waarin zij vertegenwoordigd is.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Regering de criteria tot vaststelling van de hoedanigheid van een raadslid met een handicap.

Bij het verlenen van de bijstand krijgt de vertrouwenspersoon dezelfde middelen ter beschikking en heeft hij dezelfde verplichtingen als het raadslid. Hij heeft geen recht op presentiegeld, doch wel op een vergoeding voor reiskosten, zoals bepaald in artikel 23.

Art. 27. Het provincieraadslid dat verhinderd is wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienstdienst of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde, wordt, op zijn schriftelijk verzoek gericht aan de voorzitter van de provincieraad, gedurende die periode vervangen.

Het provincieraadslid dat ouderschapsverlof wenst te nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind, wordt, op zijn schriftelijk verzoek gericht aan de voorzitter van de provincieraad, vervangen, ten vroegste vanaf de zevende week vóór de vermoedelijke datum van de geboorte of van de adoptie, tot het einde van de achtste week na de dag van de geboorte of de adoptie. Op zijn schriftelijk verzoek wordt de onderbreking van de uitoefening van het mandaat na de achtste week verlengd met een periode gelijk aan die gedurende welke het lid zijn mandaat verder heeft uitgeoefend tijdens de periode van zeven weken die de dag van de geboorte of de adoptie voorafgaan.

Het provincieraadslid dat verhinderd is wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienstdienst of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde, of wegens ouderschapsverlof en om zijn vervanging verzoekt, wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel 21, § 2, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, na onderzoek van diens geloofsbrief door de provincieraad.

Het eerste en het tweede lid zijn echter slechts toepasselijk vanaf de eerste vergadering van de provincieraad na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is.

HOOFDSTUK II. — *Recht op informatie*

Art. 28. Iedereen mag schriftelijk uitleg vragen over de beraadslagingen en besluiten van de provincieraad of van het provinciecollege.

De raad mag beslissen of op deze vraag mondeling zal worden geantwoord bij een volgende openbare vergadering.

Art. 29. § 1. De inwoners van de provincie mogen het college bij een openbare vergadering van de raad rechtstreeks interpellieren.

§ 2. In de zin van dit artikel zijn inwoners elke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en die op het grondgebied van de provincie woonachtig is of verblijft alsmede elke rechtspersoon waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van de provincie is gelegen en die vertegenwoordigd is door een natuurlijke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en die op het grondgebied van de provincie woonachtig is of verblijft.

§ 3. De volledige tekst van de voorgestelde interpellatie moet schriftelijk bij de voorzitter van de raad ingediend worden.

Om ontvankelijk te zijn moet de ingediende interpellatie de volgende voorwaarden vervullen :

1° slechts door één enkele persoon worden ingediend;

2° in de vorm van een vraag geformuleerd worden en niet leiden tot een mondelinge tussenkomst van meer dan 10 minuten;

3° uitsluitend betrekking hebben op aangelegenheden van provinciaal belang in de zin van artikel 32; de vragen waarvoor een ander bestuursniveau bevoegd is, worden, in voorkomend geval, door de voorzitter van de raad aan de vergadering of aan de betrokken executieve overgemaakt opdat er volgens de ad hoc procedures daarop zou worden geantwoord;

4° een algemene draagwijdte hebben; de vragen betreffende gevallen van particulier belang worden, in voorkomend geval, behandeld in het kader van artikel 28 of worden verzonden naar één van de commissies van de raad;

5° niet strijdig zijn met de vrijheden en fundamentele rechten;

6° niet betrekking hebben op een persoonlijke vraag;

7° niet uitsluitend strekken tot het verkrijgen van statistische gegevens;

8° geen vragen zijn die strekken tot het verkrijgen van documentatie;

9° geen vragen zijn waarmee alleen beoogd is adviezen op juridisch gebied in te winnen.

Het bureau beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie. De beslissing tot niet-ontvankelijkheid is bijzonder met redenen omkleed.

§ 4. De interpellant stelt zijn vraag in de openbare vergadering op verzoek van de voorzitter van de raad met inachtneming van de regels m.b.t. het nemen van het woord binnen de vergadering en binnen de in § 3 toegestane tijd.

Er wordt door het college geantwoord overeenkomstig de beslissing tot organisatie van de werken die bepaald is door het bureau.

De interpellant beschikt over 2 minuten om te repliceren voor de definitieve afsluiting van het agendapunt.

§ 5. De interpellaties, vragen en antwoorden bedoeld in dit artikel worden bekendgemaakt in het provinciaal bulletin en worden on-line geplaatst op de website van de provincie.

Art. 30. § 1. De provincieraad kan één of meer overlegorganen oprichten die hem niet-verbindende adviezen uitbrengen en waarvan hij de samenstelling, de opdrachten en de werkingsregels regelt. De overlegorganen worden minstens één keer om de drie jaar volledig vernieuwd.

§ 2. Telkens als binnen een overlegorgaan één of meer mandaten van gewoon of plaatsvervangend lid ten gevolge van een voorstellingsprocedure moeten worden toegekend, draagt elke instantie belast met het voordragen van de kandidaturen voor elk mandaat de kandidatuur voor van minstens een man en een vrouw.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde verplichting niet vervuld is, verzendt de voor de benoemingen bevoegde overheid de kandidaturen naar de instantie belast met het voordragen van de kandidaturen. Zolang de opgelegde verplichting niet vervuld is, blijft het toe te kennen mandaat vacant.

Wanneer het onmogelijk is de in het eerste lid bedoelde verplichting te vervullen, kan ervan worden afgeweken mits een bijzondere motivatie opgenomen in het voorstellingsdocument en bedoeld in de benoemingsakte.

§ 3. Maximum twee derde van de leden van een overlegorgaan zijn van hetzelfde geslacht. Wanneer de in het eerste lid bedoelde verplichting niet vervuld is, zijn de adviezen van het overlegorgaan niet geldig behalve als de provinciale gedeputeerde(n) onder wie het betrokken orgaan of de overheid(heden) belast met de benoemingen ressorteren, de onmogelijkheid om de in het eerste lid bedoelde verplichting te vervullen mededelen aan het provinciecollege en motiveren.

De motivatie wordt door het provinciecollege als aangepast beschouwd tenzij dit laatste anders heeft bepaald binnen twee maanden na de in het tweede lid bedoelde mededeling.

In het geval van een op te richten overlegorgaan wordt de in het tweede lid bedoelde mededeling verricht vóór de benoeming van de leden van het betrokken orgaan.

De provincieraad bepaalt de procedure betreffende de in het tweede lid bedoelde mededeling. Wanneer een overlegorgaan de in het tweede en het derde lid bedoelde procedure heeft gebruikt, wordt er gewag van gemaakt in de adviezen van dit overlegorgaan.

§ 4. Binnen het jaar waarin de provincieraad wordt hernieuwd, legt het bureau een evaluatierapport m.b.t. de werking of de activiteiten van het(de) overlegorgaan(overlegorganen) aan de provincieraad voor.

§ 5. De provincieraad stelt te hunner beschikking de voor de vervulling van hun opdracht nodige middelen.

Art. 31. Voor wat betreft de aangelegenheden van provinciaal belang zoals bedoeld in artikel 32, § 1, of de door het Gewest opgedragen aangelegenheden en die behoren tot de bevoegdheden van de gewesten, kan de provincieraad participatieve raden oprichten en dit per subgebied naar gelang van een door hem bepaalde onderverdeling die al het provinciegebied dekt.

De participatieve raden zijn belast met het samenvatten van de door de bevolking uitgedrukte prioritaire behoeften in de ene of de andere aangelegenheid waarvoor de provincie bevoegd is, zodat ze kunnen worden opgenomen in de grote jaarlijkse begrotingsopties.

De participatieve raden worden geraadpleegd vóór het debat en de stemming van de begroting door de provincieraad.

De provincieraad bepaalt de opdrachten en de regels m.b.t. de oproeping, de organisatie en de werking van de participatieve raden die hij opricht. In ieder geval staat elke participatieve raad open voor het geheel van de personen die in zijn ambtsgebied woonachtig zijn en die minstens 16 jaar oud zijn.

HOOFDSTUK III. — *Het provinciaal belang, de bevoegdheden van de provincieraad en de rechten van de provincieraadsleden*

Art. 32. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van Titel XIV van dit decreet, van artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 tot organisatie van de Waalse provincies in de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet alsmede van de andere bijzondere wettelijke of decretale bepalingen, regelt de provincieraad alles wat van provinciaal belang is met inachtneming van het subsidiariteitsbeginsel.

§ 2. De raad oefent zijn bevoegdheden uit op complementaire en niet-concurrerende wijze met het Gewest en de gemeenten.

§ 3. Niettegenstaande § 1 beraadslaagt en besluit hij over elk ander onderwerp dat hem door de federale, gemeenschappelijke of gewestelijke overheid wordt voorgelegd.

§ 4. Hij benoemt, schorst en ontslaat alle personeelsleden van het provinciaal bestuur. Hij kan de benoeming, de schorsing en het ontslag van de personeelsleden tot en met de graad van directeur aan het provinciecollege opdragen.

§ 5. De provincieraad bepaalt de personeelsformatie voor de personeelsleden van het provinciale bestuur en bepaalt hun administratieve en geldelijke statuten.

Art. 33. § 1. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de provincie mag aan het onderzoek van de leden van de raad worden onttrokken, ook niet indien die akte of dat stuk betrekking heeft op een aan de gouverneur of het provinciecollege toegewezen opdracht.

Een register van inkomende en uitgaande stukken wordt bijgehouden in de diensten en instellingen van de provincie.

Aan de provincieraadsleden wordt een afschrift van de akten en stukken bedoeld in het eerste lid afgegeven wanneer zij daarom verzoeken bij de griffier van de provincie.

De provincieraadsleden ontvangen op hun verzoek een afschrift van de agenda's en van de notulen van de vergaderingen van het provinciecollege binnen vijftien dagen na die vergaderingen.

Het huishoudelijk reglement van de raad voorziet in de modaliteiten voor de uitoefening van het inzagerecht en in de voorwaarden waaronder een afschrift van de akten en stukken kan worden verkregen.

Voor het verkrijgen van een afschrift van de akten of stukken kan een vergoeding aangerekend worden die overeenstemt met de kostprijs, zonder dat de personeelskosten op enigerlei wijze in rekening mogen worden gebracht.

§ 2. De provincieraadsleden kunnen inzage nemen van de begroting, de rekeningen en de beraadslagingen van de bestuursorganen van de intercommunales, V.Z.W. en verenigingen die een beheersplan of -contract zoals bedoeld in Titel V met de provincie hebben. De modaliteiten ervan worden bepaald in het beheersplan of -contract.

Art. 34. § 1. De provincieraadsleden mogen alle inrichtingen en diensten bezoeken die de provincie opricht en beheert.

Het huishoudelijk reglement van de raad bepaalt op welke wijze en op welk tijdstip het inzage- en bezoekrecht kunnen worden uitgeoefend.

§ 2. De provincieraadsleden kunnen de intercommunales, V.Z.W.'s en verenigingen die een beheersplan of -contract zoals bedoeld in Titel V met de provincie hebben, bezoeken. De modaliteiten van deze bezoeken worden bepaald in het beheersplan of -contract.

Art. 35. § 1. De provincieraadsleden hebben het recht vragen te stellen aan het provinciecollege over de aangelegenheden die het bestuur van de provincie betreffen.

Behoudens uitzonderingen die de wet of het decreet bepaalt en zonder op enige wijze afbreuk te doen aan de aan het provinciecollege toegekende bevoegdheden, hebben de provincieraadsleden het recht om door het provinciecollege geïnformeerd te worden over de wijze waarop dit laatste zijn bevoegdheden uitoefent.

§ 2. Om de provincieraadsleden de kans te bieden mondelinge vragen over actuele onderwerpen te stellen, wordt aan het begin van elke vergadering een uur daaraan besteed. Voorts hebben de provincieraadsleden ook het recht schriftelijke vragen te stellen waarop geantwoord moet worden binnen een termijn van twintig werkdagen. De in deze paragraaf bedoelde vragen en antwoorden moeten verschijnen in het provinciaal Bulletin en on-line geplaatst worden op de website van de provincie uiterlijk binnen drie maanden na de zending van het antwoord aan de vraagsteller.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

Het vraagrecht kan geen betrekking hebben op dossiers van administratief toezicht ten aanzien van gemeenten en inrichtingen van de temporaliën van de erediensten.

Art. 36. Binnen drie maanden na zijn verkiezing legt het provinciecollege aan de provincieraad een algemeen beleidsprogramma voor de duur van zijn mandaat voor, dat minstens de belangrijkste beleidsplannen alsmede een begrotingsonderdeel met de grote lijnen terzake bevat.

Dit beleidsprogramma bevat ook de lijnen voorgesteld door het provinciecollege voor de sluiting van het partnerschap bedoeld in het decreet van 21 maart 2002 tot inrichting van het partnerschap en de algemene financiering van de Waalse provincies.

Dit beleidsprogramma wordt na goedkeuring door de provincieraad opgenomen in het provinciaal Bulletin en on-line geplaatst op de website van de provincie.

Art. 37. § 1. De Regering bepaalt de begrotings-, de financiële en de boekhoudkundige voorschriften van de provincies volgens de principes van de dubbele boekhouding, alsook de nadere regels voor de uitoefening van de taken van de provincieontvanger en van de rekenplichtigen en ontvangers bedoeld in artikel 83.

Behoudens andersluidende uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in dit decreet beschikt de provincieontvanger over een termijn van vier dagen na ontvangst van het document of dossier dat een advies of een visum behoeft, wanneer hij een advies moet uitbrengen of overgaan tot het visum van een vastlegging.

Bij gebrek aan verzending door de provincieontvanger van het aangevraagde advies of visum, wordt het geacht gunstig te zijn na het verstrijken van de termijn van vier dagen.

Elk negatief advies of elke weigering van het visum moet met redenen omkleed zijn en medegedeeld aan de overheid die erom verzoekt vóór het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn van vier dagen.

§ 2. Ieder jaar legt het provinciecollege, tijdens een vergadering die wordt gehouden in de maand oktober, aan de provincieraad het ontwerp voor van begroting voor het volgende dienstjaar, de rekeningen over het vorige dienstjaar alsook een algemene beleidsnota na raadpleging van de adviserende en/of participatieve raden.

De beleidsnota bevat minstens de beleidsprioriteiten en -doelstellingen, de begrotingsmiddelen en de termijn waarbinnen deze prioriteiten en doelstellingen gerealiseerd moeten worden.

De lijst van de gemeentebedrijven, intercommunales, V.Z.W.'s en verenigingen waaraan de provincie deelneemt en in het beheer waarvan zij vertegenwoordigd is of die ze subsidieert voor een hulp gelijk aan minimum 50.000 euro per jaar, alsmede de evaluatierapporten van de in Titel V bedoelde beheersplannen en -contracten betreffende het vorige dienstjaar worden gevoegd bij het begrotingsproject.

De lopende inventaris van de rechterlijke geschillen wordt gevoegd bij het begrotingsproject. De in het eerste lid bedoelde documenten worden bezorgd aan alle provincieraadsleden minstens 7 volle dagen vóór de vergadering gedurende welke ze zullen worden onderzocht.

De in het eerste lid bedoelde beleidsnota wordt bekendgemaakt in het provinciaal Bulletin en on-line geplaatst op de website van de provincie.

Art. 38. Naar aanleiding van de bespreking van de begrotingen en de rekeningen, bespreekt de provincieraad op grondige wijze de in artikel 37 bedoelde nota. Hij bespreekt eveneens het beleid van de gemeentebedrijven, intercommunales, V.Z.W.'s en verenigingen die een beheersplan of -contract zoals bedoeld in Titel V hebben, alsmede de evaluatierapporten van de uitvoering van de plannen of contracten van het vorige dienstjaar.

Naar aanleiding daarvan kan de raad één of meer leden van de beheersorganen van de in het vorige lid bedoelde gemeentebedrijven, intercommunales, V.Z.W.'s en verenigingen horen.

Art. 39. Ieder jaar stelt de provincieraad de rekeningen van de provincie over het vorige dienstjaar vast. De jaarrekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans.

Bovendien stemt hij ieder jaar de begroting van de uitgaven voor het volgende dienstjaar en de middelen om daarin te voorzien en dit ten laatste op 31 oktober.

Alle ontvangsten en uitgaven van de provincie moeten op de begroting en in de rekeningen gebracht worden.

Art. 40. Overschrijving van een uitgave van de ene afdeling naar de andere of van het ene artikel van de begroting naar het ander mag alleen geschieden met machtiging van de provincieraad.

Art. 41. De rekeningen, kort samengevat volgens de aard van ontvangsten en uitgaven, worden binnen de maand volgend op die tijdens welke zij werden afgesloten, in het provinciaal Bulletin opgenomen en in het archief van het bestuur van het Waalse Gewest neergelegd. Hetzelfde moet geschieden met de begrotingen binnen een maand na hun goedkeuring.

De rekeningen liggen op de griffie van de provincie voor eenieder ter inzage gedurende een maand te rekenen van de dag waarop zij zijn vastgesteld.

Die neerlegging wordt ter algemene kennis gebracht door middel van het provinciaal Bulletin en van minstens een blad uit de provincie alsmede via een informatie verkrijgbaar op de website van de provincie.

Art. 42. De provincieraad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten en decreten aan de provincie zijn opgelegd en inzonderheid de volgende :

1° De wedden van de griffier en van de leden van het provinciecollege alsook hun reiskostenvergoedingen;

2° De uitgaven betreffende de kathedrale kerken, de bisschopshuizen en de bisschoppelijke seminaries overeenkomstig de decreten van 18 germinal jaar X en 30 december 1809, alsmede die betreffende de islamitische en orthodoxe erediensten zoals bedoeld in artikel 19bis van de wet van 4 maart 1870;

3° de huur, de belastingen, het onderhoud van de gebouwen van de provincie of in gebruik bij de provincie;

4° De vaststaande en opeisbare schulden van de provincie, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen;

5° De drukkosten van de begroting en van de samengevatte rekeningen van ontvangsten en uitgaven der provincie;

6° De kosten van de raadsvergaderingen en de aan de raadsleden toegekende presentiegelden en vergoedingen voor reiskosten, alsmede de vergoeding toegekend aan de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 26;

7° De hulpelden, aan de gemeenten te verlenen voor de grove herstellingen aan de gemeentegebouwen;

8° De gelden bestemd om toevallige of onvoorziene uitgaven van de provincie te bestrijden;

9° de delen van de huur en van het onderhoud van de gebouwen waarin de diensten van de gouverneur zijn gelegen alsmede van het onderhoud en van de hernieuwing van het meubilair en van de werkingskosten die betrekking hebben op de uitoefening van de bevoegdheden van provinciaal belang.

Art. 43. Ten laste van het Gewest komen inzonderheid :

1° De wedde en de reiskosten van de gouverneur. De kosten van de reizen die de gouverneur maakt in opdracht van de provincie zijn evenwel ten laste van de provincie;

2° De wedden en de kantoorkosten van de gewestelijke personeelsleden die werken voor de diensten van de gouverneur;

3° de delen van de huur en van het onderhoud van de gebouwen waarin de diensten van de gouverneur zijn gelegen alsmede van het onderhoud en van de hernieuwing van het meubilair en van de werkingskosten die betrekking hebben op de uitoefening van de bevoegdheden van provinciaal belang;

4° De wedden van de arrondissementscommissarissen;

Art. 44. De provincieraad bepaalt het bedrag der wedden van de personeelsleden van de provincie.

Art. 45. De raad beslist over het oprichten en het verbeteren van inrichtingen van provinciaal belang.

Art. 46. De raad verleent machtiging tot het aangaan van leningen, tot het verkrijgen, vervreemden en ruilen van goederen van de provincie en tot het treffen van dadingen aangaande die goederen.

Hij kan het provinciecollege belasten met de voorwaarden tot het aangaan van leningen.

Art. 47. De raad verleent machtiging tot het voeren van rechtsgedingen als eiser of als verweerder betreffende de goederen van de provincie, onverminderd de bepalingen van artikel 63.

Art. 48. De provincieraad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden geplaatst en stelt de voorwaarden vast.

Voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks bestuur van de provincie, kan hij die bevoegdheden overdragen aan het provinciecollege, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting uitgetrokken kredieten en, indien het bedrag van de opdracht in de buitengewone begroting niet hoger is het bedrag bepaald in artikel 120, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, op de buitengewone begroting uitgetrokken kredieten.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden van de raad uitoefenen.

Zijn besluit wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

Het provinciecollege stelt de procedure in en gunt de opdracht. Het kan in de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloeien.

Art. 49. Over de uitvoering van werken van onderhoud of van herstelling waarbij verscheidene provincies betrokken zijn, beslist de Regering.

Art. 50. De raad kan aan een of meer van zijn leden opdracht geven om ter plaatse de inlichtingen in te winnen die hij binnen de kring van zijn bevoegdheid nodig heeft.

Hij kan zich met de gestelde overheden en met de openbare ambtenaren in verbinding stellen om die inlichtingen te verkrijgen.

Indien ondergeschikte bestuursoverheden, niettegenstaande twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, verzuimen de gevraagde inlichtingen te verstrekken, kan de raad aan een of meer van zijn leden opdracht geven om op de persoonlijke kosten van die overheden de inlichtingen ter plaatse in te winnen.

Art. 51. In de in artikel 32 bedoelde aangelegenheden

kan de raad provinciale reglementen van inwendig bestuur maken.

Die reglementen mogen geen betrekking hebben op onderwerpen die reeds zijn geregeld door wetten, decreten of door verordeningen van algemeen bestuur.

Zij zijn van rechtswege opgeheven, indien in het vervolg dezelfde onderwerpen door wetten, decreten of door verordeningen van algemeen bestuur geregeld.

Ze worden bekendgemaakt in de vorm bepaald bij de artikelen 100 en 101.

TITEL III. — *Het provinciecollege*

HOOFDSTUK I. — *De provinciaal gedeputeerden*

Art. 52. § 1. Het provinciecollege bestaat uit zes leden die door de provincieraad uit zijn midden worden verkozen en die provinciaal gedeputeerden worden genoemd, alsmede uit de provinciegouverneur die de vergaderingen ervan als Regeringscommissaris bijwoont.

Het provinciecollege bestaat uit personen van beide geslachten.

Ten minste één van de provinciaal gedeputeerden wordt in ieder gerechtelijk arrondissement door de raad gekozen onder de raadsleden die in het gebied gekozen zijn of aldaar hun woonplaats hebben. Voor de toepassing van deze bepaling worden de gerechtelijke arrondissementen van Verviers en Eupen beschouwd als één enkel arrondissement.

§ 2. Naar aanleiding van de hernieuwing van de provincieraad kunnen de verkozenen in de raad kandidaten voordragen met het oog op de verkiezing van de provinciaal gedeputeerden. Hiervoor moet per mandaat een gedagtekende akte van voordracht worden neergelegd in handen van de voorzitter van de provincieraad, uiterlijk drie dagen vóór de installatievergadering van de raad.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de akten van voordracht ten minste ondertekend zijn door een meerderheid van hen die op dezelfde lijst zijn verkozen als de voorgedragen kandidaat. Ingeval de lijst waarop de kandidaat voorkomt slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van wat voorafgaat, de handtekening van één onder hen. Behoudens in geval van overlijden of afstand van het mandaat van provincieraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen voor hetzelfde mandaat.

Wanneer geen enkele voordracht van kandidaten geschied is overeenkomstig het hierboven vermelde lid of wanneer de schriftelijk voorgedragen kandidaturen niet volstaan om het provinciecollege volledig samen te stellen, kunnen ter zitting kandidaten mondeling worden voorgedragen, met uitsluiting van de schriftelijk voorgedragen kandidaten die niet verkozen zijn.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid, door zoveel afzonderlijke stemmingen als er provinciale gedeputeerden verkozen moeten worden. De rang van de leden van het provinciecollege wordt bepaald door de volgorde van de stemmingen.

Wanneer voor een te begeven mandaat slechts één kandidaat is voorgedragen, geschiedt de stemming in één ronde; in elk ander geval en indien na twee stemmingen geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald; staken de stemmen bij de herstemming, dan is het lid dat de meeste anciënniteit heeft als lid van het provinciecollege verkozen.

§ 3. De provinciaal gedeputeerden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de provincieraad, staande de vergadering.

§ 4. De ontslagnemende provinciaal gedeputeerden en de provinciaal gedeputeerden die aftreden bij een algehele hernieuwing en het college dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een motie zoals bedoeld in artikel 60 handelen de lopende zaken van de provincie af totdat de geloofsbrieven van hun opvolgers zijn onderzocht en hun installatie heeft plaatsgehad.

Art. 53. De voorzitter, de ondervoorzitter(s) en de leden van het bureau van de provincieraad alsmede de voorzitters van de overeenkomstig artikel 10 opgerichte commissies kunnen geen lid zijn van het provinciecollege.

Art. 54. Het ambt van provinciaal gedeputeerde kan niet worden gecumuleerd met één bezoldigd uitvoerend mandaat.

Als bezoldigd uitvoerende mandaten in de zin van vorig lid worden beschouwd :

1° elk mandaat in een openbare of particuliere instelling, uitgeoefend als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gemeenschap, van een gewest, van een provincie of van een gemeente, voor zover dat mandaat meer bevoegdheid verleent dan het loutere lidmaatschap van de algemene vergadering of van de raad van bestuur van die instelling en ongeacht het daaraan verbonden inkomen;

2° elk mandaat in een openbare of particuliere instelling, uitgeoefend als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gemeenschap, van ene gewest, van ene provincie of van een gemeente, voor zover dat mandaat een maandelijks belastbaar bruto-inkomen oplevert van minstens 500 euro aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 55. Advocaten die provinciaal gedeputeerde zijn, mogen niet als raadsman optreden in zaken die aan de uitspraak van het college onderworpen zijn of waarvoor zij machtiging heeft gegeven om in rechte op te treden.

Zij mogen niet mede beraadslagen en besluiten over zaken waaromtrent zij geraadpleegd werden vóór hun verkiezing tot lid van het provinciecollege.

Art. 56. De provinciaal gedeputeerde die door de regering benoemd wordt tot een bezoldigde bediening en deze aanneemt, houdt onmiddellijk op in die hoedanigheid zitting te hebben en kan eerst weer zijn ambt bekleden krachtens een nieuwe verkiezing.

Art. 57. De provinciaal gedeputeerden zijn verantwoordelijk voor de provincieraad. Onverminderd artikel 60 worden ze gekozen voor een termijn van zes jaar.

Art. 58. Elke provinciaal gedeputeerde die zonder toestemming van de deputatie een maand onafgebroken uit de vergadering afwezig blijft, wordt geacht ontslag te nemen.

Dat ontslag gaat pas in na goedkeuring ervan door de provincieraad.

Art. 59. In geval van vervanging heeft de nieuw gekozen provinciaal gedeputeerde zitting totdat de ambtstermijn van zijn voorganger is verstreken, tenzij het lid vroeger ophoudt deel uit te maken van de provincieraad.

Art. 60. § 1. Het provinciecollege zoals elk van zijn leden is verantwoordelijk voor de provincieraad.

De provincieraad kan elk ogenblik een motie van wantrouwen aannemen tegen het provinciecollege of tegen één of meer van zijn leden.

Deze motie is ontvankelijk indien zij een opvolger aan het provinciecollege, aan één of meer van zijn leden volgens het geval voordraagt.

Over de motie van wantrouwen kan slechts gestemd worden na verloop van minimum drie dagen na het indienen ervan bij de provincieraad. Zij wordt slechts aangenomen indien de meerderheid van de provincieraadsleden stemmen.

De aanneming van de motie leidt tot het ontslag van het college of van het/de betwiste lid/leden en tot de installatie van het nieuwe college of van zijn nieuw(e) lid(leden).

§ 2. De provincieraad kan op elk ogenblik de vertrouwenskwestie in de vorm van een motie stellen.

Over deze motie kan slechts gestemd worden na verloop van minimum drie dagen na het indienen ervan bij de provincieraad. Zij wordt slechts aangenomen indien de meerderheid van de provincieraadsleden stemmen. Indien het vertrouwen geweigerd wordt, is het provinciecollege van rechtswege ontslagnemend.

§ 3. Indien het provinciecollege of één of meer van zijn leden ontslagnemend zijn, wordt zo spoedig mogelijk in hun vervanging voorzien. Zolang het niet vervangen is, handelt het ontslagnemend provinciecollege de lopende zaken af.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen betreffende het provinciecollege*

Art. 61. Het provinciecollege wordt voorgezeten door één van de provinciaal gedeputeerden die bij zijn verkiezing door provincieraad is aangewezen.

In geval van verhindering worden zijn functies door de provinciaal gedeputeerde waargenomen die de eerste is in de orde van de stemmingen, tenzij de voorzitter een andere provinciaal gedeputeerde gemachtigd heeft om hem te vervangen.

De gouverneur woont de vergaderingen van het college als Regeringscommissaris bij zonder raadgevende stem en is niet stemgerechtigd.

Het provinciecollege legt haar huishoudelijk reglement ter goedkeuring van de provincieraad voor.

Met het oog op de voorbereiding van zijn beraadslagingen en besluiten verdeelt het provinciecollege onder zijn verkozen leden de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Het stelt de raad in kennis van die verdeling.

Het provinciecollege kan beraadslagen en besluiten wanneer de meerderheid van de provinciale gedeputeerden aanwezig is. Indien voor enige zaak het vereiste aantal leden om te beraadslagen en te besluiten niet tegenwoordig is, kunnen de aanwezige leden zich een of twee provincieraadsleden toevoegen om dat aantal te bereiken. De raadsleden worden opgeroepen in de volgorde van de aanwezigheidstabel. Deze tabel wordt opgesteld op basis van de volgorde van dienstanciënniteit van de raadsleden te rekenen vanaf de dag van hun eerste indienstreding en, in geval van gelijkheid, door het aantal behaalde stemmen bij de meeste recente verkiezingen. De onverenigbaarheden die van toepassing zijn op de provinciaal gedeputeerden, zijn eveneens van toepassing op de provincieraadsleden die opgeroepen worden om met toepassing van dit artikel aan het provinciecollege te worden toegevoegd. In geval van een dergelijke onverenigbaarheid kunnen zij, per brief gericht aan de voorzitter van dit college, verzaken, hetzij voor een bepaald punt, hetzij op meer algemene wijze om aan de bestendige deputatie te worden toegevoegd.

Elk besluit wordt genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige provinciaal gedeputeerden. Bij gelijkheid van stemmen is een voorstel verworpen.

Het provinciecollege kan de verslaggever aanwijzen die het dossier inleidt en de voorstellen formuleert.

Van de beraadslagingen en besluiten worden notulen opgemaakt. Zij vermelden de naam van de leden die de vergadering hebben bijgewoond.

De beslissing is met redenen omkleed.

Elke beslissing van het provinciecollege moet de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden vermelden.

De vormen in de vorige leden voorgeschreven moeten worden in acht genomen op straffe van nietigheid.

Art. 62. § 1. De provinciaal gedeputeerden genieten een wedde waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de parlementaire vergoeding voor het mandaat van senator.

§ 2. Zij ontvangen een forfaitaire vergoeding die alle kosten dekt verbonden aan de uitoefening van hun ambt.

Het bedrag van die vergoeding is gelijk aan de forfaitaire vergoeding die voor de in het raam van het mandaat van senator gemaakte kosten wordt toegekend.

De provinciaal gedeputeerden die buiten de provinciehoofdplaats verblijven, ontvangen evenwel een reiskostenvergoeding overeenkomstig de door de provincieraad vastgestelde regels.

§ 3. Het bedrag van de vergoedingen, wedden of presentiegelden, ontvangen als bezoldiging voor de door de provinciaal gedeputeerde naast zijn mandaat als provinciaal gedeputeerde uitgeoefende activiteiten, mag de helft van het bedrag van de in § 1 vastgestelde wedden niet overschrijden.

Voor de berekening van het bedrag komen in aanmerking de vergoedingen, wedden of presentiegelden die voortvloeien uit de uitoefening van een openbaar mandaat, openbare functie of openbaar ambt van politieke aard.

Zo het in het eerste lid vastgesteld plafond wordt overschreden, wordt het bedrag van de in het tweede lid bedoelde vergoedingen, wedden of presentiegelden die voortvloeien uit de uitoefening van een openbaar mandaat, openbare functie of openbaar ambt van politieke aard, verminderd tot het passend beloop.

Nemen de in het eerste en tweede lid vermelde activiteiten een aanvang of een einde tijdens de duur van het mandaat, dan brengt de betrokken provinciaal gedeputeerde de voorzitter van de provincieraad daarvan op de hoogte.

§ 4. De provincieraad stelt het bedrag van de wedde en van de forfaitaire vergoeding, bedoeld in § 1 en § 2, eerste lid, vast.

Bovendien stelt de raad het bedrag vast van de vergoeding waarin § 2, derde lid, voorziet.

De raad regelt de wijze waarop de in § 3 omschreven regels worden toegepast.

§ 5. Elke provinciaal gedeputeerde kan worden bijgestaan door een secretariaat. De provincieraad regelt de samenstelling en de financiering van de secretariaten, alsook de wijze van aanwerving, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de secretariaatsmedewerkers.

Art. 63. Het provinciecollege geeft advies over alle zaken die hem te dien einde krachtens de wet of door de regering worden onderworpen.

Het beslist over alle zaken die tot het dagelijks bestuur der provincie behoren, met inachtneming van artikel 32, en over de uitvoering van de wetten en decreten waarvoor zijn medewerking vereist is of die hem te dien einde door de regering worden toegezonden; het beslist eveneens over de zaken die de gouverneur haar verzoekt te behandelen.

Het provinciecollege draagt zorg voor het voorafgaand onderzoek van de zaken van provinciaal belang die aan de raad of aan hemzelf worden onderworpen.

Het voert zijn eigen en de door de raad genomen beslissingen uit; het kan een van zijn leden daarmee belasten. Het kan eveneens een of meer van zijn leden belasten met het onderzoek van een zaak.

Het kan als verweerder in rechte optreden bij elke tegen de provincie ingestelde rechtsvordering; het kan rechtsvorderingen betreffende roerende goederen en bezitsvorderingen instellen, alsmede alle handelingen verrichten tot bewaring van recht; het benoemt de raadslieden van de provincie en de gemachtigden die haar voor de rechtbanken zullen vertegenwoordigen. De rechtsgedingen van de provincie als eiser of als verweerder waartoe door het provinciecollege is besloten, worden in zijn naam gevoerd door zijn voorzitter.

Voor het onderzoek van de zaken kan het provinciecollege de medewerking vorderen van het provinciaal personeel.

Art. 64. De provinciaal gedeputeerde waartegen een vordering tot schadevergoeding is ingesteld voor het burgerlijk gerecht of het strafgerecht, kan het Gewest of de provincie in het geding betrekken.

Het Gewest of de provincie kan vrijwillig tussenkomen.

Art. 65. Behalve in geval van herhaling, is de provincie burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten waartoe de leden van het provinciecollege veroordeeld zijn wegens een misdrijf dat ze begaan bij de normale uitoefening van hun ambt.

De regresvordering van de provincie ten aanzien van de veroordeelde provinciaal gedeputeerde is beperkt tot de gevallen van bedrog, zware schuld of lichte schuld die bij dit lid gewoonlijk voorkomt.

Art. 66. Het provinciecollege is verantwoordelijk voor de organisatie van het provinciebestuur.

Art. 67. De provinciaal gedeputeerden mogen rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding van openbare werken voor rekening van de provincie, van de Staat, van de gemeenschappen en de gewesten of van een gemeente in de provincie.

Art. 68. Het provinciecollege kan een of meer van zijn leden met een opdracht belasten, wanneer het belang van de dienst het vordert.

Art. 69. Het provinciecollege wijst, zo dikwijls het het geraden acht en ten minste eens in het jaar, een of meer van zijn leden aan om de staat van ontvangsten en uitgaven der provincie na te zien.

Art. 70. Over de gelden van de provincie kan alleen beschikt worden door middel van bevelschriften tot betaling verleend door het provinciecollege.

De bevelschriften die tijdens een zitting van het provinciecollege verleend werden, worden ondertekend door diegene die deze zitting voorgezeten heeft en diegene die er het secretariaat van heeft waargenomen;

In afwijking van de voorgaande bepalingen is het geoorloofd;

— alle personeelsuitgaven, ongeacht het bedrag ervan, alsmede de werkingsuitgaven en de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst die niet boven 50.000 euro uitgaan, te betalen uit kredieten geopend overeenkomstig artikel 15, eerste lid, 1^o, van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de organisatie van het Rekenhof;

— alle van hand tot hand betaalbare bezoldigingen, ongeacht het bedrag ervan, alsmede de uitgaven voor werken, leveringen en vervoer van ten hoogste 2.500 euro, te betalen uit geldvoorschotten verleend overeenkomstig artikel 15, eerste lid, 2^o, van dezelfde wet. Die voorschotten mogen niet meer dan 37.485 euro per rekenplichtige bedragen. Die grens mag evenwel worden overschreden tot beloop van het bedrag dat nodig is om de betaling van de bezoldigingen van hand tot hand te waarborgen.

De verantwoordingsstukken betreffende de uitgaven, te betalen door middel van een kredietopening of een geldvoorschot, worden, vóór de betaling, voorzien van de goedkeuring van het provinciecollege of van de overheid of de ambtenaar daartoe door dit college gemachtigd.

Geen bevelschrift kan worden uitbetaald dan binnen de grenzen van de kredieten die op de begroting van de provincie uitgetrokken zijn.

Art. 71. De algemene ontvangsten en uitgaven van de provincies worden gedaan door bemiddeling van één of verschillende financiële instellingen die voldoen, naargelang van het geval, aan de voorschriften van de artikelen 7, 65 en 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

De instellingen bedoeld bij het eerste lid zijn gemachtigd het bedrag van de opeisbaar geworden schulden, door de provincie tegenover hen aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed op de rekeningen die zij op naam van de provincie geopend hebben.

Wanneer andere provinciale uitgaven dan die welke ambtshalve worden verrekend, betaald worden door bemiddeling van een financiële instelling bedoeld in het eerste lid, geldt de kennisgeving van debitering, die voorkomt op de strook van de betalingsopdrachten door de provincie aan de evengenoemde instelling afgegeven, als kwitantie. Deze kennisgeving wordt door een financiële instelling bedoeld in het eerste lid gedagtekend door middel van een stempel.

Vóór het einde van iedere maand zorgt de Regering voor het overmaken van de gelden die de ambtenaren van het gewestelijk bestuur gedurende de vorige maand hebben geïnd voor rekening van de provincie.

De toelagen en andere bijdragen van de Staat, de Gemeenschap of het Gewest worden door de bevoegde besturen opgemaakt zodra zij toegekend zijn.

Het reglement op de belegging van de provinciale gelden wordt vastgesteld door de Regering.

TITEL IV. — *De provincieontvanger*

Art. 72. § 1. In elke provincie wordt een betrekking van provincieontvanger ingesteld.

§ 2. De provincieontvanger wordt benoemd door de provincieraad. Hij wordt benoemd na een vergelijkend examen dat door de provincie uitgeschreven wordt.

De kandidaten moeten de in § 4 bepaalde voorwaarden vervullen.

§ 3. Alvorens zijn ambt te aanvaarden, legt de provincieontvanger de volgende eed af in de handen van de voorzitter van de provincieraad : « Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ».

De ontvanger die zonder gegronde reden geen eed aflegt nadat hij erom is verzocht bij ter post aangetekende brief, wordt geacht af te zien van zijn benoeming.

§ 4. Om tot provincieontvanger te worden benoemd, moeten de kandidaten de volgende voorwaarden vervullen :

1^o Belg zijn;

2^o burgerlijke en politieke rechten genieten;

3^o van onberispelijk gedrag zijn;

4^o voldoen aan de wetten op de militaire dienst en aan de wetten op de gewetensbezwaren;

5^o houder zijn van een diploma waarmee ze de betrekkingen van niveau A van het gewestelijke bestuur kunnen bekleden, of voor de personeelsleden van de provincie, het niveau A te hebben bereikt door aanwerving of verhoging in graad.

Deze benoeming vindt plaats binnen zes maanden na de vacature van de betrekking.

§ 5. De provincieontvanger staat onder het gezag van het provinciecollege.

Art. 73. De wedde van de provincieontvanger wordt bepaald door de provincieraad overeenkomstig de weddeschaal die van toepassing is op de gemeentesecretarissen van de gemeenten van 80 001 tot 150 000 inwoners, zoals bedoeld in artikel 28 van de nieuwe gemeentewet.

De diensten die de provincieontvanger vóór zijn benoeming in deze hoedanigheid heeft verleend in een federaal, gewestelijk of gemeentelijk bestuur, worden volledig in aanmerking genomen voor de berekening van zijn wedde die ten laste van de provincie is.

Art. 74. De provincieraad kan één van de in het statuut van de provinciaal personeelsleden bedoelde tuchtstraffen opleggen aan de provincieontvanger.

Art. 75. § 1. In geval van gewettigde afwezigheid kan de provincieontvanger, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, binnen drie dagen in zijn vervanging voorzien en te dien einde, voor een periode van maximum dertig dagen, een door het provinciecollege erkende plaatsvervanger aanstellen. Die maatregel kan voor een zelfde afwezigheid tweemaal worden verlengd.

§ 2. In alle andere gevallen kan de provincieraad een waarnemende provincieontvanger aanwijzen. De provincieraad is daartoe verplicht wanneer de afwezigheid een termijn van drie maanden overschrijdt.

§ 3. De waarnemende provincieontvanger moet voldoen aan de voorwaarden vereist voor het uitoefenen van het ambt van provincieontvanger. Hij oefent alle bevoegdheden uit van de provincieontvanger.

§ 4. Bij zijn ambtsaanvaarding en zijn ambtsneerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van het provinciecollege.

Art. 76. De provincieontvanger is verplicht, tot waarborg van zijn beheer, een zekerheid in geld, in effecten of in de vorm van een of meer hypotheeken te stellen.

De Regering bepaalt het minimum- en het maximumbedrag van de zekerheid.

De provincieraad stelt, binnen de grenzen aangegeven in het tweede lid, en ten laatste op de vergadering tijdens welke de provincieontvanger de eed aflegt, het bedrag vast van de zekerheid welke deze moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

De zekerheid wordt bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponneerd; de intrest die zij opbrengt, komt aan de ontvanger toe.

De ontvanger mag de zekerheidsstelling vervangen door een hoofdelijke borgstelling van een door de Regering erkende vereniging zonder winstoogmerk. De erkenning en de statuten van de vereniging worden bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De vereniging kan de kas en de boekhouding van de ontvanger voor wie zij zich borg heeft gesteld, controleren. Deze controle wordt uitgevoerd in de vorm en onder de voorwaarden die werden overeengekomen tussen de vereniging, de ontvanger en de provincieraad.

De vereniging maakt elk jaar haar rekeningen, vergezeld van een activiteitenverslag, over aan alle provincieraden tegenover wie zij zich garant heeft gesteld.

De ontvanger mag de zekerheidsstelling tevens vervangen door een bankwaarborg of een verzekering, die beantwoordt aan de door de regering bepaalde voorwaarden.

Art. 77. Wanneer de door de provincieraad bepaalde zekerheid wegens het toenemen van de jaarlijkse ontvangsten of om enige andere reden ontoereikend wordt geacht, moet de provincieontvanger binnen een bepaalde tijd een aanvullende zekerheid stellen, ten aanzien waarvan dezelfde regels gelden als voor de eerste zekerheid.

Het provinciecollege zorgt dat de zekerheid werkelijk gesteld wordt en te bewaamer tijd vernieuwd wordt.

Art. 78. De provincieontvanger die zijn zekerheid of zijn aanvullende zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn stelt en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

Alle kosten betreffende de vestiging van de zekerheid vallen ten laste van de provincieontvanger.

Art. 79. Is er een tekort in de provinciekas, dan heeft de provincie een voorrecht op de zekerheid van de provincieontvanger, wanneer de zekerheid in geld gesteld is.

Art. 80. De provincieontvanger is belast met :

- a) de boekhouding van de provincie en het opmaken van de jaarrekeningen;
- b) de betaling van de uitgaven tegen regelmatige bevelschriften, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid;
- c) het beheer van de op naam van de provincie geopende rekeningen en de bedieningen van de algemene kasmiddelen van de provincie;
- d) de belegging van de thesauriemiddelen;
- e) de controle en de centralisatie van de vastleggingen verricht door de raad, het college of de door hen aangewezen personeelsleden;
- f) de controle van de bijzondere ontvangers;
- g) de inning en de dwanginvordering van de provinciale taksen zoals bepaald in de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale en gemeentebelastingen;
- h) het verlenen van financieel advies bij het opmaken van de begroting en het financieel meerjarenplan. Deze adviezen worden geacht gunstig te zijn als zij niet worden medegedeeld aan het provinciecollege binnen een termijn die dit laatste bij de aanvraag heeft bepaald en die niet korter mag zijn dan 4 werkdagen.

Indien de ontvanger weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of de betaling uitstelt, wordt de betaling vervolgd, nadat de provincieraad, die de ontvanger kan oproepen en hem vooraf hoort indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Art. 81. Het is de provincieontvanger verboden handel te drijven, zelfs door een tussenpersoon.

De provincieraad legt een tuchtstraf op aan de provincieontvanger die deze verbodsbepaling overtreedt.

Art. 82. Er wordt een eindrekening gemaakt wanneer de provincieontvanger zijn ambt neerlegt.

Art. 83. Wanneer de provincieraad één of meer bijzondere ontvangers aanstelt voor het innen van bepaalde ontvangsten, bepaalt hij de door hen te stellen zekerheid; hun ontvangsten worden op gezette tijden gestort op de algemene rekening van de provincie overeenkomstig artikel 71.

De ambtenaren aangesteld voor de bewaking, de bewaring of het gebruik van waren of materieel aan de provincie toebehorend, zijn verantwoordelijk voor die waren of dat materieel, en worden, wat de zekerheidsstelling betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers of met de rekenplichtigen der geldmiddelen.

Van het meubilair der provincie wordt een inventaris opgemaakt. Daaronder zijn begrepen de machines, de apparaten en het materieel die niet zijn toevertrouwd aan de bewaking van de in het tweede lid bedoelde rekenplichtigen.

De inventarissen van het meubilair, opgemaakt voor iedere instelling of dienst, worden om het jaar en bij elke wisseling van verantwoordelijke ambtenaar vergeleken.

Art. 84. Het provinciecollege belast één van zijn leden met de verificatie, minstens één keer per jaar, van de provinciekas; hij kan de openbare kassen controleren telkens als het college het nuttig acht.

TITEL V. — De provinciebedrijven, de autonome provinciebedrijven en de tegemoetkomingen van de provincie in de intercommunales, V.Z.W.'s en andere verenigingen**HOOFDSTUK I. — Provinciebedrijven**

Art. 85. § 1. In de aangelegenheden die overeenkomstig artikel 32 tot de bevoegdheid van de provincie behoren, kunnen de provinciale inrichtingen en diensten worden georganiseerd als provinciebedrijven en buiten de algemene diensten van de provincie beheerd, indien de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de noodzaak van deze organisatie maakt het voorwerp uit van een bijzondere motivatie gegrond op het bestaan van een specifieke behoefte van openbaar belang waarop niet kan worden ingespeeld door de algemene diensten of de inrichtingen van de provincie en die het voorwerp uitmaakt van een precieze beschrijving;

2° het bedrijf heeft uitsluitend betrekking op de provinciale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 32.

§ 2. De provincieraad bepaalt een beheersplan voor het provinciebedrijf, waarin de aard en de opdrachten worden bepaald van openbare diensten die het zal moeten uitoefenen, alsmede de wijzers voor de evaluatie van de uitvoering van zijn opdrachten worden uitgelegd.

Dit plan geldt voor drie jaar en kan verlengd worden.

Elk jaar maakt het provinciecollege een verslag op over de evaluatie van de uitvoering van het beheersplan.

Op grond van dit verslag controleert de provincieraad de uitvoering van de verplichtingen voortvloeiend uit het beheersplan.

Art. 86. De provinciebedrijven worden beheerd volgens industriële en commerciële methoden.

Het boekjaar van de provinciebedrijven valt samen met het kalenderjaar.

De rekening van de provinciebedrijven omvat de balans, de exploitatierekening en de winst- en verliesrekening, op 31 december van ieder jaar afgesloten.

De nettowinsten van de provinciebedrijven worden jaarlijks in de provinciekas gestort.

Art. 87. De ontvangsten en uitgaven van de provinciebedrijven kunnen door een bijzonder rekenplichtige gedaan worden.

Deze rekenplichtige wordt, wat de zekerheidstelling betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers bedoeld in artikel 83.

HOOFDSTUK II. — Autonome provinciebedrijven

Art. 88. § 1. In de aangelegenheden die overeenkomstig artikel 32 tot de bevoegdheid van de provincie behoren, kan de provincieraad de inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard organiseren als autonome provinciebedrijven met rechtspersoonlijkheid, indien de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de noodzaak van deze organisatie maakt het voorwerp uit van een bijzondere motivatie gegrond op het bestaan van een specifieke behoefte van openbaar belang waarop niet kan worden ingespeeld door een dienst, een inrichting van de provincie of een provinciebedrijf, en die het voorwerp uitmaakt van een precieze beschrijving;

2° het autonome provinciebedrijf heeft uitsluitend betrekking op de provinciale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 32.

§ 2. De Regering bepaalt de activiteiten van commerciële of industriële aard waarvoor de provincieraad een autonoom provinciebedrijf kan oprichten.

Art. 89. § 1. De autonome provinciebedrijven worden beheerd door een raad van bestuur en een directiecomité.

§ 2. De raad van bestuur is gemachtigd alle nuttige of noodzakelijke handelingen te verrichten om de doelstellingen van het autonome provinciebedrijf te verwezenlijken.

De raad van bestuur controleert het bestuur van het directiecomité. Het directiecomité brengt regelmatig verslag uit aan de raad van bestuur.

De provincieraad wijst de leden van de raad van bestuur van het autonome provinciebedrijf aan. Hun aantal mag niet groter zijn dan een vijfde van het aantal provincieraadsleden. De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek zonder inachtneming van de fractie(s) die de beginselen van de democratie niet in acht neemt(nemen), zoals, onder anderen, verwoord door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook.

Elke fractie die niet bedoeld is in het derde lid wordt binnen de grenzen van de beschikbare mandaten vertegenwoordigd.

De raad van bestuur kiest een voorzitter uit zijn leden die door de provincieraad worden aangewezen.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur, met de vertegenwoordiging met betrekking tot dat bestuur en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Het is samengesteld uit een afgevaardigd bestuurder en vier bestuursdirecteurs die alle door de raad van bestuur uit zijn midden, en bij meerderheid onder de door de provincieraad aangewezen leden, worden aangesteld.

Het directiecomité wordt voorgezeten door de afgevaardigd bestuurder. Bij staking van stemmen in het directiecomité is zijn stem beslissend.

Art. 90. Het toezicht op de financiële toestand en op de jaarrekeningen van de autonome provinciebedrijven wordt opgedragen aan een college van drie commissarissen die door de provincieraad worden gekozen buiten de raad van bestuur van het provinciebedrijf en onder wie ten minste één lid is van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Met uitzondering van deze laatste zijn de leden van het college van commissarissen allen lid van de provincieraad.

Art. 91. De provincieraadsleden wier mandaat een einde neemt, worden geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn uit het autonome provinciebedrijf.

Alle mandaten in de verschillende organen van de autonome provinciebedrijven worden beëindigd op de eerste vergadering van de raad van bestuur die volgt op de installatie van de provincieraad.

Art. 92. § 1. De autonome provinciebedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, over de vestiging of de opheffing van de zakelijke rechten op die goederen, alsook over de uitvoering van dergelijke beslissingen en over hun financiering.

§ 2. Zij kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks participeren in publiek- of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen en instellingen, hierna genoemd de filialen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met hun doel.

Deze beslissingen maken het voorwerp uit van een bijzonder punt in het jaarlijkse evaluatierapport dat aan de provincieraad is gericht.

Ongeacht de grootte van de inbreng van de verschillende partijen in het maatschappelijk kapitaal moet het autonome provinciebedrijf over de meerderheid van stemmen beschikken en het voorzitterschap waarnemen in de organen van de filialen.

De mandaten voorbehouden aan het bedrijf in de verschillende beheers- en controleorganen worden uit zijn midden door de provincieraad toegekend naar evenredigheid van deze laatste en overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. De houders van deze mandaten stellen de notulen van alle vergaderingen van de verschillende instanties alsmede de begrotingen en de jaarlijkse rekeningen ter beschikking van de provincieraad.

De leden van de provincieraad die als bestuurder of commissaris zitting hebben in de organen van een autonoom provinciebedrijf, mogen geen enkel bezoldigd mandaat van bestuurder of commissaris vervullen, noch enige bezoldigde activiteit uitoefenen in een privaat- of publiekrechtelijk vennootschap, vereniging en instantie, waarin het bedrijf een participatie heeft.

Art. 93. § 1. De provincieraad sluit met het autonome provinciebedrijf een beheerscontract waarin de aard en de opdrachten van openbare diensten die het zal moeten uitoefenen, alsmede de wijzers voor de evaluatie van de uitvoering van zijn opdrachten, worden uitgelegd.

Dit contract geldt voor drie jaar en kan verlengd worden.

§ 2. De raad van bestuur stelt jaarlijks een ondernemingsplan op dat het in § 1 bedoelde beheerscontract uitvoert. Bij de opmaking van het beheerscontract maakt de raad van bestuur tevens een verslag op over de evaluatie van de uitvoering van het ondernemingsplan van het vorige dienstjaar alsmede de uitvoeringsstaat van het beheersplan.

Het ondernemingsplan en het activiteitenverslag behoeven de goedkeuring van de provincieraad. De afgevaardigde raadsleden maken een verslag op over de in § 2, tweede lid, bedoelde evaluatie.

§ 3. De provincieraad kan te allen tijde aan de raad van bestuur verslag vragen over de activiteiten van het autonoom provinciebedrijf of over sommige ervan.

Art. 94. De artikelen 63, 130 tot 144, 165 tot 167, 517 tot 530, 538, 540 en 561 tot 567 van het Wetboek der vennootschappen zijn van toepassing op de autonome provinciebedrijven, tenzij dit decreet er uitdrukkelijk van afwijkt.

Art. 95. De wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen is van toepassing op de autonome provinciebedrijven.

HOOFDSTUK II. — *Tegemoetkomingen van de provincie in de kosten van de intercommunales, V.Z.W.'s en andere verenigingen*

Afdeling 1. — De intercommunales

Art. 96. In de aangelegenheden die overeenkomstig artikel 32 tot de bevoegdheid van de provincie behoren, kan de provincie een intercommunale oprichten of in de kosten ervan tegemoetkomen alleen maar als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de noodzaak van deze oprichting of tegemoetkoming maakt het voorwerp uit van een bijzondere motivatie gegrond op het bestaan van een specifieke behoefte van openbaar belang waarop niet kan worden ingespeeld door de algemene diensten of de inrichtingen van de provincie en die het voorwerp uitmaakt van een precieze beschrijving;

2° het/de bepaalde voorwerp/en van gemeentelijk belang dat/die het maatschappelijk doel van de intercommunale vormt/vormen overeenkomstig artikel 2, eerste lid, van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales heeft/hebben uitsluitend betrekking op de provinciale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 32.

Afdeling 2. — De V.Z.W.'s en andere verenigingen

Art. 97. In de aangelegenheden die overeenkomstig artikel 32 tot de bevoegdheid van de provincie behoren, kan de provincie een V.Z.W. of een andere vereniging oprichten of in de kosten ervan tegemoetkomen alleen maar als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de noodzaak van deze oprichting of tegemoetkoming maakt het voorwerp uit van een bijzondere motivatie gegrond op het bestaan van een specifieke behoefte van openbaar belang waarop niet kan worden ingespeeld door de algemene diensten of de inrichtingen van de provincie en die het voorwerp uitmaakt van een precieze beschrijving;

2° het maatschappelijk doel van de V.Z.W. of van de intercommunale heeft uitsluitend betrekking op de provinciale bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 32.

§ 2. De provincieraad sluit met de V.Z.W. of de vereniging een beheerscontract waarin de aard en de omvang van de opdrachten van openbare diensten die het zal moeten uitoefenen, alsmede de wijzers voor de evaluatie van de uitvoering van zijn opdrachten, worden uitgelegd.

Dit plan geldt voor drie jaar en kan verlengd worden.

Het provinciecollege maakt jaarlijks een verslag op over de evaluatie van de uitvoering van het beheersplan.

Op grond van dit verslag controleert de provincieraad de uitvoering van de verplichtingen voortvloeiend uit het beheersplan.

Art. 98. De provincieraad wijst zijn vertegenwoordigers binnen de raad van bestuur van de V.Z.W. Hun aantal mag niet groter zijn dan een vijfde van het aantal provincieraadsleden. De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek zonder inachtneming van de fractie(s) die de beginselen van de democratie niet in acht neemt(nemen), zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook.

Elke fractie die niet bedoeld is in het eerste lid wordt binnen de grenzen van de beschikbare manden vertegenwoordigd.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 99. Onverminderd de artikelen 96 en 97 is de verplichting m.b.t het beheerscontract en zijn jaarlijkse evaluatieverslag minstens van toepassing in alle gevallen waarin de provincie in de zin van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen een intercommunale, een V.Z.W. of een andere vereniging subsidieert voor een hulp gelijk aan minimum 50.000 euro per jaar.

TITEL VI. — Reglementen en verordeningen van de provincieraad of van het provinciecollege

Art. 100. De reglementen en de verordeningen van de provincieraad of van het provinciecollege worden in hun naam bekendgemaakt, door hun voorzitter ondertekend en door de provinciegriffier medeondertekend.

Die reglementen en verordeningen worden in het provinciaal Bulletin van de provincie bekendgemaakt en on-line geplaatst op de website van de provincie.

Art. 101. § 1. De reglementen en verordeningen, door de voorzitter ondertekend en door de provinciegriffier medeondertekend, en zo nodig voorzien van de goedkeuring van de Regering, worden gezonden aan de overheid wie de zaak aangaat.

Zij worden verbindend de achtste dag na die van de opnemings in het provinciaal Bulletin en van de plaatsing on-line op de website van de provincie, tenzij het reglement of de verordening een kortere termijn bepaalt.

Behalve de opnemings in het provinciaal Bulletin en de plaatsing on-line op de website van de provincie, kan de provincieraad of het provinciaal Bulletin een bijzondere wijze van bekendmaking voorschrijven.

§ 2. De briefwisseling en de akten van de provincie worden ondertekend door de voorzitter van het provinciecollege en medeondertekend door de provinciegriffier.

De voorzitter van het college kan de ondertekening van bepaalde stukken schriftelijk opdragen aan een of meer leden van het provinciecollege. Die opdracht kan te allen tijde door de voorzitter van het college worden herroepen.

De provinciaal gedeputeerde aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht.

Het provinciecollege kan de provinciegriffier machtigen de medeondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan een of meer ambtenaren van de provincie.

Deze opdracht geschiedt schriftelijk; de provincieraad wordt daarvan op de hoogte gebracht tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De ambtenaar aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht, op alle stukken die hij ondertekent.

TITEL VII. — De provinciegriffier

Art. 102. § 1. De provinciegriffier wordt benoemd door de provincieraad. Hij wordt benoemd op grond van een door de provincie georganiseerd vergelijkend examen. De kandidaten moeten de in § 3 bedoelde voorwaarden vervullen.

§ 2. Alvorens het ambt te aanvaarden, legt de provinciegriffier de volgende eed af : « Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ». Hij legt de eed af in handen van de voorzitter van de raad tijdens een openbare vergadering van de provincieraad.

De griffier die zonder gegronde reden geen eed aflegt nadat hij erom bij de eerstvolgende vergadering van de provincieraad bij ter post aangetekende brief is verzocht, wordt geacht af te zien van zijn benoeming.

De provinciegriffier is gehouden in de provincie zijn woonplaats te hebben.

§ 3. Om tot provinciegriffier te worden benoemd, moeten de kandidaten de volgende voorwaarden vervullen :

1° Belg zijn;

2° burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° van onberispelijk gedrag zijn;

4° voldoen aan de wetten op de militaire dienst en aan de wetten op de gewetensbezwaren;

5° houder zijn van één van de volgende diploma's :

— doctor of licentiaat in de rechten;

— licentiaat in de administratieve wetenschappen;

— licentiaat in het notariaat;

— licentiaat in de politieke wetenschappen;

— licentiaat in de economische wetenschappen;

— licentiaat in de handelswetenschappen.

Deze benoeming vindt plaats binnen zes maanden na de vacature van de betrekking.

Art. 103. De wedde van de provinciegriffier wordt bepaald door de provincieraad binnen de minimale en maximale grenzen van de weddeschaal die van toepassing is op de gemeentesecretaris van de gemeenten ingedeeld in de hogere categorie overeenkomstig artikel 28 van de nieuwe gemeentewet.

De provincieraad bepaalt de vergoedingen en toelagen waarvan de griffier geniet net als de andere provinciale ambtenaren.

Art. 104. De provincieraad kan één van de in het statuut van de provinciale personeelsleden bedoelde tuchtstraffen opleggen aan de provinciegriffier. In geval van tekortkomingen betreffende zijn toezicht op de werken van het Rijkspersoneel en van de personeelsleden van het Gewest aangesteld voor de diensten van de gouverneur, kan hij slechts op voorstel van de provinciegouverneur het voorwerp uitmaken van een tuchtprocedure.

Art. 105. In geval van gewettigde afwezigheid kan de provinciegriffier, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, binnen drie dagen in zijn vervanging voorzien en te dien einde, voor een periode van maximum dertig dagen, een door het provinciecollege erkende plaatsvervanger aanstellen. Die maatregel kan voor een zelfde afwezigheid tweemaal worden verlengd.

In alle andere gevallen kan de provincieraad een waarnemende provinciegriffier aanwijzen. In spoedgevallen wordt de aanwijzing uitgevoerd door het provinciecollege en bevestigd door de provincieraad bij zijn eerstvolgende vergadering.

De waarnemende provinciegriffier moet voldoen aan de voorwaarden vereist voor het uitoefenen van het ambt van provinciegriffier. Hij oefent alle bevoegdheden uit van de provinciegriffier.

Art. 106. De provinciegriffier woont de vergaderingen bij van de provincieraad en van het provinciecollege; hij is in het bijzonder belast met het opmaken van de notulen en het overschrijven van de beraadslagingen en besluiten; daartoe houdt hij afzonderlijke registers voor de raad en voor het college, zonder enig wit vak of enige tussenregel; die registers worden door de voorzitter per blad genummerd en geparafeerd.

De reglementen van orde en inwendige dienst bepalen welke beraadslagingen en besluiten moeten worden overgeschreven.

De aldus overgeschreven akten, evenals de minuten van alle beraadslagingen en besluiten, worden binnen een maand getekend door de griffier, hetzij samen met de voorzitter van de raad of van het provinciecollege naargelang het om een vergadering van de raad dan wel van het provinciecollege gaat, hetzij samen met alle leden van het college die eraan hebben deelgenomen, overeenkomstig hetgeen door het reglement bepaald is.

Art. 107. De afschriften worden niet afgegeven dan ondertekend door de griffier en voorzien van het provinciezegel, waarvan hij de bewaarder is.

De griffier is belast met de bewaring van het archief; hij is gehouden aan de leden van de provincieraad en van het provinciecollege ter plaatse inzage te geven van alle stukken die hem worden gevraagd, en zo nodig afschriften daarvan uit te reiken.

Hij zendt aan ieder provincieraadslid een exemplaar van al hetgeen in naam van de provincieraad en van het provinciecollege gedrukt wordt.

Hij is gehouden aan elke belanghebbende ter plaatse inzage te geven van de akten van de raad of van het provinciecollege en van de in het archief berustende stukken.

De provinciegriffier staat aan het hoofd van het gehele personeel, dat bij het provinciebestuur is tewerkgesteld.

Hij leidt de werkzaamheden van de diensten, overeenkomstig de richtlijnen van de gouverneur voor de personeelsleden aangesteld voor de diensten van de gouverneur en van het provinciecollege voor het provinciepersoneel.

TITEL IX. — *De gouverneur*

HOOFDSTUK I. — *Betrekkingen van de gouverneur met de provincieraad of het provinciecollege*

Art. 108. In het kader van zijn functie als Regeringscommissaris, woont de gouverneur of degene die hem in zijn ambt vervangt, de beraadslagingen van de provincieraad bij; hij krijgt het woord wanneer hij het vraagt; de raadsleden mogen antwoorden op deze tussenkomst; hij kan de raad verzoeken zodanige zaken te behandelen als hij passend vindt en de raad is gehouden erover te beslissen.

De raad kan zijn aanwezigheid vorderen.

Art. 109. De Regering kan de gouverneur in de provincie belasten met de tenuitvoerlegging van de decreten en van de besluiten, en met de uitvoeringsmaatregelen ervan.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen betreffende de gouverneur*

Art. 110. De gouverneur verblijft in de provincie.

De Regering zorgt ervoor dat de gouverneurs over de voor de vervulling van hun gewestelijke opdrachten nodige middelen en personeel beschikken.

De Regering regelt de overheveling van het personeel van de diensten van de gouverneur naar het personeel van de provincie benoemd overeenkomstig artikel 32, § 4.

De gouverneur wordt bijgestaan door een secretariaat. De Regering bepaalt de samenstelling van deze secretariaten, alsook het stelsel die erop van toepassing is, en de vergoedingen waarop de leden ervan aanspraak kunnen maken.

Art. 111. Het is de gouverneur verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige levering, aanbesteding of aanneming in de provincie gedaan of te doen voor rekening van een overheid of van een openbaar bestuur.

Art. 112. Als Regeringscommissaris doet de gouverneur ten minste eens in het jaar de verificatie van de provinciale kas; hij kan de verificatie van de openbare kassen doen zo dikwijls hij het nodig oordeelt op of verzoek van de Regering.

TITEL IX. — De arrondissementscommissarissen

Art. 113. Voor één of meer administratieve arrondissementen kan er een commissaris van de Gewestregering zijn, die de titel van arrondissementscommissaris draagt, die de gouverneur van de provincie waaronder het of de arrondissementen ressorteren, bijstaat en van wie alle andere opdrachten door de Regering worden bepaald.

Voor de gevallen waarin er geen arrondissementscommissaris is in de provincie, worden deze opdrachten uitgeoefend door de gouverneur van de provincie.

TITEL X. — Bepalingen gemeen aan de gouverneur, de griffier en de arrondissementscommissarissen

Art. 114. § 1. Provinciegouverneur, provinciegriffier of arrondissementscommissaris kunnen niet zijn :

1° de titularissen van een ambt in de rechterlijke orde;

2° de bedienaren van de erediensten en vrijzinnige afgevaardigden;

3° de personen bezoldigd door de Staat, de Gemeenschappen, de provincie of de gemeente, voor andere functies dan die van gouverneur of griffier;

4° de met een onderwijsambt belaste personen, die door de Staat, de gemeenschappen, de provincie of de gemeente bezoldigd worden met uitzondering van de gewone en buitengewone hoogleraren en de docenten aan de Rijksuniversiteiten;

5° de burgemeesters, de schepenen, de gemeenteraadsleden, de voorzitters en raadsleden van de O.C.M.W., de gemeentesecretarissen en -ontvangers en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

6° de advocaten en de notarissen.

§ 2. Het ambt van provinciegouverneur, van provinciegriffier en van arrondissementscommissaris is onverenigbaar met enig ander ambt dat rechtstreeks onder het gezag staat van de gouverneur, van de provincieraad of van de bestendige deputatie.

§ 3. Er mag geen echtverbintenis en geen bloed- of aanverwantschap tot en met de vierde graad bestaan tussen de provinciegouverneur, de provinciegriffier en de arrondissementscommissarissen, noch tussen een van de twee eerstgenoemden en een lid van het provinciecollege; ze mogen ook niet wettelijk samenwonenden zijn.

Aanverwantschap tot stand gekomen tijdens de duur van het ambt, maakt hieraan geen einde. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of van het wettelijk samenwonen.

TITEL XI. — De provinciale volksraadpleging

Art. 115. De provincieraad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de inwoners van de provincie, beslissen de inwoners te raadplegen over de aangelegenheden van provinciaal belang.

Het initiatief dat uitgaat van de inwoners van de provincie, moet worden gesteund door ten minste 10 % van de inwoners.

Art. 116. Elk verzoek tot het houden van een raadpleging op initiatief van de inwoners van de provincie moet bij aangetekende brief worden gericht aan het college.

Bij het verzoek worden een gemotiveerde nota gevoegd en de stukken die de provincieraad kunnen voorlichten.

Art. 117. Het verzoek is alleen dan ontvankelijk als het wordt ingediend door middel van een formulier afgegeven door de provincie en als het, buiten de naam van de provincie en de tekst van artikel 196 van het Strafwetboek, de volgende vermeldingen bevat :

1° de vraag of vragen waarop de voorgenomen raadpleging betrekking heeft;

2° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van eenieder die het verzoekschrift heeft ondertekend;

3° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van de personen die het initiatief nemen tot de raadpleging.

Art. 118. Onmiddellijk na ontvangst van het verzoek onderzoekt de bestendige deputatie of het verzoek gesteund is door een voldoende aantal geldige handtekeningen.

Naar aanleiding van dat onderzoek schrapt het college :

1° de dubbele handtekeningen;

2° de handtekeningen van de personen die niet voldoen aan de in artikel 119, § 1, opgesomde voorwaarden;

3° de handtekeningen van de personen ten aanzien van wie de verschaft gegevens ontoereikend zijn om de toetsing van hun identiteit mogelijk te maken.

De controle wordt beëindigd wanneer het aantal geldige handtekeningen is bereikt. In dat geval organiseert de provincieraad een volksraadpleging.

Art. 119. § 1. Om te verzoeken om of deel te nemen aan een volksraadpleging moet men :

1° in het bevolkingsregister van een gemeente van de provincie ingeschreven of vermeld zijn;

2° de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt;

3° niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of beslissing die voor een provincieraadskiezer de uitsluiting of opschorting van het kiesrecht meebrengt.

§ 2. Om te verzoeken om een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1 vervuld zijn op de datum waarop het verzoekschrift werd ingediend.

Om deel te nemen aan een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1, 2° en 3°, vervuld zijn op de dag van de raadpleging, en de voorwaarde vermeld in § 1, 1°, op de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten.

De deelnemers die na de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor een provincieraadskiezer ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de dag van de raadpleging meebrengt, worden van de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging geschrapt.

§ 3. Artikel 1ter, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen is van toepassing op alle categorieën van personen die voldoen aan de in § 1 bepaalde voorwaarden.

Voor niet-Belgische onderdanen en voor Belgische onderdanen jonger dan achttien jaar worden de kennisgevingen door de parketten van de hoven en rechtbanken gedaan wanneer de veroordeling of de internering, waartegen met geen gewoon rechtsmiddel meer kan worden opgekomen, zou geleid hebben tot de uitsluiting van het kiesrecht of opschorting van dit recht als ze ten laste van een provincieraadskiezer werd uitgesproken.

In geval van kennisgeving nadat de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging is opgemaakt, wordt de betrokkene van deze lijst geschrapt.

§ 4. Op de dertigste dag voor de raadpleging maakt het college van burgemeester en schepenen een lijst op van deelnemers aan de volksraadpleging.

Op die lijst worden vermeld :

1° de personen die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn en de andere in § 1 bedoelde deelnemingsvoorwaarden vervullen;

2° de deelnemers die tussen deze datum en de datum van de raadpleging de leeftijd van zestien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt of zou nemen uiterlijk op de dag die is vastgesteld voor de raadpleging.

Voor elke persoon, die voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden, vermeldt de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht en de hoofdverblijfplaats. De lijst wordt volgens een doorlopende nummering en eventueel per wijk van de gemeente opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de deelnemers, ofwel geografisch volgens de straten.

§ 5. De deelname aan de volksraadpleging is niet verplicht.

Elke deelnemer heeft recht op een stem.

De stemming is geheim.

De volksraadpleging kan enkel op een zondag plaatsvinden. De deelnemers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. Zij die zich voor 13 uur in het stemlokaal bevinden worden nog tot de stemming toegelaten.

§ 6. Tot stemopneming wordt slechts overgegaan indien ten minste 10 % van de inwoners van de provincie aan de raadpleging hebben deelgenomen.

§ 7. De bepalingen van artikel 147bis van het kieswetboek zijn van toepassing op de provinciale volksraadpleging, met dien verstande dat de woorden « kiezer » en « kiezers » steeds worden vervangen door respectievelijk de woorden « deelnemer » en « deelnemers », en de woorden « verkiezing » en « verkiezingen » door het woord « volksraadpleging ».

Art. 120. Onder aangelegenheden van provinciaal belang, zoals bedoeld in artikel 115, wordt verstaan de aangelegenheden geregeld door artikel 32 van dit decreet.

Persoonlijke aangelegenheden en aangelegenheden betreffende de rekeningen, de begrotingen, de provinciebelastingen en -retributies kunnen niet het onderwerp van een raadpleging zijn.

Geen raadpleging kan worden georganiseerd in een periode van zestien maanden vóór de gewone vergadering van de kiezers voor de hernieuwing van de provincieraden. Bovendien kan geen raadpleging worden georganiseerd in een periode van veertig dagen vóór de rechtstreekse verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, de Raden en het Europees Parlement.

De inwoners van de provincie kunnen slechts eenmaal om de zes maanden worden geraadpleegd, met een maximum van zes raadplegingen per zittingsperiode. Gedurende het tijdvak tussen twee vernieuwingen van de provincieraad kan slechts één volksraadpleging over hetzelfde onderwerp worden gehouden.

Art. 121. Een verzoek tot het houden van een raadpleging wordt op de agenda van de eerstvolgende vergadering van het college en van de provincieraad ingeschreven.

Tot de inschrijving wordt overgegaan nadat de controle, bedoeld in artikel 118, is afgesloten.

Het provinciecollege is verplicht tot inschrijving op de agenda van de provincieraad over te gaan, tenzij de provincieraad klaarblijkelijk in generlei opzicht bevoegd is om over het verzoek te beslissen.

Indien hieromtrent twijfel bestaat, beslist de provincieraad.

Art. 122. Elke beslissing over het houden van een volksraadpleging wordt uitdrukkelijk gemotiveerd.

Het voorgaande lid is tevens van toepassing op elke beslissing die rechtstreeks betrekking heeft op een aangelegenheid die het onderwerp is geweest van een raadpleging.

Art. 123. Ten minste één maand vóór de dag van de raadpleging stelt het provinciebestuur aan de inwoners een brochure ter beschikking waarin het onderwerp van de raadpleging op een objectieve manier wordt uiteengezet. Deze brochure bevat bovendien de gemotiveerde nota, bedoeld in artikel 140-2, tweede lid, alsmede de vraag of vragen waarover de inwoners zullen worden geraadpleegd.

Art. 124. De vragen moeten op zulk danige manier geformuleerd zijn dat met ja of neen kan worden geantwoord.

Art. 125. De Regering bepaalt de nadere procedureregels voor het houden van een provinciale volksraadpleging, naar analogie van de procedure bedoeld in de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen voor de verkiezing van de provincieraadsleden.

Art. 126. De Regering bepaalt de wijze waarop de uitslag van de raadpleging aan de bevolking bekendgemaakt wordt.

TITEL XII. — De burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering van de provincies

Art. 127. De provincie moet een verzekering afsluiten om de burgerlijke aansprakelijkheid, met inbegrip van de rechtsbijstand, te dekken die persoonlijk ten laste komt van de leden van het provinciecollege bij de normale uitoefening van hun ambt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van deze bepaling.

TITEL XIII. — Bijzondere bepalingen

Art. 128. Personeelsleden van de provinciebesturen worden bij besluit van de Regering overgebracht naar de Regering voor de uitoefening van de provinciale bevoegdheden.

De Regering bepaalt, na een onderhandeling met het sectorcomité XVI en met het Comité C, met de representatieve vakbondverenigingen en na advies van de provinciecolleges, de datum en de wijze waarop personeelsleden bedoeld in het eerste lid worden overgebracht.

De leden van dit personeel worden overgebracht in hun hoedanigheid of in een gelijkwaardige graad. Zodra ze overgebracht zijn, worden ze onderworpen aan de administratieve en geldelijke statuten van het Gewest. Ze behouden evenwel de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of zouden hebben gekregen als ze de functie overeenstemmend met de graad waarvan ze bij hun overbrenging definitief houder waren, in hun oorspronkelijke dienst hadden blijven uitoefenen.

Ze behouden dezelfde voordelen verworven bij de overbrenging van het pensioenstelsel dat op hen tot dat ogenblik van toepassing was.

TITEL XIV. — Wijzigingsbepalingen

Art. 129. In artikel 1 van het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt worden de twee volgende leden in fine toegevoegd, luidend als volgt :

« De provinciewegen worden naar het gewestelijk openbaar wegendomein overgedragen. De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over de inrichting, het onderhoud en het beheer van de openbare wegen. »

Art. 130. De wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt aangevuld met een artikel 26, luidend als volgt :

« Art. 26. De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over het beheer van de onbevaarbare waterlopen. »

Art. 131. Hoofdstuk V (slotbepalingen) van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen wordt aangevuld met een artikel 21, luidend als volgt :

« Art. 21. De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over de investeringshulpen ten gunste van de grote ondernemingen. »

Art. 132. Hoofdstuk V van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen wordt aangevuld met een artikel 25, luidend als volgt :

« Art. 25. De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over de investeringshulpen, de raadgeving of de opmaking van zakenplannen ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen. »

Art. 133. De wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds wordt aangevuld met een artikel 14, luidend als volgt :

« Art. 14. De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over investerings- en installatiehulpen ten gunste van de landbouwers en tuinders ». »

TITEL XV. — Overgangsbepalingen

Art. 134. Tot de volgende nieuwe algehele vernieuwing van de provincieraden dient « de bestendige deputatie » in plaats van « het provinciecollege », « een bestendige deputatie » in plaats van een « provinciecollege », « de leden van de bestendige deputatie » in plaats van « de leden van het provinciecollege », « de bestendige afgevaardigden » in plaats van « de provinciaal gedeputeerden », « de bestendige afgevaardigde » in plaats van « de provinciaal gedeputeerde » te worden gelezen.

Art. 135. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005, met uitzondering van :

— de artikelen 52, 60, 61 en 108 die uitwerking zullen hebben op de dag van de algehele vernieuwing van de provincieraden;

— de artikelen 129 en 130 die uitwerking hebben op de inwerkingtreding van de besluiten van de Regering tot uitvoering van de overdracht van provinciale wegen en waterlopen;

— de artikelen 93, 97, § 2 en 99 die uitwerking hebben één jaar na de inwerkingtreding van het decreet.

Art. 136. Artikel 96, 2^o, is niet van toepassing op de participaties van de provincies vóór 1 januari 2004.

TITEL XVI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 137. De provinciewet van 30 april 1836 wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen :

- 4, vijfde lid;
- 5;
- 5*bis*;
- 64;
- 66, § 1, 112*bis*, 113*octies*, tweede lid, 113*undecies*, tweede zin, 114, tweede lid, 114*quater*, tweede lid, 37, § 2, derde lid, wat betreft het Rekenhof;
- 69, 1^o, wat betreft de rust- en overlevingspensioenen, alsmede de desbetreffende bijdragen;
- 69, 2^o, 3^o, 8^o, 12^o, 14^o, 22^o;
- 71 wat betreft de pensioenen;
- 70, 3^o en 8^o,
- 70, 4^o, wat betreft de uitoefening van de opdrachten betreffende de federale bevoegdheden;
- 85, wat betreft de provinciale politieordonnanties;
- 96, § 1, derde lid;
- 104, tweede lid, wanneer het bepaalt dat de gouverneur stemgerechtigd blijft wanneer het provinciecollege een gerechtelijke opdracht uitoefent;
- 104, achtste, elfde en twaalfde lid;
- 104*bis*;
- 105, § 5;
- 113*novies*, tweede lid;
- 124;
- 126, tweede en derde lid;
- 128;
- 129;
- 131*bis*;
- 133 tot 136;
- 139 en 139*bis*;
- 140-1 tot 140-12.

Onverminderd het eerste lid,

- wordt artikel 69, 6^o, van de provinciewet van 30 april 1836 opgeheven op de inwerkingtreding van artikel 32, § 1, tweede lid, eerste en tweede streepjes;
- worden de artikelen 96, 104 en 123 van de provinciewet van 30 april 1836 opgeheven tot de algehele vernieuwing van de provincieraden.

Art. 138. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen, op 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 613 (2003-2004) nrs. 1 tot 6

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking, stemming.